

SECRETARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIE EN DE L'ENVIRONNEMENT

Rapport Annuel

2022



**SPREP
PROE**

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation régionale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique et y pérenniser le développement durable. Le PROE a été créé en 1992 par ses États Membres en vue de soutenir la coopération et la coordination en ce qui concerne les questions environnementales dans la région. L'accord portant création du PROE est entré en vigueur en 1993, faisant officiellement de l'organisation un organe indépendant.

Le PROE, dont le siège est situé à Apia, au Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires Membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des bailleurs et des collectivités locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant quatre axes stratégiques :

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET GESTION DES ÉCOSYSTÈMES **GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION**
CHANGEMENTS CLIMATIQUES **SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES**

Remerciments

Soucieux de concrétiser notre vision d'un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures, comme le rappelle ce rapport annuel 2021, le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) tient à exprimer toute sa gratitude à ses Membres, ses partenaires de développement, ses donateurs, sa famille du CORP et ses parties prenantes. Sans votre partenariat et votre collaboration significatifs, durables et productifs, nous n'aurions pas été en mesure d'accomplir nos principaux résultats et réalisations en 2021. Nous tenons également à remercier le gouvernement australien (DFAT) et le gouvernement néo-zélandais (MFAT) pour leur considérable contribution au financement de base et de programmes du PROE, y compris la contribution annuelle de la République populaire de Chine. Nous apprécions sincèrement votre contribution pour soutenir notre travail en faveur d'un environnement résilient dans le Pacifique. Comme nous le disons ici : *fa'afetai, fa'afetai, fa'afetai tele lava!*

BIBLIOTHÈQUE DU PROE : CATALOGAGE DES DONNÉES DES PUBLICATIONS

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2022. Apia, Samoa : PROE 2023

76 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

II. Titre.

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2023.

La reproduction de cette publication à des fins pédagogiques et non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, sous réserve que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Photo de couverture : Île Qoma, Tailevu, Fidji. Photo : © Stuart Chape

Autres photos : sauf mention contraire, les photographies figurant dans la présente publication ont été prises par le personnel du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



PO Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org

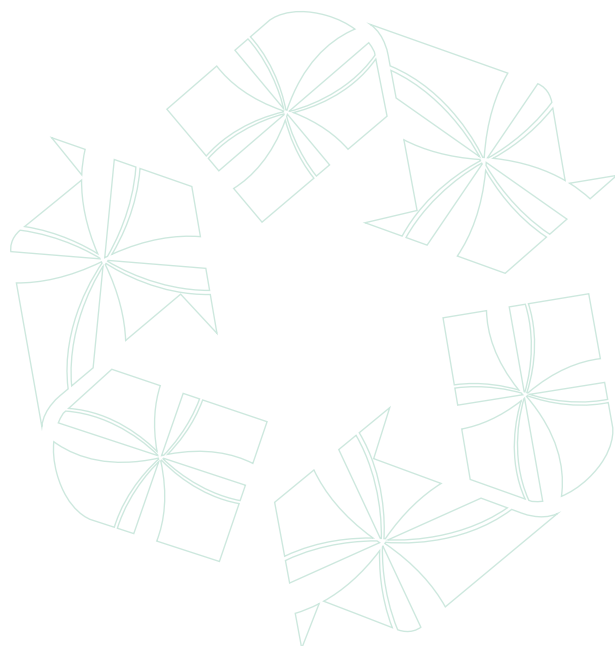




Photo : L. Reupena

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
SYNTHÈSE DE HAUT NIVEAU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROE EN 2022	6
ONE PACIFIC VOICE À LA CDP27	12
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	18
PROTECTION DE L'ÉCOSYSTÈME ET DE LA BIODIVERSITÉ	26
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	32
GOVERNANCE ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALES	38
ÉVÉNEMENTS MARQUANTS	44
QUESTIONS TRANSVERSALES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS	49
ÉTATS FINANCIERS	54
PUBLICATIONS	66
PERSONNEL	70
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	72
NOTRE RÉGION	73

Message de la présidence

Malo e lelei !

Le temps est passé très vite et j'ai l'impression que c'est seulement hier que je présidais la troisième réunion du Comité exécutif du PROE, au cours de laquelle j'ai appelé tous nos Membres à se mobiliser activement pour atteindre des résultats positifs et orienter notre travail en faveur d'un Pacifique résilient.

La tâche n'était pas aisée à l'époque, compte tenu des défis posés par la nature imprévisible et troublante de la pandémie de COVID-19, qui a eu des répercussions sur toutes nos communautés. La capacité du Secrétariat à mener et mettre en œuvre des activités dans les pays a incontestablement été affectée par les restrictions frontalières. Fort heureusement, cette situation est en train de se résorber peu à peu.

Alors que nous nous penchons aujourd'hui sur le travail

accompli au cours de l'année écoulée, qui est détaillé dans les pages du présent Rapport annuel 2022 du PROE, je peux affirmer en toute confiance que notre effort collectif, pour lutter contre les effets de la triple crise des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution sur les populations et les communautés, ne cesse de faire une réelle différence dans le quotidien des personnes au service desquelles nous nous trouvons.

En tant que Président du troisième Comité exécutif du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement, je tiens à souligner le plaisir que j'ai eu à en faire partie et à constater l'engagement et le dévouement inébranlables de l'équipe du PROE, de ses Membres et de tous ses partenaires, dans la réalisation de notre vision

d'un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures. Cette vision est au cœur de notre action, et je crois qu'il est bon de nous le rappeler sans cesse. En effet, c'est cette vision qui dicte nos priorités et guide notre travail dans la mise en œuvre d'activités, de programmes et de projets afin d'atteindre les objectifs organisationnels et régionaux de notre Plan stratégique.

Le PROE a parcouru bien du chemin. Le Traité qui a fait du PROE un organisme autonome a été signé le 16 juin 1993, mais sa présence dans la région remonte à bien avant. Les actions du PROE ont débuté à la fin des années 1970 en tant qu'initiative conjointe de la Communauté du Pacifique (CPS), du Programme des Nations Unies pour

l'environnement (PNUE) et de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Au terme d'une période d'expansion et de longues délibérations, le PROE a quitté le Secrétariat de la CPS en Nouvelle-Calédonie pour s'installer au Samoa en 1992, où il est devenu un organisme intergouvernemental indépendant. Ses débuts à Apia furent modestes et simples, dans une ancienne usine de coprah à Vaitele. Aujourd'hui, le Programme a grandi en taille et en réputation, s'enorgueillissant d'un complexe de plusieurs bâtiments à Vailima et d'un personnel de plus de 150 personnes réparties entre le Samoa et les bureaux régionaux des Fidji, de la République des Îles Marshall et de Vanuatu.

Les services fournis par le PROE à ses Membres des îles du Pacifique se sont étoffés en fonction des nouveaux défis environnementaux et de l'aide nécessaire pour y faire face. Nous vivons une époque très difficile et incertaine, exacerbée par le caractère imprévisible des guerres et des conflits qui sévissent dans diverses parties du monde, ainsi que par la pandémie de COVID-19 et d'autres problèmes d'ordre sanitaire.

Dans le Pacifique, la problématique la plus urgente de notre époque est l'impact des trois crises planétaires sur nos villages et nos communautés. Lorsque je vois ce qui se passe aux Tonga, je constate la gravité des conditions météorologiques extrêmes, de l'acidification des océans, du blanchiment des coraux, des déchets marins, de la pollution et de la perte de biodiversité. On ne peut ignorer les conséquences de l'érosion côtière, de la disparition des récifs coralliens et de la menace permanente de l'élévation du niveau des mers, trois fois supérieure à la moyenne mondiale.

Notre pays est le troisième pays le plus vulnérable au monde face aux effets néfastes des changements climatiques. Cette réalité n'a jamais été aussi fortement éprouvée que le 15 janvier 2022, lorsque les Tonga ont connu une explosion volcanique sans précédent dans l'histoire de notre pays. Des habitations ont été détruites, des vies ont été perdues et des communautés entières restent profondément traumatisées par les déflagrations sonores et les vagues du tsunami qui en ont résulté. Les déplacements de population sont désormais une préoccupation permanente pour notre peuple, au même titre que bien d'autres défis,

notamment celui de trouver des produits de première nécessité comme de l'eau potable.

En tant que peuple des Moana, les Tongans entretiennent un lien profond avec l'océan. Les moyens de subsistance dépendent de la pêche et des ressources océaniques pour l'alimentation, le transport, le développement économique et la culture. Si, historiquement, le peuple tongan, comme toutes les communautés du Pacifique, a toujours fait preuve de résilience face à ces catastrophes naturelles, notre capacité à répondre à la multiplicité croissante des sinistres, ainsi qu'à l'augmentation de la gravité et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, ne cesse d'être mise à rude épreuve.

Combien de temps encore nos communautés du Pacifique pourront-elles continuer à se battre ? Combien de temps pourrions-nous continuer à faire preuve de résilience ? Et combien de temps le reste du monde pourra-t-il continuer à faire la sourde oreille à nos appels avant que nous n'assistions à la destruction totale et aux dommages irréversibles de notre précieuse planète Terre ?

En réalité, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de perdre du temps. Les particularités physiques inhérentes à nos îles du Pacifique font de l'impact de la triple crise des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution, ainsi que d'autres défis environnementaux émergents, la plus grande menace de notre époque.

Nous ne pouvons pas rester silencieux et nous ne devons jamais cesser de lutter pour notre survie. Les répercussions

de cette triple crise planétaire sont intergénérationnelles, et nos actions et décisions d'aujourd'hui auront une incidence majeure sur l'avenir de nos populations. Voilà pourquoi le travail que nous accomplissons est important.

Les témoignages et les principales réalisations du Rapport annuel 2022 du PROE que vous avez sous les yeux illustrent notre ténacité et notre engagement inébranlable à assumer notre devoir de servir les populations et les pays Membres du Pacifique au mieux de nos capacités, malgré les multiples défis qui se présentent à nous, dont la COVID-19.

Je trouve encourageants les temps forts du travail accompli au cours de l'année écoulée, tel qu'ils ressortent des observations du Directeur général, ainsi que le rapport de synthèse de haut niveau sur les principaux résultats obtenus entre 2022 et 2023. Les événements marquants du Secrétariat donnent un aperçu des principales réalisations et la section sur les questions transversales nous permet de tirer de nombreux enseignements sur ce que nous pouvons améliorer. La Déclaration annuelle relative au contrôle interne pour l'exercice 2022 est prometteuse. En tant que principal organisme intergouvernemental de la région Pacifique pour l'environnement et le développement durable,

le travail du PROE pour promouvoir la coopération et fournir une assistance afin de protéger et d'améliorer notre environnement, en veillant au développement durable pour les générations actuelles et futures, n'a jamais été aussi important.

Je tiens à remercier le Directeur général du PROE, M. Sefanaia Nawadra, pour ses efforts sans relâche à la barre de notre vaka pour naviguer vers un environnement résilient dans le Pacifique.

J'aimerais également saluer nos 26 États et territoires Membres, ainsi que les collectivités locales qui nous soutiennent. Nous ne travaillons pas dans le vide et nos efforts ne sont pas isolés ; nous sommes reconnaissants envers nos partenaires et bailleurs régionaux et mondiaux pour leur contribution à la protection et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles du Pacifique.

Enfin, je tiens à exprimer notre gratitude à celles et ceux qui œuvrent en coulisses, au personnel dévoué du PROE au Samoa et dans le monde entier, qui sont en première ligne pour nous aider à concrétiser notre vision d'un « environnement océanien, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».

Au nom du Président et des habitants de la région bleue du Pacifique, *Malo Aupito !*

M. Paula Pouvalu Ma'u

Président de la troisième réunion du Comité exécutif, Directeur général du ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, des Changements climatiques et de la Communication (MEIDECC) des Tonga.



Message du directeur général

Photo © Stuart Chape 2022

Ni bula vinaka saka !

La région des îles du Pacifique est mondialement connue pour ses plages immaculées, ses eaux turquoise, ses forêts luxuriantes, ses récifs colorés, ses populations et ses communautés joyeuses et amicales. Bien que cette image de carte postale soit vraie, l'environnement, l'océan et la population du Pacifique souffrent ou sont menacés par les effets dévastateurs de la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution.

En tant que Secrétariat, nous sommes mandatés par nos États membres pour promouvoir la coopération dans la région du Pacifique afin de fournir ou de mobiliser une assistance pour protéger et améliorer notre environnement et garantir un développement durable pour les générations actuelles et futures. Ce mandat est assorti d'une condition très importante, à savoir qu'il doit s'inscrire dans le contexte culturel et les valeurs du Pacifique. En tant que Directeur général du PROE, je m'exprime au nom du Secrétariat pour dire que nous avons l'honneur et l'humilité de travailler de concert avec nos Membres et nos partenaires à la mise en œuvre collective de mesures visant à atténuer les effets de la triple crise planétaire et à s'y adapter.

Dans l'accomplissement de notre travail, nous nous

appuyons sur les efforts de ceux qui nous ont précédés. Je voudrais saluer ceux qui ont tenu ce rôle avant moi, en particulier mon prédécesseur Kosi Latu. Je tiens à le remercier pour son leadership exemplaire pendant la période difficile de la pandémie de COVID-19, qui a considérablement modifié notre façon de travailler et d'interagir. Je souhaite également remercier les Membres du PROE pour la confiance qu'ils m'ont accordée pour diriger cette organisation.

J'ai pris mes fonctions le 1er avril, peu après la réouverture des frontières dans le Pacifique, après près de deux ans de confinement et de restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19. Toute épreuve est porteuse d'opportunités si l'on s'engage à la surmonter. Les protocoles de confinement et de quarantaine mis en place en raison de la pandémie nous ont obligés à renforcer notre capacité à accueillir et à organiser des réunions et des formations virtuelles. Nous continuons à renforcer cette capacité en utilisant cet outil supplémentaire pour fournir des services aux Membres et pour aider à rationaliser les voyages.

La troisième réunion du Conseil exécutif du PROE, présidée par les Tonga, s'est tenue virtuellement en septembre. Nous avons pris des décisions clés pour guider le travail du Secrétariat et répondre aux

besoins de notre région.¹ Ces décisions sont les suivantes :

- Le soutien à la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 et l'engagement continu du Secrétariat dans la mise en œuvre des décisions des dirigeants, y compris la mise en œuvre de la Stratégie 2050.
- Engagement en tant que Membres du PROE dans le processus du CNI pour négocier un traité mondial juridiquement contraignant pour lutter contre la pollution plastique.
- Soutien aux Membres dans les négociations de la BBNJ.
- Adoption du plan de durabilité pour le Programme d'appui aux aires protégées du PROE.
- Adoption des lignes directrices sur l'accès et le partage des avantages dans le Pacifique et soutien à leur mise en œuvre.
- Adoption de la Note d'orientation régionale sur les bonnes pratiques du génie côtier dans les études d'impact environnemental pour les États et territoires insulaires du Pacifique.

La Stratégie 2050, approuvée par les dirigeants du Pacifique à Suva (Fidji), est l'« étoile polaire du Pacifique », le cadre d'orientation pour le développement durable de notre région du Pacifique bleu. En 2023, nous continuerons à travailler en tant que membre du Conseil des organisations

régionales dans le Pacifique (CORP) avec nos États Membres et nos partenaires pour définir son cadre de mise en œuvre, ainsi que pour revoir l'architecture régionale. Le CORP continue également à renforcer la coopération et a mis en place un mécanisme pour travailler plus étroitement avec les agences des Nations Unies.

Le PROE collabore avec la CPS sur la sécurité écologique en réunissant les travaux de la CPS sur la biosécurité et ceux du PROE sur les espèces envahissantes afin d'aider les pays dans ce domaine important pour la région. Il s'agit d'un résultat de la première conférence sur la sécurité écologique dans le Pacifique qui s'est tenue aux Palaos en octobre et qui bénéficie du soutien de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, qui disposent de nombreuses institutions scientifiques et universités travaillant dans ce domaine.

J'ai visité les Îles Cook dans le cadre de notre étroite collaboration pour participer à la réunion ministérielle de l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO). Le soutien apporté à la SPTO en matière de surveillance environnementale et de gouvernance a porté ses fruits grâce à l'approche du développement durable adoptée par le secteur du tourisme, qui explore des solutions fondées sur la nature et valorise le rôle de son environnement, en tant qu'atout nécessitant une gestion

¹ Toutes les décisions de la réunion sont disponibles dans le rapport de la troisième réunion du Conseil exécutif du PROE : https://www.sprep.org/sites/default/files/documents/publications/SPREP_3rdEBM_FinalReport.pdf

et une surveillance attentives et continues.

La phase III du Programme ACP AME est notre projet le plus ancien et continue à accroître les capacités des AME sur les déchets et la biodiversité, à renforcer le Secrétariat de la Convention de Nouméa et à contribuer à la résolution des problèmes liés aux océans. Il s'agit de la meilleure étude de cas sur la manière dont un projet bien conçu peut contribuer efficacement à notre travail au-delà de son financement limité. Il existe un nouveau partenariat enthousiasmant avec la Banque mondiale sur la gouvernance environnementale et les garanties, qui renforcera encore ce domaine pour nos Membres à l'avenir.

Le Projet POLP (Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique) et le projet ISLANDS du FEM dans le cadre du Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution progressent bien. Compte tenu des retards dus à la COVID-19, le POLP se poursuit selon une nouvelle modalité financée par l'Australie et mise en œuvre par le PROE.

Le Programme de résilience face aux changements climatiques comporte un nouveau projet mondial, à savoir le Projet intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées (ClimSA). De même, nous collaborons avec la CPS et le SFIP pour gérer le Pôle CDN du Pacifique. Il est réjouissant de constater que le Secrétariat est perçu comme un partenaire de choix en tant que centre du Pacifique pour les projets mondiaux, y compris ACP AME Phase III, ClimSA, FEM ISLANDS et le Pôle régional des contributions déterminées à l'échelle nationale du Pacifique.

Le Programme de gouvernance et de surveillance environnementales complète la mise en œuvre du projet Inform. Nous disposons désormais d'un bon noyau de portails de données nationaux, d'indicateurs convenus et de professionnels formés, mais ils auront besoin d'un soutien

continu. Le Conseil exécutif a approuvé l'élaboration d'un projet visant à poursuivre ce travail par le biais des contributions nationales STAR dans le cadre du FEM 8.

Les partenariats sont à la base d'une grande partie de notre travail, c'est pourquoi le fait d'être recherché comme partenaire de choix est essentiel et de bon augure pour notre région des îles du Pacifique. Nous avons signé de nombreux protocoles d'entente en 2022 et, au cours du dernier trimestre, nous avons renouvelé deux d'entre eux avec des partenaires de longue date, le PNUE et le Secrétariat de la CDB. D'autres partenaires, dont la FAO, l'université Victoria de Wellington, Peace Corp et Landcare NZ, ont exprimé le souhait de convenir d'un protocole d'entente ou de le renouveler avec le PROE, ce à quoi nous continuerons de travailler en 2023.

Le dernier trimestre a été très mouvementé en ce qui concerne l'amplification de la voix du Pacifique dans les forums internationaux. Lors de la CdP27 à Sharm el-Sheikh en Égypte, le PROE a dirigé le mécanisme One CORP pour soutenir les plus de 300 délégués des îles du Pacifique. Comme les années précédentes, le PROE a également géré et coordonné le bureau commun et les espaces de réunion, ainsi que le pavillon Moana Blue Pacific qui a accueilli 75 événements, dont plus de 30 événements de haut niveau. Ce travail a été généreusement soutenu par Aotearoa (la Nouvelle-Zélande), avec un soutien supplémentaire du gouvernement irlandais.

Nous avons soutenu les Membres du Pacifique en Uruguay pour la première session du Comité de négociation intergouvernemental (CNI-1). L'objectif du CNI est de travailler à l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique, avec l'ambition de finaliser les négociations d'ici la fin de l'année 2024. Le soutien du Secrétariat s'est poursuivi

lors de la 15e session de la Convention sur la diversité biologique à Montréal, au Canada, avec les négociations sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, le principal résultat de la réunion. Le soutien technique a permis de garantir que nos priorités pour le Pacifique soient intégrées dans le Cadre qui guidera l'action mondiale en faveur de la nature jusqu'en 2030, en particulier la reconnaissance continue des circonstances uniques et particulières des petits États insulaires en développement, en ce qui concerne l'accès aux ressources financières, le renforcement des capacités, la coopération technique et scientifique et le transfert de technologie pour nous aider à mettre pleinement en œuvre le Cadre.

Tout ce que nous accomplissons dans le cadre de nos priorités stratégiques implique des équipes de personnes dans les coulisses, qui permettent à notre travail d'être réalisé sur le terrain aussi bien à l'échelle régionale qu'internationale. Ce soutien garantit que nos actions sont stratégiquement planifiées, coordonnées, mises en œuvre et rapportées de manière opportune, transparente et responsable. Accroître la capacité de nos fonctions administratives, financières et de ressources humaines pour les aligner sur notre nombre croissant de projets et d'activités est un défi de longue date que nous continuons à relever et que j'ai l'intention de résoudre grâce au soutien de nos Membres et de nos partenaires.

Je tiens à remercier l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour leur appui financier généreux. Ces deux pays fournissent un budget de base pluriannuel direct et un soutien continu aux projets. Le

travail que nous effectuons ne peut se faire sans le soutien de bailleurs clés tels que l'Union européenne, le Japon, la France et les Nations Unies. Je remercie également nos Membres, nos partenaires et notre personnel pour leur soutien continu qui a contribué à faire du PROE ce qu'il est aujourd'hui.

À la veille du 30e anniversaire de la signature du traité du PROE et de notre création en tant qu'organisation indépendante, je ne me fais aucune illusion sur l'ampleur des défis qui nous attendent, mais je considère notre travail comme une vocation et je suis enthousiasmé par les possibilités qui s'offrent à nous.

En tant que peuples du Pacifique, nous avons une haute position morale lorsqu'il s'agit de négocier des solutions à la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution. Nous ne contribuons pas de manière significative aux causes de ces crises, mais malheureusement, nous sommes parmi les premiers pays et régions à en ressentir les effets. C'est pourquoi, lorsque nous parlons, les autres écoutent, car notre situation agit sur les consciences, même de ceux qui s'opposent aux positions que nous prenons. Nous devons continuer à être la conscience du monde et à utiliser tous les moyens pour faire valoir notre point de vue alors que nous travaillons collectivement à la conservation et à la protection de l'environnement du Pacifique bleu, pour les générations actuelles et futures. En ce qui concerne les changements climatiques, nous devons continuer à rappeler et à défendre le principe « 1,5 °C pour rester en vie ».



Sa vinaka saka !

Sefanaia Nawadra

Directeur général du PROE

Synthèse de haut niveau

des principaux résultats du PROE en 2022



INTRODUCTION

Pour chaque défi, il y a toujours une possibilité. La plupart d'entre nous, si ce n'est tous, préféreraient vivre une vie dépourvue de difficultés, mais il est bien connu que notre capacité à relever et à surmonter les défis qui se présentent à nous, aux moments les plus inopportuns, est un facteur de croissance.

Au Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement, l'année 2022 aura été pleine de défis et de possibilités, mais aussi de croissance et de résilience. La croissance et la résilience continues du PROE témoignent de l'engagement sans faille de votre Secrétariat, ainsi que des Membres et des partenaires, qui ont permis au PROE d'obtenir des résultats positifs en matière de conservation et de protection de l'environnement du Pacifique pour les générations actuelles et futures, en dépit des difficultés.

La pandémie de COVID-19 a été le principal défi auquel le monde a dû faire face au cours de la période couverte par le présent Rapport annuel. Le PROE, ses partenaires, ses Membres et les communautés que nous servons n'ont pas été épargnés. Cette pandémie et les multiples obstacles qu'elle a engendrés ont toutefois offert de nombreuses possibilités de développement et de renforcement de notre résilience.

Nous nous sommes adaptés aux fermetures de frontières, nous nous sommes efforcés à ce que notre mission puisse être accomplie de façon virtuelle et à ce que notre personnel puisse le faire à distance – nous avons dû faire preuve d'innovation et de stratégie dans nos approches. Nous avons eu davantage recours à l'apprentissage en ligne pour les formations, aux plateformes virtuelles pour les réunions et les consultations avec les parties prenantes, mais aussi à la mobilisation de spécialistes locaux pour mener des activités sur le terrain en collaboration avec les partenaires et autorités du Pacifique insulaire.

Vers la fin de l'année 2022, les frontières ont commencé à s'ouvrir à nouveau et le travail tel que nous le connaissions avant la COVID-19 a repris. Nous nous sommes attelés à la tâche avec entrain, revitalisés et enthousiastes à l'idée de renouer les liens en personne. Mais nous sommes désormais mieux préparés, avec une nouvelle arme à notre arsenal : les leçons tirées de la période de COVID-19, dont nous continuerons à nous inspirer.

Tout en nous adaptant aux effets de la COVID-19, nous avons dû redoubler d'efforts pour lutter contre les effets dévastateurs de la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution sur nos communautés du Pacifique.

PERFORMANCE GLOBALE

Le présent Rapport annuel se concentre sur la performance globale de 2022 en phase avec les objectifs du Plan stratégique 2017–2026. Ce dernier souligne notre détermination à mettre en œuvre nos activités, programmes et projets. En outre, il dessine clairement la voie à suivre en veillant à ce que nous continuions à adopter une approche plus intégrée, ciblée et programmatique pour répondre aux priorités stratégiques qui y sont énoncées.

La mise en œuvre du Plan stratégique 2017–2026 est évaluée par le biais du Plan de mise en œuvre des

performances (PIP), qui fournit une planification de haut niveau et des rapports aux Membres sur la réalisation des progrès vers les objectifs stratégiques. La procédure du PIP est basée sur un cycle biennal.

L'année 2022 était la cinquième année de mise en œuvre du Plan stratégique 2017–2026, tandis qu'il s'agissait de la première année de mise en œuvre du PIP3 (2022–2023).

Compte tenu des effets de la COVID-19 sur la performance et l'exécution des programmes, le Cadre de résultats (CR) 2017–2026 du PROE a été ajusté en 2021 pour l'ensemble des objectifs stratégiques.

Cette révision a conduit à des changements parmi les sous-indicateurs de résultats et les cibles lorsqu'ils ont été jugés faisables, pertinents et mesurables dans le cadre temporel du Plan stratégique. Au total, 123 indicateurs de résultats ont été retenus pour l'établissement des rapports d'ici à 2026.

Dans le rapport de cette année, l'état d'avancement en vue de l'obtention des résultats escomptés du PIP3 est présenté comme « Atteint » ou « En bonne voie ». Certains indicateurs des résultats du PIP3 ont été atteints, tandis que ceux qui sont en cours sont

indiqués comme étant en bonne voie de l'être. Les indicateurs qui n'ont pas été atteints au cours de la période sous revue sont en grande partie dus à des retards dans le financement et dans la mise en œuvre des activités, entre autres difficultés.

Les résultats globaux du PIP3 du PROE pour 2022 au regard des 123 indicateurs de résultats (69 pour les objectifs régionaux et 54 pour les objectifs organisationnels), montrent que, malgré les contraintes liées à la COVID-19, 54 % des objectifs du PIP3 (2022–2023) ont été atteints et 46 % sont en bonne voie de l'être.

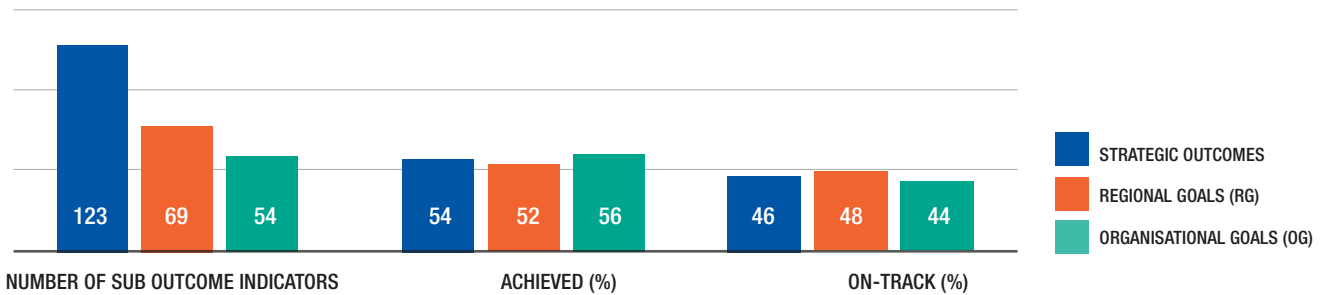


FIGURE 1. RÉALISATIONS DU PIP3 (2022–2023) PAR OBJECTIF STRATÉGIQUE : GÉNÉRAL

Le Plan stratégique 2017-2026 du PROE donne la priorité à quatre objectifs régionaux pour assurer la résilience et la durabilité des communautés du Pacifique. Ces objectifs sont les suivants :

- OBJECTIF RÉGIONAL 1** Les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients ;
- OBJECTIF RÉGIONAL 2** les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients ;
- OBJECTIF RÉGIONAL 3** les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution ;
- OBJECTIF RÉGIONAL 4** les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application.

Chaque finalité suppose plusieurs objectifs stratégiques clés assortis de résultats régionaux correspondants. Même si chaque objectif se concentre sur un thème spécifique, les quatre sont interconnectés et contribuent ensemble à concrétiser la vision du PROE : « des communautés océaniques résilientes et durables ».

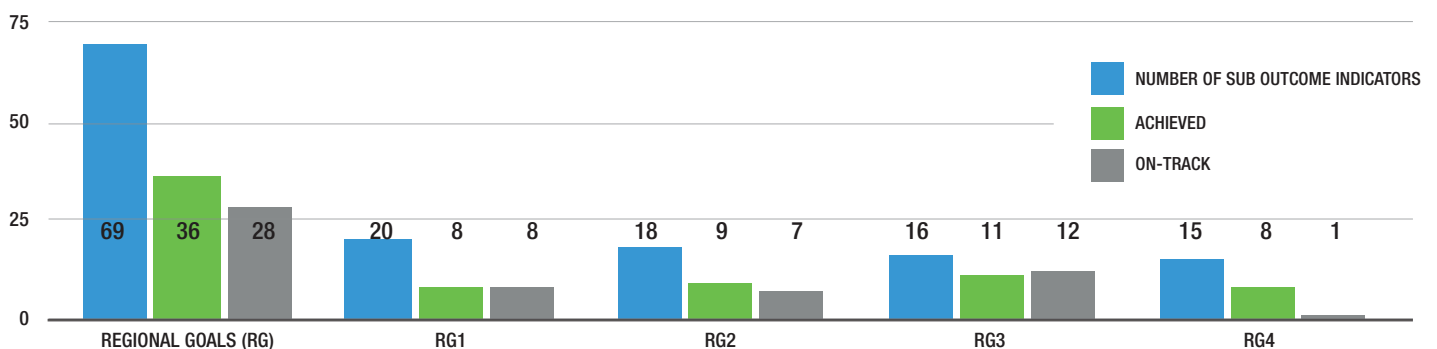


FIGURE 2. RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PIP2 : PERFORMANCE PAR OBJECTIF RÉGIONAL

Le Plan stratégique 2017–2026 identifie également des objectifs organisationnels clés, qui définissent les politiques, les procédures et la capacité du PROE à atteindre ses priorités stratégiques. Ces objectifs sont les suivants :

- OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1** le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent de façon positive les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux ;
- OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2** le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution des programmes et le soutien apporté aux Membres pour l'élaboration de stratégies et de politiques au niveau national et régional ;
- OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3** le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et pérenne permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique, et gère ses programmes et son fonctionnement de manière à respecter le budget convenu ;
- OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4** le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux ;
- OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5** le PROE peut compter sur un groupe de personnes dotées des dispositions, des connaissances et des compétences qui lui permettront de concrétiser sa vision régionale commune. PREP has multi-disciplinary processes in programme delivery and in supporting Members to develop national and regional policies and strategies

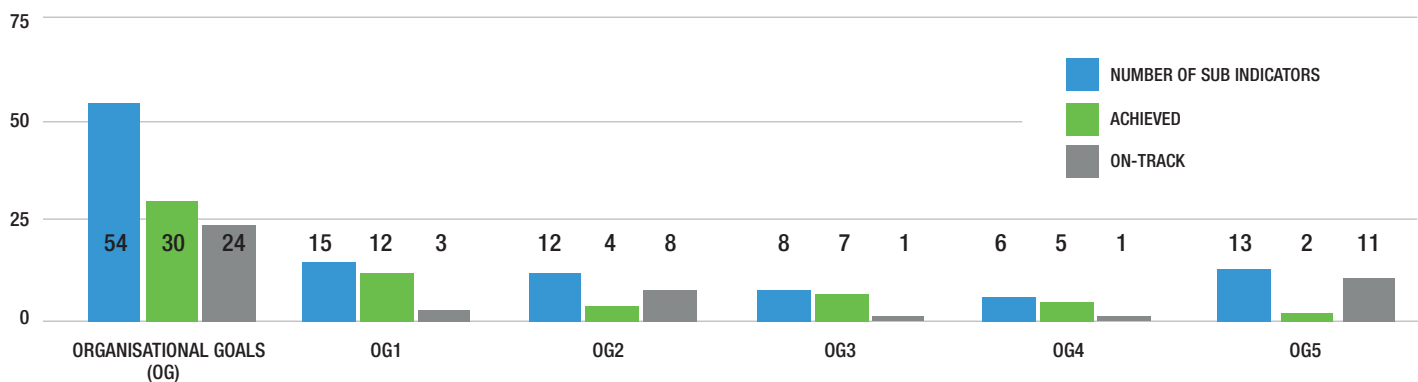
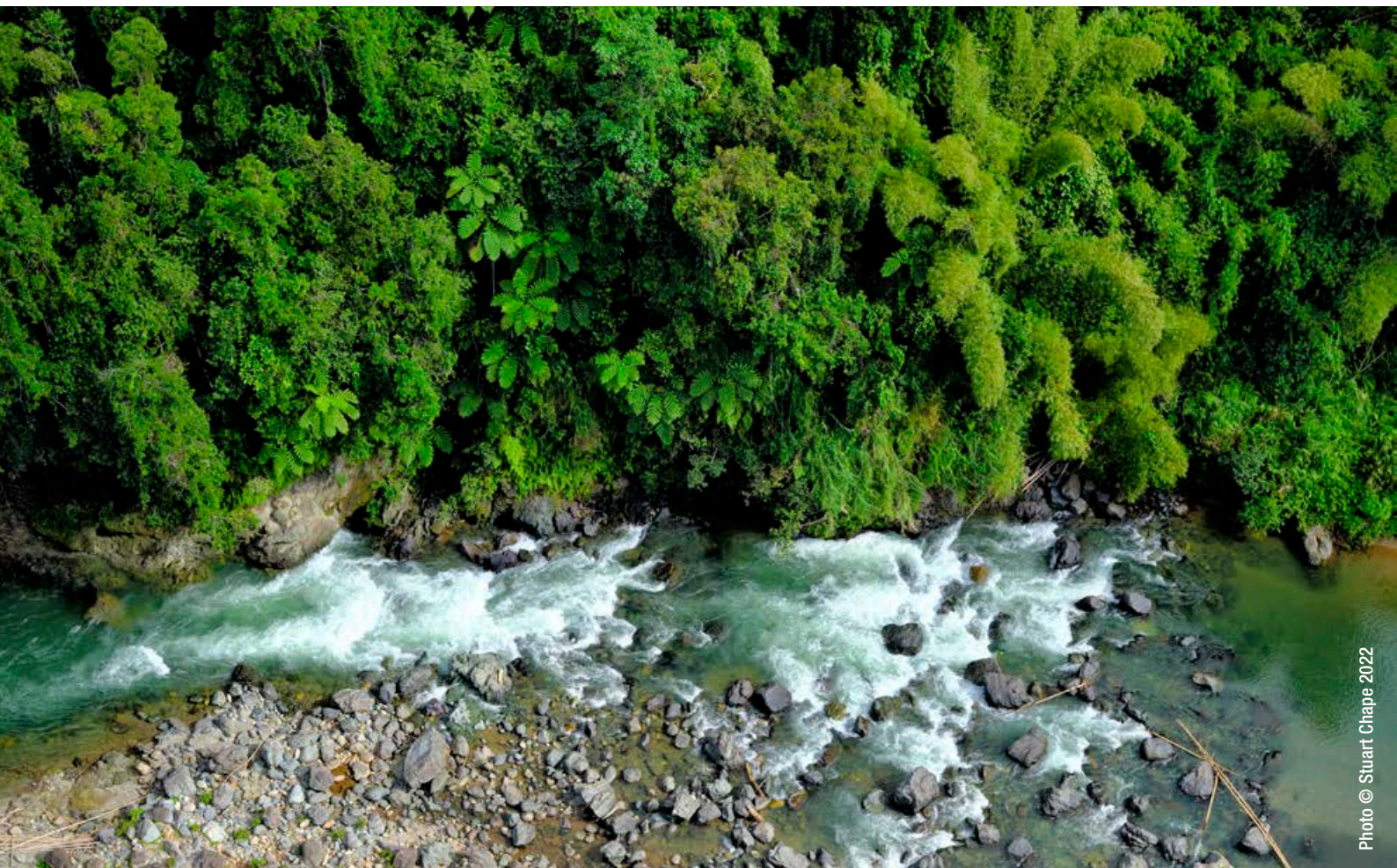


FIGURE 3. PERFORMANCE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PIP2 PAR OBJECTIF ORGANISATIONNEL



Mais quelles en sont les implications pour nos communautés du Pacifique ? Comment tous ces chiffres et statistiques se traduisent-ils sur le terrain ? Pourquoi sont-ils importants pour les populations du Pacifique ?

OBJECTIFS RÉGIONAUX

Le PROE continue de jouer un rôle de premier plan dans l'amplification de notre One Pacific Voice (une seule et même voix pour le Pacifique) lors de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Les dernières données scientifiques du GIEC soulignent l'urgence de l'action climatique : pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, il faut réduire considérablement les émissions d'ici à 2030 et les pays vulnérables au climat doivent intensifier leurs efforts d'adaptation afin d'atténuer les répercussions négatives de ce phénomène. Pour les nations du Pacifique, il en va de notre survie. La CdP27 en Égypte, où la décision d'établir de nouvelles modalités de financement des pertes et dommages a été le point culminant d'une année d'appui et de planification par l'équipe du PROE chargée de la résilience face aux changements climatiques (RCC), au nom de tous les petits États insulaires en développement du Pacifique (PÉID) et des organismes du One CORP qui les épaulent.

Nous avons renforcé les capacités de communication, de plaidoyer et d'échange d'informations sur la résilience aux changements climatiques grâce à une méthodologie d'analyse des impacts adaptée au Pacifique, qui permet de mesurer l'incidence résiduelle des mesures d'adaptation et de suivre les progrès accomplis en la matière.

Dans le cadre de ses efforts visant à renforcer les capacités des Services météorologiques

et hydrologiques nationaux (SMHN) en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de prévisions à long terme et d'amélioration des services climatiques, le Conseil météorologique du Pacifique élabore un plan d'investissement à long terme pour aider les SMHN à fournir des systèmes d'alerte précoce efficaces et durables à l'ensemble de ses Membres. L'élaboration du Programme d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique, d'une valeur de 167 millions USD, a reçu l'aval des dirigeants du Forum des îles du Pacifique. Le PROE et ses partenaires ont réfléchi à plusieurs approches marketing et, en mars 2023, l'Australie a annoncé un financement d'amorçage de 30 millions AUD.

Les populations du Pacifique continuent de récolter les fruits de notre travail en faveur d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients. Le PROE a fourni un appui solide aux Membres du Pacifique insulaire pour qu'ils participent à la CdP 15 à la Convention sur la diversité biologique (CDB), au cours de laquelle le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (CMB) a été adopté. Ce cadre historique, qui concourt à la réalisation des objectifs de développement durable, trace une voie ambitieuse pour concrétiser la vision globale d'un monde vivant en harmonie avec la nature à l'horizon 2050.

La révision du Programme régional sur les espèces marines des îles du Pacifique (PIRMSP) a été achevée en 2022. Il fournit une stratégie régionale visant

à guider les efforts consentis de façon coopérative par les Membres pour la conservation et la gestion des dugongs, des tortues marines, des baleines, des dauphins, des requins, des raies et des oiseaux de mer.

Dans le cadre de nos efforts pour améliorer la gestion des déchets et le contrôle de la pollution, nos communautés du Pacifique ont bénéficié d'un financement de plus de 800 000 AUD de la part du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce pour appuyer les pays du Pacifique au sein du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) en vue de l'établissement d'un instrument juridiquement contraignant pour lutter contre la pollution plastique. Cette aide financière leur a permis de participer à la première session du CNI à Punta del Este (Uruguay) et de défendre les priorités de la région du Pacifique dans le cadre des opérations en cours du CNI.

En quoi est-ce important ? Les études montrent que l'humanité produit environ 460 millions de tonnes métriques de plastique par an et que, si aucune mesure n'est prise d'urgence, ce chiffre triplera d'ici à 2060. Une grande partie de ces plastiques finissent sur les côtes océaniques, plaçant les pays du Pacifique en première ligne des répercussions de l'escalade de la crise de la pollution plastique mondiale, bien que ceux-ci n'y contribuent qu'à hauteur de 1,3 %.

Les habitants du Pacifique ont également tiré parti des travaux visant à renforcer notre engagement

en faveur des meilleures pratiques en matière de gouvernance environnementale. Le PROE, en partenariat avec les 14 pays Membres et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a mis en œuvre le projet INFORM de 2017 à 2023 pour répondre à la nécessité d'une prise de décision fondée sur les données dans le Pacifique. Ce projet a permis d'accroître la disponibilité des données en tant que preuves des ressources environnementales, des tendances et des facteurs du changement environnemental ; d'améliorer la gestion et l'interprétation des informations ainsi que les procédures normalisées pour les données environnementales ; et de fournir un accès facile et des informations opportunes pour la prise de décision, la planification et la production de rapports. Pour l'exercice en cours, le Portail dédié à l'environnement du Pacifique (PEP) du PROE, créé dans le cadre du projet, héberge désormais plus de 18 000 ensembles de données. Les Membres, les partenaires et d'autres utilisateurs peuvent les consulter et les exploiter pour l'établissement de rapports et la prise de décision.



OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

En tant qu'organisation, le Plan stratégique 2017-2026 engage le Secrétariat à renforcer et à ajuster ses capacités institutionnelles, ses compétences et ses systèmes afin de mieux servir ses Membres.

Au cours de la période sous revue, le PROE a renforcé et réorienté ses capacités institutionnelles pour aider les Membres en améliorant les systèmes et services informatiques, en augmentant la visibilité grâce à la gestion des connaissances, en offrant un meilleur accès numérique au personnel et en apportant un appui constant en matière de communication et de sensibilisation afin de susciter un changement positif des comportements environnementaux chez les Membres.

Le PROE est une entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation. Cela a permis aux pays Membres d'améliorer leur accès au financement pour satisfaire leurs ambitions respectives en matière de climat. Même si cela a été difficile, en particulier en ce qui concerne l'accès au Fonds vert pour le climat (FVC), plusieurs réalisations ont été obtenues. L'appui fourni aux pays insulaires du Pacifique par le PROE, à travers son Unité de coordination des projets, a permis aux communautés de bénéficier de projets tels que « Renforcer la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables des États fédérés

de Micronésie », « Services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu » et « Renforcer les capacités de l'autorité nationale désignée de Nioué et de la République des Îles Marshall ».

Garantir une base de financement durable pour obtenir des résultats environnementaux au profit du Pacifique est un élément clé de notre travail. Le PROE a su s'adapter et gérer les répercussions prolongées de la COVID-19 en 2022 afin de garantir un budget équilibré et durable. Compte tenu des retards et de l'incidence sur la mise en œuvre des programmes, des mesures de contrôles stricts et réguliers des dépenses de base, de gestion du risque de change et de mise en œuvre d'efforts de recouvrement des coûts se sont avérées efficaces pour assurer l'équilibre budgétaire en 2022, tandis qu'un excédent de 26 261,00 USD a permis de maintenir les réserves à un niveau positif à la fin de l'année.

Les frais d'appui aux programmes perçus en 2022 se sont élevés à 1,8 million USD, un montant certes inférieur au budget de 2,3 millions USD, mais qui a augmenté par rapport aux 1,3 million USD de l'année précédente. Tous les projets, dans la mesure où ils sont pertinents et appropriés conformément aux accords avec les bailleurs, ont été soumis à des démarches de recouvrement des coûts, pour lesquels les fonds crédités se

sont élevés à 651 000 USD en 2022 (contre 610 000 USD en 2021). Cela illustre bien l'efficacité continue des mesures de recouvrement des coûts mises en œuvre par le Secrétariat.

Nous continuons à établir des partenariats et des collaborations significatifs, durables et productifs, qui sont essentiels à l'avancement de nos travaux. Conformément à la Stratégie pour la mobilisation des partenaires et des ressources du PROE, le Secrétariat a signé des protocoles d'accord avec le United States Geological Survey (Service géologique des États-Unis, USGS), le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Université de Newcastle, le Pacific Virtual Museum, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO), l'Environment Institute of Australia and New Zealand (Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande, EIANZ), la New Zealand Association of Impact Assessment (Association néo-zélandaise pour les évaluations d'impact, NZAIA) et l'Association of Pacific Rim Universities (Association des universités du Pacifique, APRU).

Notre Stratégie en matière de ressources humaines est au cœur de nos efforts pour identifier et recruter les personnes ayant les attitudes,

les connaissances et les compétences nécessaires pour nous aider à concrétiser notre vision régionale commune. Nous avons accueilli notre nouveau Directeur général, M. Sefanaia Nawadra, le 4 avril 2022. Il s'agit du septième Directeur général du PROE et du tout premier ressortissant fidjien à diriger le Secrétariat.

Le recrutement s'est poursuivi malgré les contraintes imposées par la COVID-19, grâce à un recours efficace aux outils en ligne disponibles. De nombreux nouveaux membres du personnel ont pris leurs fonctions à distance et, avec l'ouverture totale des frontières internationales au cours du dernier trimestre 2022, de nombreux nouveaux collaborateurs et collaboratrices ont pu s'installer avec leur famille sur leur lieu de travail.

L'évaluation de la rémunération a été réalisée en 2021 et la Conférence du PROE a décidé de la reporter pour qu'elle soit examinée par le Groupe de travail des Membres sur le rapport relatif à l'évaluation indépendante de l'organisation et à l'examen à mi-parcours du Plan stratégique du PROE. Dans l'intervalle, les Membres ont bien voulu approuver une augmentation générale des salaires de 2,5 % à compter du 1er janvier 2022. Afin de garantir la santé et le bien-être des siens, le Secrétariat a renouvelé l'assurance médicale du personnel pour une nouvelle durée de trois ans auprès d'Allianz Worldwide Care.

THÈMES TRANSVERSAUX ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Notre travail au sein du PROE est interconnecté, d'où nos efforts continus pour renforcer les questions transversales clés de gouvernance sur l'innovation, les liens stratégiques, la gestion des risques et l'intégration des questions d'égalité entre les sexes.

Le PROE a continué de faire preuve d'innovation et de souplesse lors de la prestation de services à ses Membres, même après l'ouverture des frontières. Par exemple, le Centre océanien sur les changements climatiques a accueilli la première Exposition virtuelle sur l'innovation climatique du Pacifique du 4 au 6 octobre 2022, à laquelle plus de 2 000 personnes ont participé.

Le PROE continue de mener à bien ses missions et de fournir ses services dans un esprit d'intégration et de cohésion par le biais des mécanismes de coordination interne existants. L'intégration et l'interaction entre les différents programmes du PROE est manifeste. Par exemple, le programme Résilience face aux changements climatiques (RCC) a travaillé en étroite collaboration avec Écosystèmes insulaires et océaniques (EIO), Gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC) et Gouvernance et surveillance environnementales (GSE) sur un certain nombre d'initiatives afin de garantir une approche commune pour remplir les objectifs régionaux clés du PROE, notamment sur les thèmes transversaux des

changements climatiques et des océans. La même approche intégrée a également été adoptée dans le cadre de notre engagement dans la Stratégie bleue à l'horizon 2050, par l'intermédiaire du groupe de spécialistes multisectoriels sur les changements climatiques, les océans et l'environnement.

Nous continuons à nous engager à renforcer nos capacités en matière de parité hommes-femmes et inclusion sociale et à les intégrer dans nos programmes, nos projets, ainsi que dans nos systèmes et procédures opérationnels et de gouvernance. L'égalité des sexes et l'inclusion sociale sont essentielles à la réalisation du Plan stratégique 2017–2026 du PROE. Ceci est reflété dans

les produits et services de communication présentés dans les directives, les listes de contrôle et les formulaires de rapport élaborés pour appuyer la mise en œuvre de la Politique sur l'égalité hommes-femmes de 2016. En 2022, la révision de cette politique a été initiée. L'intégration des questions liées au genre est également visible dans notre participation à des panels, des webinaires et d'autres manifestations sur le thème de l'égalité hommes-femmes organisés par le PROE et par d'autres partenaires.

La gestion des risques reste une composante à part entière de la gouvernance de l'organisation et de la prise de décision afin d'améliorer la résilience, la responsabilité et la réalisation des objectifs stratégiques.

CONCLUSION

Le présent Rapport annuel est rédigé à la veille du trentième anniversaire de la signature du Traité du PROE et de notre constitution en tant qu'organisation indépendante. Aujourd'hui, le PROE a beaucoup évolué, tant en taille qu'en importance, avec plus de 130 membres du personnel

répartis entre nos bureaux des Fidji, de la République des Îles Marshall, des Îles Salomon, de Vanuatu et, bien sûr, de notre siège situé au pied du pittoresque Mont Vaea du Samoa.

Ces trente dernières années n'ont pas été de tout repos.

En cours de route, nous avons dû surmonter de nombreux obstacles et résister à bien des turbulences, notamment les effets de la pandémie de COVID-19 et des multiples autres catastrophes naturelles qui ont frappé notre région. Malgré tout, nous

persévérons et resterons résilients, fidèles à nos objectifs et aspirations, pour parvenir à « un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ».



One Pacific Voice à la CdP27

La 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

L'Égypte a accueilli la 27e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Sharm el-Sheikh. Les questions prioritaires pour les petits États insulaires en développement du Pacifique (PÉIDP) lors de la CdP27 étaient : l'atténuation, les pertes et dommages, le financement climatique, l'adaptation, l'article 6, les océans, la transparence, l'inventaire mondial, la science, le genre, l'agriculture, le renforcement des capacités et la technologie.

La CdP27 a vu la participation de 14 équipes de négociation des PÉIDP provenant des Îles Cook, des Îles Salomon, des Kiribati, de Nauru, de Nioué, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la République des îles Marshall, du Samoa, des Tonga, des Tuvalu et de Vanuatu. Six dirigeants et 14 ministres du Pacifique étaient également présents. Les dirigeants étaient originaires des Îles Cook, des Kiribati, des Palaos, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu. Au total, 313 délégués des PÉIDP ont participé à la CdP27.



Le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), avec le soutien du One CORP (Conseil des organisations régionales du Pacifique), a mené un large éventail d'initiatives pour aider à donner à notre Pacifique les moyens d'amplifier sa voix.

Le gouvernement australien, le gouvernement néo-zélandais et l'Irish Aid Fund ont soutenu les travaux menés par le PROE pour faire entendre la voix du Pacifique lors de la CdP27.



Préparation de la CdP27

Tout au long de l'année 2022, des réunions et des ateliers virtuels ont été organisés pour examiner le paysage général de la CdP27, mais aussi pour approfondir les questions techniques. Ce travail a été facilité par l'équipe de One CORP, avec le soutien de diverses agences d'appui technique telles que Climate Analytics.

La CdP27 a été le point culminant d'une année de soutien et de planification de la part de tous les PÉIDP et des agences de soutien One CORP, par le biais de réunions virtuelles, de formations régionales et de la première réunion régionale en personne sur les changements climatiques depuis deux ans. En plus de faciliter une réunion d'analyse

post-CdP26 et une réunion de préparation intersessions avant la réunion de Bonn, le PROE a organisé sept sessions d'approfondissement en ligne pour aider à préparer les négociateurs pour la CdP27. Enfin, une réunion préparatoire en personne a été organisée au Centre océanien sur les changements climatiques en septembre 2022, avec le soutien de l'APEI, de Climate

Analytics et de l'équipe One CORP.

Ce travail a permis de renforcer davantage les positions coordonnées des PÉIDP avant la CdP27, y compris un document de stratégie pour le Pacifique, et les affectations préliminaires des délégués aux domaines thématiques, avec le soutien du personnel de One CORP.

Sessions préparatoires de One CORP pour les négociateurs des PÉIDP

Atelier d'analyse post-CdP26 pour les PÉIDP	Février 2022
Atelier sur les changements climatiques pour les points de contacts chargés des questions de genre des PÉIDP	Février 2022
Atelier sur les pertes et dommages des PÉIDP	Avril 2022
Réunion préparatoire pour les rencontres intersessions de Bonn en juin	Mai 2022
7 sessions d'« analyses approfondies » sur des domaines thématiques prioritaires :	Août /
Article 6 Adaptation Financement climatique	Septembre 2022
Genre Pertes et dommages Atténuation Océans	
Réunion préparatoire des PÉIDP avant la CdP27, y compris des réunions bilatérales avec les délégations de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie à Apia, au Samoa.	Septembre 2022



13

Documents d'accompagnement de One CORP pour les négociateurs des PÉIDP

Les réunions préparatoires ont abouti à l'élaboration d'une série de documents d'accompagnement de One CORP, à l'usage des négociateurs des PÉIDP lors de la CdP27 :

Stratégie des PÉIDP à la CdP27	Veiller à ce que toutes les parties prenantes du Pacifique participant à la CdP27 s'alignent sur les priorités régionales convenues pour le Pacifique.
Notes techniques sur les priorités thématiques :	
Article 6	Adaptation
Genre	Financement climatique
Pertes et dommages	Inventaire mondial
Océans	Atténuation
Transparence	Renforcement des capacités et technologie
Boussole des PÉIDP	Fournir aux négociateurs des PÉIDP un « guichet unique » pour les aider à naviguer à travers la logistique et le processus de négociation de la CCNUCC lors de la CdP27.
Points de discussion pour les champions du Pacifique, les ministres et les chefs de délégation	Fournir aux champions du Pacifique, aux ministres et aux chefs de délégation des points de discussion ad hoc pour informer les discours et les communications.

Le pavillon MOANA BLUE PACIFIC à la CdP27

Financé par le gouvernement néo-zélandais, le pavillon Moana Blue Pacific a accueilli en moyenne un minimum de 3 000 personnes par jour

lors de la CdP27. Le pavillon Moana Blue Pacific n'a jamais été aussi vaste, avec une superficie totale de 250 m², et offrait cinq espaces, dont une

salle de réunion bilatérale, une salle de stockage, une zone de réception, un espace pour le networking et un espace pour les événements parallèles.



Le pavillon Moana Blue Pacific en chiffres

75 événements parallèles, dont **33 « de haut niveau »**, ont été organisés au pavillon lors de la CdP27.

La majorité était dirigée par des Membres des îles du Pacifique.

20 = menés par des **ONG**.

19 = coordonné par les membres du **CORP**.

13 = mené par le **PROE**.

Au total, **419 panélistes, orateurs et artistes** sont intervenus. Parmi eux,

295 personnes étaient d'origine maorie, des îles du Pacifique ou autochtones.

80 étaient des **jeunes**,

188 des **femmes** et

231 des **hommes**.

Un peu plus de **4 000 personnes** ont assisté aux **75 événements**

parallèles organisés collectivement dans le pavillon Moana Blue Pacific à la CdP27.

Les organisateurs d'événements parallèles avaient la possibilité d'utiliser Zoom, ce que beaucoup ont demandé.

En moyenne, il y avait **6 à 8 participants** en ligne à la fois, le maximum atteint étant de **14 personnes**.

>> Présence et visibilité accrues du Pacifique à la CdP27 >>

55 articles d'actualité ont été rédigés et mis à disposition de tous.

28 affiches ont été élaborées et partagées sur les réseaux sociaux du PROE.

7 albums vox pop ont été développés et partagés au cours de la CdP27, à raison d'un tous les deux jours.

Plus de **400 photos** partagées sur la page Facebook du PROE dans l'album intitulé **Seen at #COP27 #PacificJourney #OneVoice**

Plus de **400 images** partagées sur le compte Flickr du PROE dans quatre albums différents.

3 000 épinglettes 1,5 en email distribuées.

2,700 fleurs ont été largement distribuées pour renforcer la visibilité du Pacifique



Le bureau de la délégation du Pacifique favorise des négociations efficaces

Soutenu par le gouvernement néo-zélandais, le bureau de la délégation du Pacifique était situé à côté du bureau de la délégation de la Nouvelle-Zélande et des Tokélaou et disposait d'une salle de réunion et d'un espace de réception communs. Le bureau de la délégation du Pacifique se composait de quatre espaces clés : la zone de réception, qui pouvait accueillir deux personnes, la salle de réunion partagée avec le bureau de la délégation de la Nouvelle-Zélande et des Tokélaou, qui pouvait accueillir confortablement 12 personnes, le bureau, qui pouvait accueillir 30 personnes, et un espace de rangement, qui pouvait accueillir deux personnes assises à l'étroit.

Pendant toute la durée de la CdP, avec un accès 24 heures sur 24 à la salle de réunion partagée, plus de 108 réunions se sont tenues dans le bureau de la délégation du Pacifique et dans la salle de réunion partagée, soit un total de plus de 1 000 utilisateurs de ces espaces.

Des réunions quotidiennes de coordination des PÉIDP ont eu lieu, ainsi que des réunions ministérielles régulières. Les réunions des délégations nationales ont été régulièrement réservées, ce qui indique que cet espace a été largement utilisé par les délégations des îles du Pacifique. Des réunions de jeunes facilitées par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le PROE et 350.



Org ont également eu lieu. Des réunions d'information et de coordination thématiques ont été régulièrement organisées dans ces salles - la majorité d'entre elles concernant les domaines du genre, du financement climatique, des océans, de la science et de l'article 6. De nombreuses

réunions bilatérales ont été organisées dans le bureau de la délégation du Pacifique et dans l'espace de réunion partagé. Le bureau a servi d'espace de travail calme pour les délégués des îles du Pacifique lorsqu'il n'était pas utilisé pour des réunions.

Conseils de survie climatique

La campagne numérique financée par le gouvernement néo-zélandais visait à encourager les actions positives par le biais d'une campagne « Climate Survival Tips » (conseils pour survivre aux changements climatiques) qui comportait trois messages clés :

- Nous subissons actuellement les effets des changements climatiques, mais un jour vous les subirez aussi.
- Nous partageons avec vous nos conseils pour vous aider à survivre lorsqu'ils vous toucheront.

- Le conseil le plus important est de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius ou moins.

Les messages ont été élaborés en tenant compte de l'évolution globale de la communication sur les changements climatiques, qui se concentre désormais sur les aspects négatifs de ces changements, pour inspirer et encourager l'action. Il s'agissait également, dans la mesure du possible, de travailler en concertation avec différentes ONG et groupes de

jeunes, ainsi qu'avec One CORP dans tout le Pacifique, afin de favoriser l'appropriation de l'activité.

Quatre vidéos principales ont été développées pour inspirer les autres à partager leurs conseils de survie climatique, dont l'une était dirigée par le Premier ministre des Îles Cook, M. Mark Brown. Trois de ces vidéos ont été présentées dans le cadre d'un partenariat avec VICE sur les médias sociaux, ce qui a permis de toucher près de 4 000 000 de personnes. 84 % de ces

personnes avaient moins de 34 ans et l'engagement était relativement égal entre les deux sexes, avec 48 % d'hommes et 45 % de femmes.

Une campagne lancée sur Twitter et a permis d'obtenir plus de 2 000 vues et le soutien de célébrités du Pacifique telles que le Moana Pasifika, Oscar Kightley et Tofiga Feulea'i. Les maires de Londres, Boston, Miami et San Jose, entre autres, ont participé à la campagne internationale sur Twitter.



Mana Moana Pacific Voices Voix du Pacifique Mana Moana

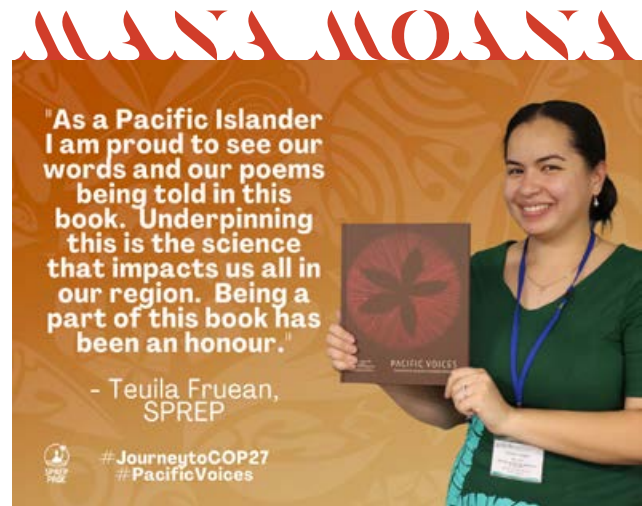
Financée par le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, cette activité a été facilitée par le PROE pour répondre aux demandes des Parties des îles du Pacifique qui souhaitaient une approche artistique dans le cadre de la campagne de communication de la CDP27.

9 poèmes de poètes des îles du Pacifique ont été diffusés en vidéo dans toute la CdP27. Ces poèmes ont été présentés lors d'événements parallèles au sein du pavillon Moana Blue Pacific et ont été diffusés en permanence sur les écrans

du pavillon ainsi que sur les médias sociaux.

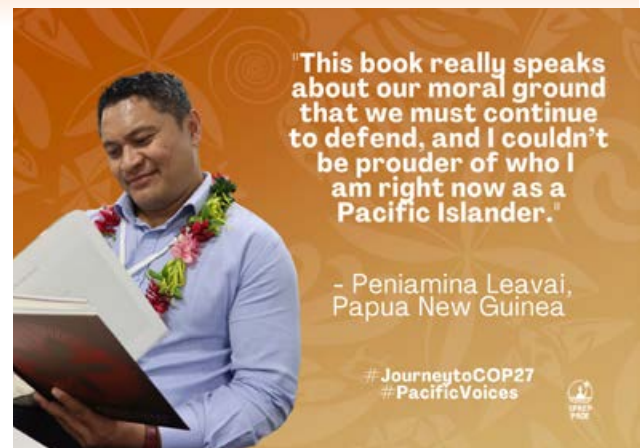
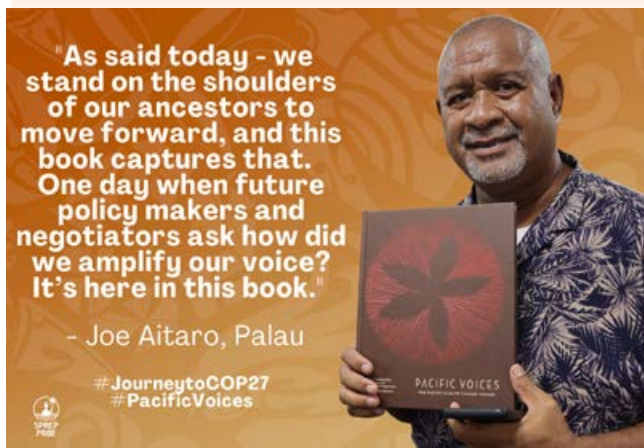
Elles ont généré plus de 15 000 vues sur les médias sociaux, tant sur le compte du PROE que sur d'autres comptes et pages de médias sociaux tels que YouTube, LinkedIn, Instagram, Facebook et Twitter. Elles ont également été diffusées sur plus de 20 chaînes de télévision des îles du Pacifique par l'intermédiaire de Pasifika TV.

Le lancement du livre Mana Moana Pacific Voices a également eu lieu en 2022. Ce livre contient 10 poèmes



figurant dans le volume 1 de la collection Mana Moana Pacific Voices, ainsi que des citations tirées de l'histoire

du Pacifique, entrelacées avec des faits scientifiques sur les changements climatiques et ses impacts sur le Pacifique.



Les champions politiques du climat du Pacifique amplifient la voix du Pacifique sur la scène mondiale

L'initiative des champions politiques du climat est un effort conjoint de l'équipe One CORP et du secrétariat du Forum des îles du Pacifique. Elle vise à renforcer la capacité des PÉIDP à s'engager stratégiquement lors de la CdP27 par le biais de champions politiques du climat bien soutenus, et à influencer les résultats ambitieux de la CdP27, notamment en ce qui concerne les priorités clés du Pacifique.

Le rôle des champions était de mener des actions de plaidoyer et de visibilité, de fournir des conseils de

haut niveau aux délégués ainsi qu'aux gouvernements hôtes et de représenter le Pacifique sur des questions importantes communes.

Six champions politiques du climat ont été confirmés pour la CdP27, en charge des questions suivantes : le financement climatique, les pertes et dommages, océans et climat, l'intégrité environnementale, l'ambition climatique, ainsi que le genre et l'adaptation. Chaque champion politique était soutenu par un conseiller national et un responsable

du soutien de One CORP. Les six champions pour la CdP27 étaient :

Financement climatique : M. Mark Brown, Premier ministre et ministre des Finances, Îles Cook.

Perte et dommage : M. Seve Paeniu, ministre des Finances, Tuvalu.

Ambition climatique : M. John Silk, ministre des Ressources naturelles et du Commerce, République des Îles Marshall.

Intégrité environnementale : M. Steven Victor, ministre de la Pêche, de l'Agriculture et de

l'Intégrité environnementale, République des Palaos.

Océans et climat : M. Aiyaz Sayed-Khaiyum, Vice-Premier ministre, Procureur général et ministre de l'Économie, République des Fidji.

Inclusion du genre et adaptation : Mme Mona Ainuu, ministre des Ressources naturelles, Nioué.

Des séances d'information bilatérales avec les champions ont été entreprises en septembre/octobre 2022. Un soutien a été apporté en matière de communication et de visibilité, d'événements parallèles, de réunions bilatérales et de négociations.

Les champions ont bien travaillé pour amplifier la voix des PÉIDP au niveau politique à Sharm el-Sheikh et ont fortement insisté pour que les priorités des PÉIDP soient reflétées dans les résultats de la CdP27.



Résilience face aux changements climatiques

Photo © Stuart Chape

18

OBJECTIF RÉGIONAL 1

Les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques dans les domaines de la météorologie, de l'adaptation et de l'atténuation.

OBJECTIF 1.1

Renforcer la capacité des Membres des îles du Pacifique à diriger, à hiérarchiser et à gérer l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation et la réduction des risques de catastrophe pour atteindre leurs objectifs nationaux en matière d'environnement et de développement et satisfaire aux obligations volontaires et légales qui leur incombent en vertu des accords régionaux et internationaux.

Exposition virtuelle du Pacifique sur les innovations climatiques

Le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) du PROE a hébergé du 4 au 6 octobre la première Exposition virtuelle du Pacifique sur les innovations climatiques. Les participants ont pris part à cet événement virtuel qui comprenait à la fois des sessions quotidiennes de webinaires et des expositions virtuelles. Cet événement leur a permis de découvrir des solutions technologiques innovantes potentielles aux défis posés par les

changements climatiques dans la région du Pacifique.

Le PCCC a collaboré avec des partenaires, au niveau régional et mondial, pour appuyer des propositions innovantes, créatives et inédites, afin de transformer les concepts en solutions. Cela inclut l'application d'idées nouvelles et utiles pour notre région du Pacifique et adaptées aux besoins de nos populations.

Le principal résultat de l'exposition a été l'élaboration

d'un Cadre pour l'innovation en matière de résilience climatique, qui fut présenté lors d'un événement parallèle au Pavillon Moana Blue Pacific, en marge des réunions de la CdP27 à Charm el-Cheikh (Égypte).

La première Exposition virtuelle du Pacifique sur les innovations climatiques a bénéficié de l'appui financier de l'Irish Fund Aid et du partenariat de Varysian Cooperation Limited.

430 personnes
inscrites

800 visites au stand virtuel

3,700 impressions
LinkedIn

2000+ impressions
Facebook

Renforcer les capacités de nos îles du Pacifique grâce au Centre océanien sur les changements climatiques

Plus de 600 habitants du Pacifique insulaire ont vu leurs capacités renforcées à travers 12 cours exécutifs dispensés par le PCCC. Les Membres du PROE, issus d'un large éventail de secteurs,

ont participé aux formations proposées, ce qui a permis de mener à bien trois sessions de mentorat et d'accroître la mobilisation des partenaires grâce à la prestation conjointe des conseillers et conseillères

en financement climatique du Climate Finance Access Network (CFAN).

L'élaboration du plan de durabilité pour le renforcement des

capacités 2023–2026 du PCCC a également été achevée dans le cadre du Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique.

Sensibilisation aux sciences du climat

En partenariat avec l'Université nationale d'Australie, le PCCC contribue à renforcer la mobilisation et la sensibilisation du Pacifique au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et aux dernières découvertes scientifiques. Au total, 11 fiches d'information ont été élaborées en 2022, ainsi que six animations du GIEC pour le Pacifique dans six langues locales. Deux webinaires du Pacifique ont été organisés sur les rapports des Groupes de travail II et III du GIEC, ainsi qu'un Talanoa du Pacifique sur le GIEC lors de la CdP27.

Focus du Centre océanien sur les changements climatiques sur l'inclusion des femmes



Dans le cadre de sa démarche de renforcement des capacités, le PCCC a organisé une série d'ateliers sur les changements climatiques, la parité hommes-femmes et l'inclusion sociale à l'intention de l'association Fa'afafine samoane, de Brown Girl Woke et du Bureau du médiateur du Samoa.

Le PROE, par l'intermédiaire du PCCC, est également membre du réseau Women of the Wave (WOW), qui vise à appuyer et à inspirer les femmes au sein des organisations gouvernementales internationales du Pacifique à réaliser leurs aspirations en matière d'encadrement et d'avancement de carrière,

et à étendre les réseaux et possibilités dans un secteur où le nombre de femmes aux postes de direction est insuffisant.

Cette formation est le fruit d'un partenariat entre le PROE, le PCCC, Brown Girl Work, l'association Fa'afafine samoane et le Bureau du médiateur du Samoa.

Le PCCC est un partenariat entre les États du Japon et du Samoa. Il est financé sous forme de dons de la JICA pour le Samoa en tant que pays hôte du PROE. En outre, le Centre bénéficie d'un financement et d'un appui généreux de la part des États de Nouvelle-Zélande, d'Irlande et d'Australie.

Tomai Pacifique relancé pour aider la région Pacifique

Les confinements imposés par la COVID-19 ont mis en lumière le besoin de consultants et de consultantes pour poursuivre la mise en œuvre des projets autour des îles du Pacifique. Ex-Mécanisme régional d'appui technique (MRAT), le site internet a fait l'objet d'une refonte du système avant d'être relancé sous le nom de Tomai Pacifique en juin 2022.

Le site Tomai Pacifique est un réseau officiel de spécialistes préapprouvés capables de répondre aux demandes d'assistance technique, dans le but de satisfaire les priorités et les besoins du Pacifique insulaire.

Ces spécialistes peuvent fournir des conseils sur les possibilités de ressources appropriées, les approches stratégiques et l'assistance technique. Dans la mesure du possible, ils participeront à l'élaboration de concepts et de propositions de projets, à la préparation de rapports, ainsi qu'à la réalisation et au suivi de projets.

Tomai Pacifique continue de fournir une plateforme pour répertorier tous les experts et expertes de la région. Il permet également aux Membres d'accéder à une « réponse rapide » en cas de besoin d'aide dans un domaine

ne relevant pas des autres projets des bailleurs et de leurs budgets nationaux.

Tomai Pacifique a reçu l'appui du Pôle des contributions

déterminées au niveau national (CDN) de la région Pacifique et de l'Irish Aid Fund, et est géré par le PROE.



Hon. Toeolesulusulu Cedric Schuster, Ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa, relance le site Tomai Pacifique.

Le collège de Matevulu de Vanuatu installe un système de biogaz

L'installation de systèmes de biogaz pour les établissements d'enseignement ruraux faisait partie des demandes de l'État de Vanuatu dans le cadre de la CDN. Grâce aux fonds fournis par le Pôle CDN et l'Irish Aid, le collège de Matevulu, sur l'île de Santos, a été l'un des bénéficiaires d'un système de biogaz installé dans l'enceinte de l'école. Malgré

les contraintes liées à la pandémie de COVID-19, tous les composants du système ont pu être expédiés sur l'île de Santos où ils ont pu être assemblés, connectés et alimentés par des déchets organiques provenant de la cuisine de l'établissement, des terrains de l'école et des fermes avoisinantes. Une fois mis en service et testé,



le système de biogaz a été officiellement mis en service le 30 juin avant d'être remis aux autorités de Vanuatu, au directeur du collège de Matevulu, au personnel et aux élèves.

Les internats ont pu ainsi économiser de l'argent sur l'achat de bouteilles de gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour la cuisson des repas. Le trop-plein de liquide qui

s'écoule des biodigesteurs est également dilué et utilisé comme engrais organique pour les jardins potagers, ce qui permet de revitaliser la santé des sols tout en économisant les fonds nécessaires à l'achat d'engrais importés. En outre, ce type de système offre une bien meilleure stratégie de gestion des déchets, tous les déchets verts étant éliminés rapidement et de façon plus hygiénique.

OBJECTIF 1.2

Réduire au minimum les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique en mettant en place des approches écosystémiques pour l'adaptation aux changements climatiques, notamment des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter des services écosystémiques contribuant aux moyens d'existence et encourageant un développement durable.

Les îles du Pacifique se dotent d'un nouvel outil d'adaptation écosystémique

Grâce à un financement de l'Union européenne, le projet intra-ACP de l'AMCC+ (intra-Afrique, Caraïbes et Pacifique de l'Alliance mondiale contre les changements climatiques Plus) d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES), a appuyé, par l'intermédiaire du PROE, la conception et l'essai d'un outil en ligne d'adaptation écosystémique. Ce dernier a permis d'aider les personnes en charge de la planification du Pacifique à prendre des décisions éclairées sur les types d'interventions d'adaptation écosystémique susceptibles d'apporter des solutions adaptées au contexte, à la situation et aux besoins locaux.

L'outil utilise trois questions directrices pour identifier les options possibles en matière d'adaptation écosystémique. Il ne requiert pas la saisie d'ensembles de données détaillés, mais fournit des liens vers des informations précises destinées aux responsables de la planification et de la prise de décision, afin de les aider à définir le champ d'application et à sélectionner ces options.

Le test de l'outil a eu lieu à la suite de la réunion du Comité de pilotage du PACRES en août à Nadi. Il a ensuite été lancé lors d'une manifestation parallèle organisée au Pavillon Moana Blue Pacific dans le cadre de la CdP27.

Réhabilitation des écosystèmes marins au Samoa

Des activités de réhabilitation visant à améliorer les écosystèmes marins dans cinq sites du Samoa ont été réalisées grâce à l'appui du projet PACRES Intra-ACP de l'AMCC+ . Depuis 2021, le PROE, en partenariat avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE) et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAF), a mené à bien des activités sur quatre sites à Upolu, puis sur cinq sites à Savaii en 2022.

À la suite de consultations communautaires à Saleaula, Satoalepai, Saipipi, Vaitoomuli et Siutu (Savaii) en 2022, le projet a mis en œuvre des options d'adaptation écosystémique pour lutter contre les effets des

changements climatiques sur les écosystèmes marins, en mettant l'accent sur la replantation de récifs coralliens et de mangroves. L'objectif étant de réhabiliter et de protéger les littoraux, en améliorant la richesse de leurs écosystèmes marins.

En s'appuyant sur le partenariat concluant entre Monaco et le PROE établi dans le cadre du projet de Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans (PPOA), avec l'appui de l'Institut coréen des sciences et technologies océaniques, le projet PACRES Intra-ACP de AMCC+ a permis de renforcer les capacités des cinq communautés susmentionnées à assurer le suivi et l'entretien permanent de la pépinière.



OBJECTIF 1.3

Renforcer les capacités des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de prévisions à long terme et d'amélioration des services climatologiques afin d'appuyer la prise de décisions et la coordination des Membres par le biais du Conseil météorologique du Pacifique (CMP).

De nouvelles installations de surveillance de cours d'eau et de nappe phréatique renforcent la résilience des habitants de Vanuatu

L'installation réussie d'une station de surveillance de la rivière Sarakata à Luganville (Espirito Santo), située dans la province de Sanma à Vanuatu, a ouvert la voie à la mise en place et à l'institutionnalisation d'un système de gestion des inondations et d'alerte précoce pour plus de 17 700 habitants de la région.

Ce projet a été mis en œuvre par le Département de météorologie et des géorisques de Vanuatu (VMGD) en collaboration avec le Département des ressources en eau (DoWR) et le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

Le financement de l'installation a été possible grâce à un partenariat entre le Fonds vert pour le climat (FVC), le PROE et le VMGD dans le cadre du projet sur les Services d'information sur le climat pour

un développement résilient à Vanuatu (Van CISRDP ou VanKIRAP).

Les données recueillies par ces nouvelles stations amélioreront les capacités du VMGD et du DoWR dans la mise en place et l'institutionnalisation d'un système de gestion des inondations et d'alerte précoce pour la rivière Sarakata.

La nouvelle station de surveillance de la rivière contrôle le niveau et le débit et le taux d'élévation du cours d'eau, le total et l'intensité des précipitations, ainsi que d'autres paramètres en temps quasi réel. Les données sont enregistrées toutes les cinq minutes et communiquées par satellite au siège du VMGD à Port Vila. Un tableau de bord public est également disponible pour permettre à tous les habitants de Vanuatu



et de l'étranger de consulter les informations en ligne.

VanKIRAP (acronyme du projet en bislama) contribue à améliorer la qualité, la pertinence et l'accessibilité des informations sur le climat pour la population de Vanuatu. Le projet contribue à renforcer

la résilience de Vanuatu en améliorant la capacité des décideurs, des communautés et des individus à planifier les impacts de la variabilité et des changements climatiques et à y répondre, grâce à des services d'information sur le climat (SIC).

Un écho mondial pour la Préparation climatique du Pacifique

Le Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique, adopté par les dirigeants du Pacifique en 2021, a été présenté à la Conférence des Nations Unies sur les océans et à la CdP27 en 2022. Ces manifestations très suivies ont non seulement mis en évidence les avantages du programme pour notre région du Pacifique insulaire, mais ont également recueilli

des appuis grâce à une sensibilisation accrue auprès des bailleurs.

Le Programme pour la préparation climatique du Pacifique est un programme d'investissement sur dix ans devant servir à renforcer les capacités de la région à anticiper les phénomènes météorologiques extrêmes, hydrologiques et océaniques à forte incidence et à mieux

planifier la riposte face à eux. Il vise à protéger les communautés en veillant à ce que les prévisions et les avertissements soient plus spécifiques et plus clairs quant aux conditions locales et aux impacts potentiels. Il appuiera les économies en veillant à ce que ces prévisions et avertissements fournissent des mesures de préparation opportunes et ciblées, limitant ainsi les effets des

phénomènes météorologiques violents.

Le Programme pour la préparation climatique du Pacifique comprend cinq domaines d'investissement, dont celui consacré à la gouvernance, à la coordination et à l'encadrement. Il s'agit de la législation et des réglementations spécifiques aux Systèmes d'alerte précoce multirisques (MHEWS).

Renforcement des systèmes d'alerte précoce communautaires dans le Pacifique

Des systèmes d'alerte précoce communautaires ont été mis en place aux Palaos, à Nioué, en République des Îles Marshall, au Samoa et aux Tonga dans le cadre du projet de système d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS) depuis son lancement en 2015.

En 2022, le PROE s'est associé à la Division de météorologie de Samoa (SMD), au Bureau national de gestion des catastrophes (NDMO), à la Société de la Croix-Rouge du Samoa (SRCS) et à l'Autorité des services d'urgence contre les incendies (FESA) pour travailler avec dix communautés d'Upolu (Samoa). Des plans communautaires de réponse aux catastrophes ont été élaborés, des exercices de premiers secours, de recherche et de sauvetage adaptés ainsi que des formations ont été mis en place avec l'aide de la SMD, du NDMO, de la SRCS et de la FESA pour les risques naturels identifiés par les communautés. Au Samoa, les exercices ont porté sur l'extinction d'un feu de brousse ou d'un incendie domestique, le sauvetage en

mer pendant les tempêtes et la gestion des communautés en cas de phénomènes météorologiques extrêmes.

À Nioué, en 2022, le Service météorologique a œuvré par l'intermédiaire de l'église Ekalesia Niue pour permettre à la Brigade des jeunes filles et jeunes garçons de se former et de plaider en faveur des risques communautaires et des systèmes d'alerte précoce. L'une des activités réalisées a consisté à créer des panneaux d'affichage pour sensibiliser les jeunes aux différents aspects de la météorologie. Grâce à cela, ils ont appris à connaître les différentes puissances des cyclones tropicaux et le système de code couleur utilisé par le Service météorologique de Nioué pour leur classification. Ils ont également pu s'informer sur le phénomène El Niño-Oscillation australe et d'autres domaines liés à la météo et au climat.

Aux Tonga, le financement de CREWS a permis la mise en place du système d'alerte précoce et multirisque de la communauté de Tofua-

Kao. Les deux îles sont extrêmement éloignées et isolées, sans électricité et avec très peu de moyens de communication avec le monde extérieur. Le mode de communication traditionnel en cas d'urgence consiste à allumer des feux la nuit ou à construire des tours à fumée pendant la journée pour que les habitants des îles voisines de Kotu ou Matuku envoient un bateau. Il n'existe pas de liens de communication entre Tofua et l'île principale Lifuka du groupe Ha'apai ou l'un des principaux centres des Tonga. De même, l'île de Kao ne dispose d'aucun moyen de communication officiel. Lors de catastrophes comme les cyclones, ces communautés sont extrêmement vulnérables, car il est difficile de transmettre des alertes précoces à ces deux îles et d'évacuer en temps voulu en cas d'événement extrême.

Grâce au financement de CREWS, le Service météorologique des Tonga a collaboré avec la Tonga Communication Corporation (TCC) pour mettre en place un répéteur mobile

GSM 3G à Tofua, relayé par l'île de Ha'afeva située à 40 km, et installer une radio VHF à énergie solaire pour Kao. Ces équipements devraient permettre d'améliorer considérablement les communications à destination et en provenance de Tofua et de Kao. Une fois les communications mobiles établies, le Service météorologique des Tonga et l'Unité de sismologie prévoient de monter une station météorologique automatique ainsi qu'une station de surveillance des volcans. Des habitants désignés de Tofua seront formés pour assurer la maintenance de base nécessaire.

L'initiative CREWS a été lancée pour la première fois lors de la CdP21 en 2015 par le gouvernement français en réponse au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Le financement par le Canada de cette initiative a permis de renforcer les capacités des systèmes d'alerte précoce dans de nombreux petits États insulaires en développement et en Asie du Sud-Est.



Photo : Niue Meteorological Service

OBJECTIF 1.4

Aider les Membres insulaires océaniques à obtenir et à gérer les financements liés aux changements climatiques et étayer leurs mécanismes d'accréditation nationaux.

Aider les Membres du Pacifique à accéder au Fonds vert pour le climat

En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), le PROE a appuyé les autorités nationales désignées (AND) du FVC des Îles Salomon, de Nauru, de Nioué et de la République des Îles Marshall pour renforcer leurs capacités institutionnelles, fiduciaires et politiques afin d'améliorer l'accès au financement climatique.

À l'instar des autres pays, l'appui en vue de l'exécution du projet de préparation des Îles Salomon vise à renforcer les capacités de l'AND du FVC à remplir son rôle en tant qu'AND pour mobiliser le FVC.

Nauru, Nioué et la République des Îles Marshall progressent dans leurs seconds projets de préparation en se basant sur le premier projet afin de renforcer les capacités institutionnelles

et politiques et de mettre en place leurs programmes nationaux pour le FVC.

Nombre de ces pays s'efforcent également de désigner des entités nationales, telles que leurs Ministères des finances respectifs, en vue d'obtenir le statut de partenaire d'exécution et d'accréditation, qui leur permettrait d'accéder au financement climatique du FVC. Le projet de préparation

du PROE a été approuvé en 2022, financé dans le cadre des programmes de préparation des États fédérés de Micronésie et des Îles Salomon, pour renforcer le PROE en tant qu'organisme en accès direct régional, appuyer d'autres entités accréditées dans la région et mettre au point des idées et des concepts de projets pour les deux pays.



OBJECTIF 1.5

Aider les Membres des îles du Pacifique à élaborer des politiques permettant d'assurer une réponse aux enjeux associés aux pertes et aux dommages, aux changements climatiques et à la mobilité des populations induite par les catastrophes.

Les îles du Pacifique ont les moyens de participer aux négociations sur les pertes et dommages

Les Parties du Pacifique à la CCNUCC ont été appuyées par le PROE, avec la contribution de Climate Analytics et de One CORP (Conseil des organisations régionales du Pacifique), pour les préparer à la CdP27. Cela s'est fait par l'analyse des résultats de la CdP26, l'organisation d'un atelier sur les pertes et dommages dans les petits États insulaires en développement du Pacifique (PÉIDP), des sessions d'approfondissement (dont une sur les pertes et dommages), ainsi que la réunion préparatoire de la CdP27.

Les PÉIDP ont été bien coordonnés et préparés pour prendre la parole lors du Dialogue de Glasgow sur les pertes et dommages, mais aussi le PROE lors de la SB56 à Bonn, et sous l'égide de l'Alliance des petits États

insulaires, ils ont fait pression à diverses occasions pour inclure la proposition du G77 et de la Chine en vue de faire figurer à l'ordre du jour de la CdP27 et de la CMA un point subsidiaire intitulé « Débat relatif à un mécanisme de financement pour les pertes et dommages ».

Un événement parallèle sur les pertes et dommages a été organisé par le PROE lors de la CdP27, afin d'attirer l'attention sur les préoccupations du Pacifique sur le sort des PÉIDP en ce qui concerne la perte de terres, de patrimoine, de culture et d'identité due aux changements climatiques, sous la houlette du ministre des Finances des Tuvalu et du Défenseur politique des pertes et dommages jusqu'à la CdP27.

Des rencontres bilatérales de haut niveau au sujet des PÉIDP ont également été organisées



avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande lors de la CdP27, afin de recueillir leur appui en vue de l'adoption d'une décision sur la création d'un fonds pour les pertes et dommages.

Une décision historique a été obtenue lors de la CdP27 pour « établir un fonds dédié et de nouvelles modalités de financement pour aider les pays en développement à répondre aux pertes et

dommages ». Ce geste est une victoire pour les PÉID du Pacifique et pour l'ensemble de la région.

Le PROE, en tant qu'organisme de coordination principal du One CORP, a pour mission d'épauler les Membres des îles du Pacifique dans leur participation aux procédures de la CCNUCC, avec l'appui de l'Irish Aid Fund.



Protection de l'écosystème et de la biodiversité



Photo © Stuart Chape

OBJECTIF RÉGIONAL 2

Les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

OBJECTIF 2.1

Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; atténuer les impacts des activités de pêche pour assurer la santé des populations d'espèces menacées et réduire les rejets de polluants marins qui augmentent les risques pour la santé humaine afin de créer des océans sains et productifs qui favorisent la sécurité alimentaire et le développement durable.

Fidji reçoit des kits de réduction des prises accessoires à utiliser à bord des navires de pêche

L'Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM) s'est associée à la branche Pacifique du Fonds mondial pour la nature (WWF-Pacifique) et à l'Académie maritime de l'Université nationale des Fidji pour sensibiliser le secteur de la pêche hauturière des Fidji aux prises accessoires d'espèces protégées de requins et de tortues et pour doter les matelots des compétences et des meilleures pratiques leur permettant de réduire les prises accessoires de ces espèces.

Il s'agissait notamment de fournir des kits d'atténuation des prises accessoires à utiliser à bord des navires.

Le WWF a préparé 80 kits en 2021, mais leur distribution a été interrompue en raison des restrictions de mouvement imposées par la COVID-19. En 2022, 58 kits d'outils de réduction des prises accessoires ont été distribués à l'industrie de la pêche et aux partenaires du projet : le ministère fidjien de la Pêche, BirdLife International et l'Académie maritime des Fidji.

Le programme Deckhand Fishing a été organisé deux fois en 2022, avec 51 étudiants qui ont terminé le cours avec succès et ont reçu les certificats Basic Sea Safety (bases de la sécurité en mer) et Deckhand Fishing, qui comprenaient des modules sur l'atténuation des prises accessoires, l'utilisation en toute sécurité du kit d'atténuation des prises accessoires, et la sécurité de l'équipage pendant le processus.

L'activité fait partie de l'Initiative de gestion des

prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM) menée par le PROE dans le cadre du Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP), financé par l'Union européenne et le gouvernement suédois.

Le programme de formation et les kits de réduction des prises accessoires ont été développés par le WWF-Pacifique et la formation a été dispensée conjointement par le WWF-Pacifique et l'Académie maritime des Fidji.

Soutenir nos îles du Pacifique pour des solutions fondées sur la nature à travers l'initiative Kiwa

Grâce à son programme d'assistance technique pour l'initiative Kiwa, le PROE a contribué au renforcement de la coopération régionale sur les solutions fondées sur la nature (NbS) afin de promouvoir la restauration, la protection et la gestion durable des écosystèmes en vue de l'adaptation aux changements climatiques et de soutenir les engagements internationaux de ses Membres.

Une définition internationalement reconnue des solutions fondées sur la nature (NbS) a été adoptée en 2022 lors de la cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement par le biais de la résolution 5, et des engagements ultérieurs ont été pris dans le cadre de la CCNUCC et de la CDB.

Un nouveau groupe de travail a été créé lors de la

réunion annuelle de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature en novembre avec les partenaires de mise en œuvre de l'initiative Kiwa, notamment le PROE, la Communauté du Pacifique (CPS) et le bureau régional pour l'Océanie de l'Union internationale pour la conservation de la nature (ORO de l'UICN). Le nouveau groupe de travail a été chargé de contextualiser la définition des solutions fondées sur la nature (NbS) pour le Pacifique en relation avec les pratiques locales et traditionnelles, ainsi que de coordonner les opportunités de développement des capacités dans la région.

Plus de dix partenariats régionaux ont été soutenus pour élaborer des projets axés sur des solutions fondées sur la nature (NbS) à soumettre à l'initiative Kiwa pour l'appel

à projets régionaux 2022 sur les écosystèmes côtiers et marins. Le PROE a obtenu un financement de l'Initiative Kiwa et de la France via le Fonds pour l'environnement mondial pour la deuxième phase du projet d'Adaptation au changement climatique fondée sur les écosystèmes dans les îles du Pacifique (PEBACC+) afin de mettre en œuvre les NbS aux Fidji, en Nouvelle-Calédonie, aux Îles Salomon, au Vanuatu et à Wallis-et-Futuna. La CPS et le PROE ont élaboré une évaluation des besoins en matière de développement des capacités pour la région afin de s'assurer que le programme de développement des capacités Kiwa réponde aux priorités et aux contextes nationaux et qu'il soit mis en œuvre en coopération avec différents partenaires, dont le Centre océanique sur les changements climatiques.

Les orientations sur la manière de mieux respecter et de promouvoir les droits humains, y compris l'égalité des genres, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI) par la mise en œuvre des NbS ont permis de renforcer les partenariats avec les experts et les institutions du Pacifique spécialisés dans les droits humains et l'égalité de genre. Cela a permis d'accroître la capacité du PROE à fournir des services à ses Membres pour une meilleure intégration de ces questions clés dans les projets et les politiques.

L'initiative Kiwa est financée par l'Union européenne, l'Agence française de développement, Affaires mondiales Canada, le gouvernement australien, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et le ministère

OBJECTIF 2.2

Encourager la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes marins, côtiers et terrestres conformément aux engagements régionaux et internationaux.

Le premier Dialogue du Pacifique sur les connaissances traditionnelles au service de la biodiversité et des objectifs de développement durable a marqué l'histoire

Donner aux îles du Pacifique les moyens d'appliquer leurs connaissances traditionnelles à la biodiversité et aux Objectifs de développement durable (ODD), tel était le thème d'une conférence qui s'est tenue aux Fidji en 2022, la première à aborder ce sujet dans la région. Cet événement hybride a permis aux Membres de partager leurs expériences, de relever les défis et d'explorer les possibilités d'atteindre les objectifs de conservation de la biodiversité liés aux connaissances traditionnelles et aux ODD.

La conférence a rassemblé des représentants de gouvernements, d'organisations non gouvernementales, de la société civile, d'instituts de recherche et d'universités, du secteur privé, des représentants des communautés et des partenaires du développement.

La région du Pacifique dispose de vastes connaissances écologiques traditionnelles et locales dans les zones marines, récifales et côtières. Les peuples du Pacifique gèrent de nombreuses zones d'utilisation coutumière depuis des siècles ;

cependant, la région est confrontée à des problèmes d'appropriation illicite des connaissances et des droits de propriété intellectuelle, de répartition inéquitable des bénéfices, de biopiraterie et d'absence de protection des connaissances traditionnelles.

La réunion a permis aux participants de discuter de la manière dont les connaissances traditionnelles associées à la biodiversité peuvent être protégées et utilisées pour atteindre les objectifs de développement

durable. Elle a également donné l'occasion aux parties prenantes du Pacifique de parvenir à un consensus sur la meilleure manière d'aborder ces questions.

Animé par le PROE, le dialogue sur les connaissances traditionnelles en matière de biodiversité et d'objectifs de développement durable dans le Pacifique a été financé par le Fonds pour l'environnement mondial et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

One Pacific Voice soutenue à la 15e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique

Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF), comprenant quatre objectifs et 23 cibles à atteindre d'ici 2030, a été adopté lors de la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique qui s'est tenue à Montréal (Canada) du 3 au 19 décembre 2022.

Avant la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CdP15 à la CDB), la cinquième réunion du Groupe de travail sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (WG2020-5) a été convoquée

dans le but de faire avancer les négociations sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 avant de rédiger une décision qui sera soumise aux Parties pour adoption lors de la CdP15 de la CDB.

Sous la direction du PROE, le soutien aux 14 États et Territoires insulaires du Pacifique participant à la CdP15 de la CDB a été mis en œuvre avec une contribution technique de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT). Il s'agissait d'une approche « One Pacific » (un Pacifique uni) impliquant



le soutien du Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan Pacifique, de la Communauté du Pacifique et du WWF-Pacifique à la CdP15, avec l'appui financier du gouvernement australien et du projet ACP AME Phase 3 financé par l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour les pays ACP.

La campagne One Pacific Voice a permis d'offrir des présentations devant une salle comble lors de l'événement parallèle des îles du Pacifique sur la conservation et la gouvernance

de l'océan Pacifique à la CdP15. Coordinné par le PROE, il a réuni le premier ministre de Nioué, M. Dalton Tagelagi, le ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa, M. Toeolesulusulu Cedric Schuster, la ministre australienne de l'environnement, Mme Tanya Plibersek, le représentant permanent des Fidji auprès des Nations Unies, M. Satyendra Prasad, le Directeur général du PROE, M. Sefanaia Nawadra, ainsi que des hauts fonctionnaires de Papouasie-Nouvelle-Guinée et d'Australie.



Construire la voix du Pacifique pour la CdP15 à la CDB

Une réunion régionale préparatoire organisée aux Fidji en octobre a constitué l'une des principales activités visant à faire entendre la voix du Pacifique en vue de négociations efficaces lors de la 15e Conférence des Parties à la CDB. Après avoir organisé des réunions virtuelles au cours des deux années

précédentes, il s'agissait du premier événement en face à face pour les négociateurs du Pacifique dans le cadre du processus de la CDB. Certains partenaires y ont également participé virtuellement.

Cette réunion de cinq jours a rassemblé les Parties du Pacifique pour coordonner une

approche collaborative et une voix unie, discuter des priorités et soutenir les pays dans leurs préparatifs en vue de la CdP15 à la CDB.

Les 14 États et Territoires insulaires du Pacifique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les partenaires de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature, le Pew Charitable Trusts, le Secrétariat de la CDB, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Communauté du Pacifique et le Bureau du Commissaire

à la gouvernance de l'océan Pacifique ont participé à la réunion.

La réunion préparatoire du Pacifique avant la CdP15 à la CDB a été facilitée par le PROE grâce au soutien financier et à l'assistance de partenaires tels que le gouvernement australien, le projet ACP AME Phase 3 financé par l'Union européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour les pays ACP, l'APA du FEM-PNUE et l'Université de Nouvelle-Galles du Sud.



Le Vanuatu réalise une évaluation biologique rapide

En 2022, une évaluation biologique rapide (BIORAP) a été menée sur des sites importants pour l'environnement dans l'ouest de Malekula, dans la province de Penama au Vanuatu.

Comprendre la biodiversité d'une zone et la façon dont elle est utilisée par la communauté aidera à développer conjointement des options de gestion et de conservation sur ces sites pour des bénéfices à long terme pour la communauté et la durabilité des ressources.

L'objectif de la BIORAP était de comprendre le statut des espèces sur les sites identifiés.

Cette démarche a été associée à des consultations communautaires et à des enquêtes sociales afin de comprendre les relations entre la communauté et ses ressources naturelles et écosystèmes.

Trois femmes scientifiques ont participé en tant que membres clés de l'équipe d'évaluation scientifique. Elles ont associé leurs compétences scientifiques et leurs points de vue de femmes ni-Vanuatu. Leur participation a permis une meilleure prise en compte de la dimension de genre dans les consultations et a garanti que l'équipe obtienne des



informations approfondies de la part de l'ensemble des membres de la communauté.

Cette activité a été mise en œuvre avec le soutien du gouvernement du Vanuatu par

l'intermédiaire du ministère de l'Environnement et de la Conservation, de BirdLife International et de Vanuatu Eco Livelihood Development Associates.

OBJECTIF 2.3

Empêcher l'extinction d'espèces menacées et soutenir les mesures visant à leur conservation.

Recherche pour une prise de décision éclairée afin de protéger les cétacés et les requins

Les activités d'évaluation de l'étendue et des impacts de la pêche et d'autres menaces sur les cétacés et les requins dans le Pacifique dans le cadre de l'Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM) du Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP) financé par l'Union européenne et le gouvernement suédois ont été mises en œuvre en 2022.

L'experte en cétacés, Dr Cara Masere (Miller), a examiné le statut et les menaces pesant sur les baleines et les dauphins dans la région, en évaluant le niveau actuel des connaissances sur les populations d'espèces et les menaces pesant sur ces populations. L'évaluation a identifié les captures

accidentelles et les interactions avec les engins de pêche, les captures directes et la pollution comme étant probablement les plus grandes menaces pour les espèces de cétacés. Le manque de connaissances détaillées sur de nombreux cétacés des îles du Pacifique constitue un obstacle majeur à la conservation et à la gestion.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Piku Biodiversity Network (PBN), en partenariat avec le Snubfin Dolphin Conservation Project et la Conservation and Environment Protection Authority (CEPA), a étudié les prises accessoires de deux petites espèces de dauphins : le dauphin à aileron retroussé d'Australie (*Orcaella heinsohni*) d'Australie et le dauphin à bosse d'Australie (*Sousa sahalensis*), en utilisant des



moniteurs communautaires dans les villages autour du delta du Kikori.

Les captures accessoires résultent d'une pêche lucrative aux filets maillants pour les vessies natatoires. La mortalité des dauphins est extrêmement élevée, à un rythme tellement insoutenable qu'elle pourrait entraîner la disparition de ces deux espèces de dauphins de la PNG.

Des requins menacés sont également capturés accidentellement dans cette

pêcherie et ont fait l'objet d'une étude dans le cadre d'un projet distinct avec le PBN et l'université James Cook. Il s'agit notamment d'espèces inscrites à l'annexe 2 de la CITES. La région reste un bastion pour plusieurs espèces importantes de requins et de raies.

Les résultats de ces études aideront le PROE et les États Membres à mieux connaître les menaces qui pèsent sur les espèces marines et à mettre au point des méthodes de gestion pour les réduire.

OBJECTIF 2.4

Réduire nettement les impacts socio-économiques et écologiques des espèces envahissantes dans les écosystèmes terrestres et aquatiques, et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires

Éradication et gestion des espèces envahissantes en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

L'équipe du PROE chargée des espèces envahissantes a soutenu l'innovation dans la gestion des espèces envahissantes, en apportant des résultats aux communautés de Polynésie française, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna. Ce travail, soutenu par le projet PROTEGE financé par l'Union européenne, visait à réduire de manière significative l'impact socio-économique et écologique des espèces envahissantes sur les écosystèmes terrestres et aquatiques, et à contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires.

L'utilisation de drones pour éradiquer les rats de huit îlots du lagon d'Uvea a considérablement amélioré les conditions de vie à Wallis-et-

Futuna en réduisant le risque de maladie, en augmentant la productivité des îlots, qui produisent davantage de fruits et de crabes, et en rétablissant la résilience de l'île.

L'aide apportée à la Polynésie française pour mettre en place le premier programme de biosécurité de chiens détecteurs a renforcé la capacité du territoire à lutter contre les invasions biologiques, protégeant ainsi les moyens de subsistance et l'environnement.

En Nouvelle-Calédonie, le projet a soutenu la formation des chasseurs locaux, ce qui soutiendra les efforts de gestion des cerfs et créera des opportunités pour les membres de la communauté. Une formation sur l'utilisation des lunettes thermiques, des



appareils qui permettent aux chasseurs de voir la chaleur émise par les animaux dans l'obscurité, ce qui augmente leur efficacité lors de la chasse de nuit, a été la première de ce type en Nouvelle-Calédonie.

Ces activités ont été mises en œuvre par le PROE en partenariat avec le Service

d'appui à la gestion des espèces envahissantes de la région du Pacifique et les gouvernements de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna. Un soutien financier a été apporté par le projet PROTEGE financé par l'Union européenne.

Le prix du combattant de l'année contre les espèces envahissantes du Pacifique est décerné à la Polynésie française

Le prix 2022 « Pacific Invasive Species Battler of the Year » (combattant de l'année contre les espèces envahissantes du Pacifique), qui récompense les efforts exceptionnels déployés pour protéger les moyens de subsistance et l'environnement, a été décerné à M. Hugo Oudart, de la Direction de la biosécurité de la Polynésie française.

En dirigeant la mise en œuvre du premier programme de chiens détecteurs pour la Polynésie française, M. Oudart

a contribué à améliorer la biosécurité aux frontières de la Polynésie française, réduisant ainsi le risque d'invasions futures qui pourraient avoir un impact sur les moyens de subsistance et l'environnement. Les équipes chargées des chiens détecteurs travaillent à l'aéroport de Tahiti Faa'a et au port de Papeete.

Le renforcement des contrôles aux frontières a été soutenu par le projet PROTEGE de l'Union européenne.



Natural Enemies Natural Solutions • Ennemis naturels, solutions naturelles • aux Tonga

Malgré les restrictions de voyage dues à la COVID-19 dans la région des îles du Pacifique en 2022, l'ériophyde ou acarien galligènes *Colomerus spathodeae*, un ennemi naturel du tulipier du Gabon envahissant, *Spathodea campanulata*, a été envoyé aux Tonga pour aider à contrôler la dissémination et la densité du tulipier du Gabon envahissant.

Les acariens ont été élevés par le personnel du ministère de l'Agriculture à Tongatapu pour être relâchés dans toutes les régions des Tonga en cas de besoin.

Le tulipier du Gabon est considéré comme l'une des 100 espèces exotiques envahissantes parmi les plus nuisibles du monde au monde et l'une de 30

plantes terrestres les plus envahissantes. Introduit dans de nombreuses îles du Pacifique comme plante ornementale, cet arbre constitue une menace pour la biodiversité des îles de la région. Originaire d'Afrique tropicale, cet arbre à feuilles persistantes et à croissance rapide infeste les forêts

tropicales, supplantant la végétation indigène et a un impact sur la production agricole.

La lutte contre le tulipier du Gabon est l'une des nombreuses activités soutenues par le projet régional sur les espèces envahissantes du FEM 6 (FEM6 PRE) : Renforcement des capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces exotiques

envahissantes sur la biodiversité

d'importance mondiale dans le Pacifique. Ce projet a été mené en partenariat avec Manaaki Whenua - Landcare Research, le principal partenaire technique de PRISMSS pour Natural Enemies Natural Solutions.

Le FEM6 PRE est financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE. Le projet fonctionne principalement dans les Îles Marshall, à Nioué, aux Tonga et aux Tuvalu, et comporte une composante régionale. La mise en œuvre du FEM6 PRE est soutenue par le Programme des services régionaux d'appui à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS).



Photo : Rison Thumboor, Wikimedia Commons

Sensibiliser le Pacifique à la lutte contre les espèces envahissantes

La sensibilisation du Pacifique à la lutte contre les espèces envahissantes s'est traduite par la production d'une série de ressources vidéo présentées lors d'événements régionaux et internationaux, notamment la CdP15 à la CDB et la CdP27 de la CCNUCC.

Les vidéos se concentrent sur l'intégration de la gestion des espèces envahissantes en tant qu'outil de renforcement de la résilience des îles par l'intermédiaire du PRISMSS et abordent les sujets suivants : Gestion des espèces envahissantes pour créer une ligne de défense verte pour le Pacifique, Mauvaises herbes ou résilience, et Rats ou récifs.



Ces ressources ont été rendues possibles grâce au soutien financier du projet néo-zélandais MFAT Gestion des

espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique (MISCCAP) et sont maintenant

disponibles sur la base de ressources Battler pour une large distribution.

Gestion des déchets et lutte contre la pollution

Photo © Stuart Chape

OBJECTIF RÉGIONAL 3

Les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution

OBJECTIF 3.1

Réduire au minimum les effets néfastes des produits chimiques et de tous les déchets sur la santé humaine et l'environnement grâce à une gestion respectueuse de leur cycle de vie, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus (dont « Un Pacifique plus propre 2025 »), et réduire considérablement les rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol.

Réparation de l'incinérateur de déchets médicaux de l'hôpital central national des Îles Salomon

Le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), grâce au soutien financier de l'Union européenne (UE), a finalisé les activités de maintenance du premier des six incinérateurs à réparer dans le cadre du projet PacWastePlus.

Le processus de réparation de l'hôpital central national (NRH) à Honiara a commencé par un accord et la signature d'un protocole d'entente entre le PROE et le ministère

de la Santé et des Services médicaux des Îles Salomon pour la réparation et l'entretien à long terme de l'installation. Un entrepreneur a été engagé dans les Îles Salomon pour effectuer les réparations nécessaires et former le personnel d'exploitation de l'hôpital central national.

L'incinérateur réparé était un incinérateur CA30 d'Advanced Combustion Engineering qui n'avait pas été utilisé depuis un certain temps. Le clapet

de combustion du brûleur secondaire était bloqué en position fermée, probablement en raison de l'inactivité. Le clapet a été débloqué à l'aide d'un lubrifiant pénétrant, et les brûleurs primaire et secondaire ont été mis en marche. D'autres opérations d'entretien ont été effectuées sur l'incinérateur et les essais de combustion nécessaires ont été réalisés.

En plus des réparations, une formation sur l'entretien



et le fonctionnement de l'incinérateur a été dispensée au personnel de l'hôpital. Douze employés de l'hôpital ont participé à la formation et ont été sensibilisés à l'utilisation et à l'entretien de l'incinérateur.

Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 (ICCD2022)

Plus de 9 000 kilos de déchets ont été collectés et retirés de l'environnement du Pacifique grâce à des activités de nettoyage organisées dans les Îles Cook, aux Fidji, au Samoa, dans les Îles Salomon, à Vanuatu et à Wallis-et-Futuna par plus de 20 groupes différents.

Les communautés et associations locales se sont engagées dans la protection de leur environnement en entreprenant des activités, en développant du matériel de communication pour sensibiliser un public plus large aux déchets marins et en partageant des données sur les déchets collectés par l'intermédiaire d'un réseau régional.

Dans le cadre de cette initiative, un programme de sensibilisation a été mis en place une semaine plus tôt,

intégrant une école et une communauté locales dans l'effort de nettoyage, afin d'éduquer les participants à la gestion des déchets lors du nettoyage de l'embouchure de la rivière Mataniko, dans les Îles Salomon. Aux Fidji, la Suva Harbour Foundation a réalisé des œuvres d'art avec les déchets collectés.

Les jeunes ont également été mis à l'honneur lors de l'événement ICCD2022 dans la zone de mangrove de Puipa'a, organisé par le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa. Les partenaires, notamment le programme Plastic Tide Turners du PNUE dans le cadre du projet ISLANDS (Mise en œuvre d'un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les PÉID) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), ont encouragé les

actions entreprises en créant des plateformes pour le mouvement de plaidoyer des jeunes en vue de résoudre le problème des plastiques à usage unique et des déchets marins.

Les actions de la jeunesse comprenaient une exposition sur la pollution plastique et les déchets marins, avec des œuvres d'art réalisées par de jeunes artistes locaux de l'Université nationale du Samoa et du Manamea Art Studio. Une brochure sur la pollution plastique a été élaborée et distribuée, ainsi que des sacs en tissu réutilisables. Une campagne a été lancée sur les médias sociaux, un discours a été prononcé par des jeunes, et une école secondaire a donné un spectacle de poésie.

9 095 kilos de déchets collectés et retirés de l'environnement

23 activités menées par 23 groupes différents

2 021 bénévoles

15 vidéos de témoignages créées

Cette action a été coordonnée par le PROE dans le cadre du projet SWAP (Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique) financé par l'Agence française de développement (AFD), du Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP) financé par le gouvernement australien, de l'Institut coréen des sciences et technologies océaniques et de l'initiative Tide Turners du Programme des Nations Unies pour l'environnement, soutenue par le projet ISLANDS du FEM.



Le Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets (PacWastePlus) est un programme de 72 mois financé par l'UE et mis en œuvre par le PROE. Il porte sur la gestion rentable et durable des déchets et de la pollution, ainsi que sur des impacts plus larges tels que la santé et le bien-être des personnes, les changements climatiques, la gestion des catastrophes, la conservation de la biodiversité et la récupération des ressources. Les filières de déchets prioritaires comprennent les déchets dangereux (amiante, déchets électroniques et déchets médicaux), les déchets solides (recyclables, déchets organiques, déchets générés par les catastrophes et les déchets encombrants), et les aspects connexes des eaux usées. Les pays participant à PacWastePlus sont les suivants : États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Salomon Fidji, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Timor-Leste, République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu. Pour en savoir plus sur le programme PacWastePlus, consultez le site pacwasteplus.org

OBJECTIF 3.2

Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, dont les produits chimiques, les déchets dangereux, les déchets produits par les navires et les avions, les déchets plastiques marins et autres débris marins.

Un voyage d'étude motive les délégués à concevoir et à mettre en œuvre des systèmes de financement durable pour la gestion des déchets

Vingt-deux habitants des îles du Pacifique ont participé à un voyage d'étude de deux semaines sur le financement durable de la gestion des déchets en Australie. Ce voyage comprenait la participation à la conférence ENVIRO 2022 sur l'économie circulaire, 14 visites de sites de gestion des déchets intéressantes et inspirantes, ainsi qu'un engagement auprès de 55 législateurs, professionnels de l'industrie ou opérateurs pour partager des idées et apprendre par le biais d'ateliers intensifs et de sessions Talanoa.

Le voyage a été l'occasion d'un apprentissage entre pairs et d'un exercice basé sur un cahier de travail présentant des options pour la conception d'un système dans leur propre pays.

Le voyage d'étude interactif en Australie, qui s'est déroulé du



29 août au 9 septembre, est le fruit d'un partenariat entre le Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets (PacWaste Plus), financé par l'Union européenne, et le projet ISLANDS du Fonds pour l'environnement mondial et du Programme des Nations Unies pour l'environnement

dans le Pacifique, mis en œuvre par le PROE.

Des délégués de 12 États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que du Timor-Leste et de Trinité-et-Tobago, ont participé à ce voyage d'étude qui a provoqué une réaction en chaîne parmi les pays du programme représentés par les délégués participant au voyage.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a déclaré que le voyage avait « changé la donne » pour elle et qu'elle disposait désormais d'une voie à suivre pour modifier les comportements et les systèmes de ses 8,9 millions d'habitants.

Le Vanuatu est en train de remanier la conception de son système pour tenir compte des enseignements tirés du voyage d'étude, tandis que Nioué a commencé à concevoir le système de son pays. Les Îles Salomon ont organisé leur première réunion des parties prenantes sur la conception d'un système.

Les 22 participants au voyage d'étude venaient des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Îles Cook, des Îles Salomon, des Kiribati, de Nauru, de Nioué, des Palaos, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, du Timor-Oriental, des Tonga, de Trinité-et-Tobago, des Tuvalu et de Vanuatu.



Évaluation de l'amiante aux Tonga

Le département de l'environnement du ministère tongien de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, des Changement climatique et des Communications (MEIDECC), en collaboration avec le responsable national du projet PacWaste Plus Tonga, a réalisé une évaluation de l'amiante en août 2022 dans le cadre d'une évaluation visant à dresser une liste prioritaire des installations contenant des MCA à éliminer

et à mesurer le volume total de ces matériaux.

Seize bâtiments appartenant au gouvernement et comportant des matériaux contenant de l'amiante sur le toit et quelques revêtements muraux ont été évalués afin d'observer l'état du bâtiment et d'examiner quels bâtiments répondaient aux critères de financement de l'UE pour les travaux d'élimination de l'amiante. Quatre bâtiments prioritaires répondaient aux critères de l'UE.

Les résultats de l'évaluation de l'amiante pour les quatre bâtiments prioritaires contenant des MCA ont permis d'estimer à 2052 m² la surface totale des matériaux contenant de l'amiante présents dans ces bâtiments. Selon le rapport de l'étude PacWaste sur la distribution régionale et le statut des matériaux de construction contaminés par l'amiante et sur les options de meilleures pratiques pour leur gestion dans les États insulaires océaniques (2015), le type de fibres d'amiante

présentes dans les bâtiments aux Tonga sont principalement le chrysotile, l'amosite et un très faible pourcentage de crocidolite.

Dans le cadre du projet PacWaste Plus pour l'élimination de l'amiante, des travaux sont prévus pour l'élaboration d'un code de gestion et de pratique de l'amiante, ainsi que pour l'élaboration d'une réglementation visant à interdire l'utilisation de l'amiante.



La lutte contre les déchets du Pacifique à l'honneur lors de la conférence ministérielle Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe

Le stand d'exposition du Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), géré par le Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets (PacWaste Plus), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PROE, a été une attraction populaire.

L'espace d'exposition interactif comprenait près de 50 stands d'information et de sensibilisation de diverses organisations. Le stand du PROE a facilité de nombreuses rencontres fructueuses avec les délégués désireux d'en savoir plus sur les programmes du PROE mis en œuvre dans les pays Membres du Pacifique.

L'intérêt des délégués a été renforcé après un

événement officiel organisé par PacWaste Plus en partenariat avec le ministère de l'Environnement des Tonga, le ministère de la Protection et de la Conservation de l'Environnement du Vanuatu et le Projet de coopération technique japonais pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les États insulaires océaniques, phase II (JPRISM II), le premier jour de la conférence.

Un aperçu a été fourni par le projet JPRISM II sur la ligne directrice régionale de gestion des déchets générés par les catastrophe qui fournit des conseils sur les mesures applicables et appropriées de gestion des déchets de catastrophe en tenant compte des problèmes et des défis des

États et Territoires insulaires océaniques.

La ligne directrice régionale se concentre sur l'intégration des déchets générés par les catastrophe dans le processus de planification nationale de la gestion des catastrophes afin d'améliorer la coordination nationale des opérations de préparation, de réponse et de réhabilitation et d'améliorer les dispositions institutionnelles de soutien et les ressources pour la gestion des déchets de catastrophe.

L'événement a mis en évidence les efforts du Vanuatu pour intégrer la gestion des déchets de catastrophe dans leurs systèmes nationaux de gestion des catastrophes et a souligné les initiatives régionales du PROE à travers le programme

PacWastePlus dans les îles du Pacifique.

PacWaste Plus aide les pays participant au programme à intégrer la gestion des déchets de catastrophe dans le Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (FRDP) en mettant en œuvre les activités identifiées dans la directive régionale sur la gestion des déchets de catastrophe, y compris l'élaboration d'un modèle de mandat pour la création d'un groupe de travail du secteur de l'environnement (Cluster) au sein du cadre national de gestion des catastrophes afin d'assurer une mise en œuvre rapide et efficace de la réponse et de la réhabilitation de la gestion des déchets de catastrophe.

OBJECTIF 3.3

Valoriser les ressources à partir des déchets et des polluants par le compostage (récupération des nutriments), le recyclage (récupération des matériaux), la valorisation énergétique et d'autres mesures afin de minimiser les déchets et contribuer au développement économique et social.

Audit du marché central de Gizo réalisé

PacWaste Plus a réalisé un audit du marché central de Gizo dans le cadre du projet national des Îles Salomon. L'audit servira de base à la conception du programme de traitement biologique pour le marché de Gizo.

Dans le cadre du projet national des Îles Salomon, le

ministère de l'Environnement, des Changements climatiques, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie alloue des fonds pour concevoir et mettre en œuvre un programme à Gizo visant à collecter et traiter toutes les matières organiques générées au marché central de Gizo.



Surmonter les obstacles courants au recyclage

Deux des obstacles les plus courants au recyclage sont le coût des expéditions et l'ignorance des marchés des matières recyclables.

Pour surmonter ces obstacles, PacWaste Plus a publié deux documents : un rapport de recherche identifiant les marchés de recyclage à l'étranger et un guide

pratique pour l'utilisation du partenariat Moana Taka.

En outre, le partenariat Moana Taka, qui vise à alléger le fardeau financier des exportations internationales

de déchets en provenance de la région du Pacifique, a récemment étendu son champ d'application aux Îles Cook et à Nioué. L'accord couvre 14 catégories de déchets non commerciaux.



OBJECTIF 3.4

Améliorer le contrôle des déchets et de la pollution des milieux récepteurs afin de permettre la prise de décisions éclairées sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement et pour réduire les dommages environnementaux y afférant.

La voix unique du Pacifique (One Pacific Voice) amplifiée

La voix unique du Pacifique (One Pacific Voice) amplifiée lors de la première session du Comité de négociation international en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin.

En février 2022, lors de la reprise de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-5.2), une résolution historique (5/14) a été adoptée pour élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin, avec l'ambition d'achever les négociations d'ici à la fin de 2024.

Par la suite, le PROE a commencé à soutenir la voix unique du Pacifique qui a été amplifiée lors de la première session du Comité de négociation intergouvernemental (CNI-1) pour négocier l'instrument international juridiquement contraignant, qui s'est tenue à Punta del Este, en Uruguay, du 28 novembre au 2 décembre.

Il s'agissait de la première des cinq sessions du Comité de négociation

intergouvernemental visant à élaborer l'instrument juridiquement contraignant.

La coordination en tant que voix unique du Pacifique lors de la CNI-1 a été menée par le Samoa en tant que président des petits États insulaires en développement du Pacifique, avec le soutien du PROE, et a permis aux îles du Pacifique d'être vues et entendues lors du tout premier événement mondial visant à cimenter l'engagement mondial dans la lutte contre la crise de la pollution plastique.

Afin d'aider à préparer le terrain pour que la voix du Pacifique soit amplifiée lors de la CNI-1, une réunion préparatoire du Pacifique a été facilitée par le PROE avec le soutien financier du gouvernement australien en août aux Fidji.

Il en est résulté un plan d'action visant à garantir que les priorités du Pacifique seront prises en compte dans l'accord final juridiquement contraignant. C'est là que les délégués du Pacifique sont convenus de s'attaquer en priorité au cycle de vie complet du plastique pour enrayer la crise de la pollution plastique. Il a été établi que ce cycle ne débutait pas avec la production de plastique, mais



au stade de l'extraction des combustibles fossiles pour la production, car cela touche également à la question des changements climatiques, qui a été identifiée comme une menace existentielle pour les peuples du Pacifique.

Trois mois plus tard, en novembre, 14 États et Territoires insulaires océaniques se sont unis pour faire entendre leur voix lors de la réunion CNI-1, travaillant ensemble pour protéger la région des îles du Pacifique alors que le nouvel instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique est en cours d'élaboration.

Les îles du Pacifique ne contribuent qu'à hauteur de 1,3 % à la pollution plastique mondiale. Nous ne produisons pas non plus de polymères plastiques, mais la région des îles du Pacifique est touchée de manière flagrante et

disproportionnée par les effets de cette pollution.

Les Îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Kiribati, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des îles Marshall, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga et les Tuvalu ont participé à la CNI-1 avec le soutien du PROE et l'aide financière du gouvernement australien.

Le PROE a travaillé avec des partenaires tels que le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan Pacifique, l'université de Newcastle, l'Environmental Investigation Agency (Agence d'investigation environnementale), le Centre for International Environmental Law (Centre pour le droit international de l'environnement), l'université de Wollongong, le WWF et l'université de Massey.



Gouvernance et surveillance environnementales



OBJECTIF RÉGIONAL 4

Les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application.

GOAL 4.1

Renforcer les systèmes nationaux de planification et de mise en œuvre du développement durable, notamment au moyen d'évaluations d'impact sur l'environnement, d'évaluations stratégiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Évaluation approuvée pour le génie côtier

Avec les défis posés par les changements climatiques, notamment la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, renforcer la résilience et l'adaptation est devenu une nécessité pour la survie des communautés dans l'ensemble du Pacifique.

L'adoption de la note d'orientation sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) pour le génie côtier dans le Pacifique lors de la troisième réunion du Conseil exécutif à Apia (Samoa), en septembre 2022, a marqué une étape décisive dans la réalisation de cet objectif.

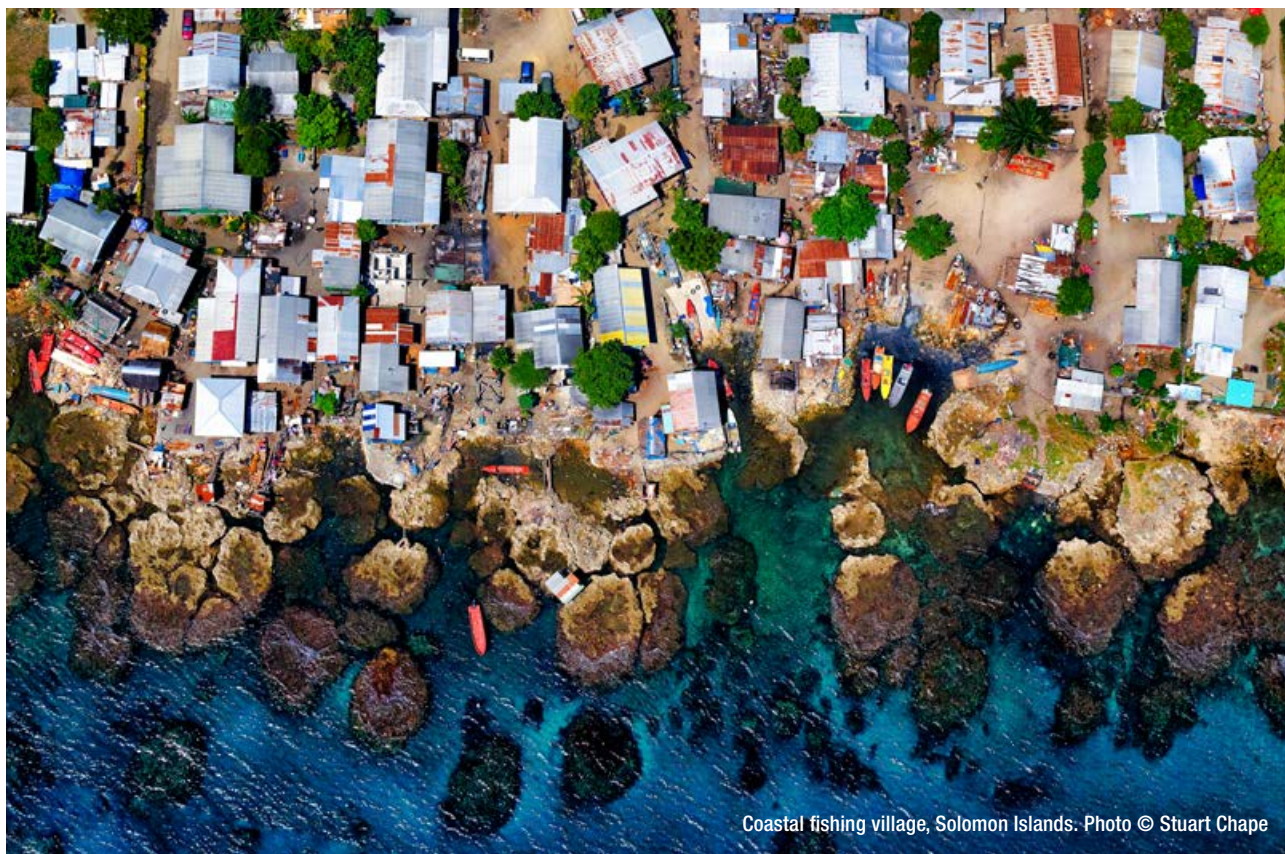
Élaboré avec l'aide financière du programme ACP-AME 3 (phase III du renforcement des capacités en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) financé par l'Union européenne, ainsi qu'avec l'apport technique de l'Association néo-zélandaise pour les études d'impact, cet outil a été conçu pour garantir que les projets de génie et d'aménagement côtier dans le Pacifique sont étudiés et exécutés de manière durable en tenant compte de leurs incidences potentielles sur l'environnement.

De nombreux projets dans la région englobent des composantes de génie côtier, allant de simples digues et de l'extraction de sable au dragage et à la construction de ports, ainsi que des projets d'adaptation écosystémique pour la protection du littoral. De tels projets sont nécessaires et doivent faire l'objet d'une évaluation appropriée.

La note d'orientation consolide et encourage les meilleures pratiques dans les procédures d'EIE pour les projets de génie côtier dans le Pacifique. Elle vient compléter d'autres formes d'assistance du PROE en matière d'EIE, telles que l'élaboration et la révision de

rapports et de politiques d'EIE, l'organisation d'ateliers de formation à l'EIE dans les pays, et des conseils techniques pour les différentes étapes de l'EIE.

La note d'orientation sur les bonnes pratiques en matière d'EIE pour le génie côtier dans le Pacifique constitue une version sectorielle des directives régionales du PROE en matière d'EIE, initialement publiées en 1993 et mises à jour en 2016. Cette note d'orientation s'inscrit également dans le cadre du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et d'autres cadres régionaux tels que la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050.



Coastal fishing village, Solomon Islands. Photo © Stuart Chape

GOAL 4.2

Renforcer les capacités nationales à la mise en place d'une bonne gouvernance environnementale, étayée par une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de lois ainsi que la mise en œuvre des engagements régionaux et internationaux des Membres.

Renforcement des capacités et amélioration de la gouvernance environnementale et du développement durable dans les Îles Cook

La capacité du Service national de l'environnement (NES) des Îles Cook à gérer les accords multilatéraux sur l'environnement (AME), les évaluations d'impact sur l'environnement et les évaluations stratégiques environnementales (ESE) a été améliorée grâce au travail de l'Unité de planification environnementale du programme Gouvernance et surveillance environnementales.

Plus de 20 fonctionnaires du NES ont participé à une formation d'une semaine au bureau du NES à Rarotonga,

du 7 au 11 novembre 2022, afin de renforcer leurs capacités en matière de présentation de rapports dans le cadre des AME pertinents et de consolider leurs connaissances et leur application des procédures d'EIE et d'ESE dans les Îles Cook et la région au moyen d'exercices pratiques et de discussions de groupe. Cette formation a également permis de discuter de la conformité, du suivi et du système d'application du NES, ainsi que de l'amélioration de la conformité et de l'application de l'EIE dans les Îles Cook.

Le NES des Îles Cook prévoit, dans le cadre de la politique environnementale nationale 2022-2032, d'abroger et de modifier la loi sur l'environnement de 2003. Ces changements, reflétés dans les priorités du NES 2021-2025, requièrent une réorientation stratégique et une restructuration du Service afin de le rendre plus apte et mieux équipé pour mener à bien son mandat.

Les travaux menés dans les Îles Cook répondent à l'Objectif régional 4 du PROE via la fourniture d'une assistance

technique en vue d'élaborer des politiques en réponse aux engagements régionaux et internationaux. Les participants et participantes à la formation du NES ont par ailleurs unanimement souhaité que le PROE organise une formation semestrielle ou annuelle de remise à niveau en matière d'EIE afin de faire face à la complexité croissante des propositions gérées par le NES. Cette formation aux Îles Cook a été rendue possible grâce à l'appui financier du programme ACP-AME 3 financé par l'UE.

Pacific DataViz Challenge 2022

Le premier Pacific DataViz Challenge de 2022 était une initiative de collaboration entre la Communauté du Pacifique (CPS), le gouvernement de Nouvelle-Calédonie et le PROE dans le cadre du Projet Inform en vue d'améliorer l'accès, le partage et l'utilisation des données du Pacifique, et de mettre en avant des visualisations de données innovantes. Le défi s'est déroulé du 1er octobre 2022 au 6 novembre 2022. L'objectif était de créer de nouvelles formes de visualisation des données de manière innovante, créative, esthétique et percutante, afin de présenter les données sous un angle nouveau et de raconter une histoire convaincante.

La visualisation des données (dataviz) consiste à représenter des données brutes et souvent inintelligibles d'une manière plus graphique et conviviale pour les décideurs et les utilisateurs finaux en transposant l'information en nuage de

points, en barres, en courbes, en cartes et en infographies. En alliant esthétique et simplicité, la dataviz cherche à illustrer des données en apparence complexes et à faire ressortir des corrélations qu'il serait autrement difficile de mettre en évidence dans des tableaux de données brutes. Cela permet un gain de temps considérable et en fait un puissant moyen de communication : un véritable atout pour les décideurs et décideuses qui pourront l'utiliser pour simuler et modéliser des faits afin de prendre des décisions éclairées.

Le Portail dédié à l'environnement du Pacifique du projet Inform, qui héberge la plus vaste compilation de données environnementales du Pacifique, a été l'une des principales plateformes de données utilisées pour ce défi. L'ensemble de données sur les zones terrestres protégées des Îles Cook hébergées sur le portail a servi

à présenter une dataviz sur l'expérience Google Earth, qui a remporté l'un des prix spéciaux de l'événement.

Ce défi a été organisé en partenariat avec le Centre de données du Pacifique, le PROE, la CPS, l'Université du Pacifique Sud, la plateforme data.gouv.nc de la Nouvelle-Calédonie, l'Université de Nouvelle-Calédonie, Link Digital, Maven et Opendatasoft.

Les îles du Pacifique renforcent leurs capacités dans le domaine des systèmes d'information géospatiale (SIG) grâce à un nouveau cours d'apprentissage en ligne.

Un nouveau cours en ligne développé par le PROE et financé par le projet Inform du FEM-PNUE a considérablement renforcé les capacités des îles du Pacifique sur les fonctions et les composantes de base des SIG. Cette initiative a été lancée en réponse à la demande croissante des Membres sur

l'utilisation des SIG pour faciliter les évaluations et la prise de décision.

Cette formation comprend quatre modules, couvrant des aspects essentiels tels que les logiciels et les méthodes, la collecte et la gestion des données environnementales, l'affichage et la visualisation des informations environnementales numériques, ainsi que l'analyse spatiale des informations environnementales et la cartographie.

Le cours d'apprentissage en ligne a été lancé virtuellement, coorganisé par le PROE et ses partenaires – le PNUE et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il a attiré plus de 60 participants de toute la région du Pacifique. Ceci marque une étape importante dans la promotion des pratiques environnementales durables grâce à l'utilisation efficace des technologies SIG et de la gestion des données dans la région.

Une formation de base à la cartographie par drone pour aider le Samoa

Les compétences en matière de technologie de cartographie sont un atout pour toute organisation dans le domaine des SIG et de la télédétection. La cartographie par drone est un exemple de technologie SIG pour la collecte de données. Elle permet de recueillir des informations de qualité en temps réel sur le terrain pour l'analyse spatiale afin d'appuyer nos efforts de protection, conservation et sauvegarde de notre environnement primitif et vulnérable.

Le PROE a organisé un atelier de formation et de cartographie par drone avec les principaux acteurs nationaux de l'environnement du ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE)

et du ministère des Travaux, des Transports et des Infrastructures (MWTI) du Samoa.

Organisée au Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) à l'occasion de la Semaine internationale des SIG 2022 sur le thème « Inspirer les citoyens de l'espace », cette formation de deux jours a été animée par SkyEye Pacific et appuyée par l'équipe SIG du PROE.

L'atelier a couvert des sujets essentiels, notamment les notions fondamentales relatives aux drones, les réglementations régissant les vols de drones, l'évaluation des risques, l'assemblage pratique des drones, la planification des vols, la formation au vol manuel de base et l'utilisation



du logiciel Drone pour l'exportation et le traitement des images.

À l'issue des sessions, les participants ont reçu des certificats attestant de leurs nouvelles connaissances et compétences. Ils ont apprécié tant les éléments théoriques que la formation pratique au vol de drone, conscients du potentiel immense de la cartographie par drone

pour révolutionner leur travail dans le domaine de la conservation et de la gestion de l'environnement.

L'atelier de formation à la cartographie par drone a été rendu possible grâce à l'appui financier du projet Inform (financé par le Fonds pour l'environnement mondial) et du programme ACP-AME 3 (financé par l'UE).

Conférence géospatiale du Pacifique 2022

Les spécialistes et les techniciens et techniciennes en SIG du Pacifique sont désormais mieux à même de remplir leur rôle grâce à la conférence régionale sur les SIG et la télédétection qui s'est tenue à Suva du 28 novembre au 2 décembre 2022.

La conférence a été consacrée au thème « Utilisation des plateformes numériques, des SIG et de la télédétection pour anticiper et gérer les effets du réchauffement climatique » et a été organisée conjointement par le Conseil des SIG et de la télédétection du Pacifique (PGRSC) et la Fondation Open Source Geospatial (OSGeo).

Cette manifestation a offert aux participants et participantes une plateforme essentielle pour partager des mises à

jour géospatiales issues de l'analyse environnementale, ainsi que des réflexions et des expériences tirées de projets spécifiques à chaque pays. Elle a également permis à de nombreuses personnes de se familiariser avec les données et les applications open source, enrichissant ainsi leurs connaissances et les outils nécessaires à leur travail sur le terrain.

La conférence a rassemblé plus de 300 participants, ce qui en fait le plus grand rassemblement de spécialistes des SIG et de la télédétection dans le Pacifique. En rassemblant les principales parties prenantes, cette manifestation a encouragé la collaboration et le partage des connaissances, renforçant ainsi la capacité de la région à



anticiper et à gérer les effets du réchauffement climatique au moyen de solutions innovantes dans le domaine des SIG et de la télédétection.

La conférence de 2022 a marqué le début d'une nouvelle ère, avec l'intégration dans l'agenda de la conférence de la réunion régionale de la Fondation OSGeo et de la Fondation OpenStreetMap, également appelée « FOSS4G

SoTM Oceania ». De ce fait, un nouveau nom a été adopté pour désigner la nouvelle conférence conjointe : « Pacific Geospatial Conference » (Conférence géospatiale du Pacifique). La participation du PROE à la conférence a été rendue possible grâce à l'appui financier du projet Inform (financé par le Fonds pour l'environnement mondial) et du programme ACP-AME 3 (financé par l'UE).

Favoriser les partenariats clés lors du Symposium géospatial d'Océanie

Le premier Symposium géospatial d'Océanie (OGS 2022), qui s'est tenu du 28 novembre au 4 décembre 2022 en Nouvelle-Calédonie, a favorisé la création de partenariats et de collaborations clés entre les pays et territoires du Pacifique et les organisations, en rassemblant les parties prenantes des secteurs géographique et géospatial.

Le symposium, qui s'est déroulé sur une semaine, a proposé un large éventail de sous-événements, notamment des tables rondes passionnantes, des

conférences instructives, des sessions de formation interactives, des ateliers éclairants, un hackathon innovant et un salon professionnel complet. Cette approche multifacettes a permis de rapprocher efficacement les spécialistes du géospatial et de l'observation de la Terre, en regroupant non seulement ceux de la région, mais aussi ceux du monde entier.

Au-delà d'une plateforme pensée pour renforcer l'expertise en SIG et télédétection, le Symposium géospatial d'Océanie (OGS)

2022 de Suva a également été une occasion unique de gérer et d'analyser en collaboration les données d'observation de la Terre. Cette approche collaborative visait à mieux aborder les défis communs tels que les changements climatiques, les déplacements de population et la gestion des ressources en eau dans l'ensemble de la région du Pacifique.

Tous les sujets abordés lors de l'OGS 2022 étaient directement en rapport avec les Objectifs de développement durable (ODD), tout en appuyant la gestion durable des ressources

des îles du Pacifique et les besoins opérationnels de leurs décideurs et décideuses en menant des projets concrets dans trois domaines thématiques : Connaissance des territoires, Ressources en eau et Zones humides à l'échelle régionale.

L'OGS 2022 a été rendu possible grâce à l'appui financier du Groupe sur l'observation de la Terre (GEO), du projet Inform (financé par le Fonds pour l'environnement mondial) et du programme ACP-AME 3 (financé par l'UE).

Aider les pays du Pacifique à respecter leurs engagements en tant que Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement

Le programme ACP-AME continue d'aider les pays du Pacifique à respecter leurs obligations dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et à s'attaquer aux problèmes environnementaux auxquels ils sont confrontés. Après avoir achevé les phases 1 et 2, le programme en est à sa phase 3 et met l'accent sur l'aide à apporter aux pays afin qu'ils appliquent et se conforment aux AME relatifs à la biodiversité, aux produits chimiques et à la gestion des déchets, ainsi qu'aux groupes de gouvernance des océans et des mers.

En mai 2022, le programme ACP-AME 3 a réuni les Parties du Pacifique dans le but de définir les priorités régionales et les positions à adopter

lors de la Conférence des Parties (CdP) aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm (conjointement appelées BRS), au cours de la réunion préparatoire régionale du Pacifique. Les participants et participantes ont discuté de l'ordre du jour et ont identifié les sujets de préoccupation et d'intérêt pour la région.

Le programme ACP-AME 3 a également joué un rôle majeur dans la réunion préparatoire régionale du Pacifique pour les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), ainsi que dans la réunion préparatoire régionale du Pacifique pour les Parties à la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES).

Les réunions préparatoires aux CdP à la CDB et à la CITES se

sont tenues respectivement aux Fidji et au Samoa, en présentiel. Les réunions préparatoires de la CdP aux Conventions BRS, de la CdP à la CDB et de la CdP à la CITES ont été organisées par le PROE en sa qualité de Centre régional du Pacifique pour la mise en œuvre conjointe de la Convention de Bâle et de la Convention de Waigani. Ce Centre a été créé au sein du PROE à la suite d'une résolution adoptée lors de la sixième CdP à la Convention de Bâle en 2002. Le PROE joue un rôle essentiel dans le renforcement des capacités techniques et l'assistance politique aux Membres qui sont Parties à ces conventions.

Outre le fait de fournir un appui pour ces trois CdP, des ateliers de formation sur les directives

concernant le tourisme côtier, les rapports relatifs aux AME et les portails de données environnementales ont été organisés pour le Samoa et les îles Cook.

Des services de mentorat ont été dispensés au Samoa, en particulier aux agents et agentes en charge de l'application de la loi PUMA, sur la durabilité sociale et environnementale dans le cadre du Partenariat pour l'apprentissage dans le Pacifique consacré aux garanties environnementales et sociales (PLP-ESS). Ces sessions de mentorat PLP-ESS ont été assurées par l'équipe de planification du GSE et financées par le programme ACP-AME 3.

Les pays les ont trouvées utiles et bénéfiques.

GOAL 4.3

Renforcer la collecte, la surveillance et l'analyse des données environnementales et de la communication des résultats à l'échelle nationale et régionale.

Le Pacifique lance un appel en faveur de données environnementales de qualité lors du Forum mondial sur les changements climatiques

Les données sont essentielles à une prise de décision judicieuse en matière d'environnement. Toutes les questions relatives à la collecte, à la gestion, au traitement, à l'intégration et à la diffusion des données environnementales ont été soulevées lors de la CdP27 en Égypte au cours d'un talanoa sur les « rapports basés sur les données dans le Pacifique », une session organisée par le projet Inform.

Dans la région du Pacifique, il est apparu que la collecte et la gestion des données étaient un exercice coûteux, tant en termes de temps que d'argent et de ressources. Des capacités spécifiques et des flux de travail bien établis sont nécessaires pour traiter et publier ces données afin d'aider les décideurs et décideuses et les communautés à prendre des décisions éclairées.

Le projet Inform du PNUE-PROE, financé par le FEM,

a abordé plusieurs de ces questions en établissant des outils de données, des partenariats stratégiques et des produits, ainsi que des procédures pour aider les pays insulaires du Pacifique à répondre aux priorités identifiées et à rendre compte de leurs obligations nationales, régionales et internationales en matière de compte rendu. Pour satisfaire à ces exigences, le programme ACP-AME 3 a œuvré avec le

projet Inform pour garantir que les données et les modalités d'établissement de rapports des ministères nationaux de l'Environnement et des Changements climatiques soient conformes aux divers accords multilatéraux sur l'environnement auxquels les pays insulaires du Pacifique sont Parties, tels que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Les Tuvalu présentent leur rapport sur l'état de l'environnement et leur stratégie nationale de gestion de l'environnement

Le rapport sur l'état de l'environnement 2022 et la stratégie nationale de gestion de l'environnement des Tuvalu ont été annoncés lors de la semaine nationale de l'environnement, en juin 2022.

Le rapport sur l'état de l'environnement reflète les principaux facteurs et pressions environnementaux tels que les vulnérabilités climatiques, la gestion des déchets et la pollution, tout en mettant l'accent sur les efforts significatifs entrepris par les autorités tuvaluanes pour y remédier. Il passe en revue les principaux

vecteurs de changement de l'environnement, qui résultent de facteurs mondiaux, régionaux et nationaux. Ce rapport évalue par ailleurs les principales pressions environnementales engendrées par ces facteurs, examine leur impact sur l'environnement et formule des recommandations en vue d'assurer un développement économique durable sur le plan environnemental.

Le rapport sur l'état de l'environnement et la stratégie nationale de gestion de l'environnement seront utiles pour guider le

gouvernement des Tuvalu, notamment son Département de l'environnement et les principales parties prenantes dans leurs rôles respectifs, et pour veiller à ce que les données environnementales restent à la disposition des décideurs et décideuses politiques ; ils serviront également de référence pour orienter les efforts de développement national et améliorer les moyens de subsistance des populations.

Le rapport dresse un panorama de l'environnement des Tuvalu autour de quatre domaines thématiques : Gouvernance

environnementale, Zones côtières et marines, Atmosphère et climat, et Environnement bâti. Pour chacun de ces domaines, une série d'indicateurs environnementaux mesurables ont été définis afin de permettre une prise de décision avisée sur le plan de l'environnement.

Le rapport sur l'état de l'environnement des Tuvalu a été rendu possible grâce à l'appui financier du projet régional FEM-Inform et du programme ACP-AME 3 financé par l'UE.



Les outils d'évaluation PAME améliore la gestion des aires protégées et conservées

Une nouvelle étape a été franchie vers une amélioration de la gestion des aires protégées et conservées dans le Pacifique avec le lancement de l'analyse comparative des outils d'évaluation PAME (efficacité de la gestion des aires protégées). Ce type d'évaluation permet d'évaluer la qualité de la

gestion des aires protégées et conservées, et surtout le degré de sauvegarde des valeurs et de réalisation des buts et objectifs.

La promotion d'une gestion efficace constitue une avancée importante pour la région du Pacifique insulaire, qui dispose d'une zone économique

exclusive (ZEE) combinée de plus de 30 millions de kilomètres carrés, qui se distingue par la grande valeur de sa biodiversité et par la diversité de ses écosystèmes. Les habitants des îles du Pacifique sont tributaires de la terre et de la mer pour assurer leur subsistance, perpétuer

les savoirs et les pratiques traditionnels et faire vivre les économies nationales.

Les résultats et les recommandations de l'analyse comparative donneront un aperçu des expériences, des leçons et des bonnes pratiques actuelles en matière d'outils d'adaptation dans le Pacifique.

Événements marquants

Photo © Stuart Chape

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1

Le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

OBJECTIF 1.1

Partager et utiliser les connaissances en développant et en maintenant des systèmes et des processus fiables pour la collecte, le stockage et l'accès efficaces à des informations essentielles.

La Stratégie de gestion de l'information et des connaissances 2022–2027 du PROE a été finalisée et approuvée en 2022. Cette stratégie rationalisera et guidera le travail de l'équipe de gestion de l'information et des connaissances du PROE et du Secrétariat au cours des cinq prochaines années. Elle garantira que les informations et les ressources du PROE sont mises à la disposition des Membres, du personnel et des parties prenantes du PROE lorsqu'ils en font la demande.

Un protocole d'entente a été signé entre le PROE et le Musée virtuel du Pacifique par l'intermédiaire de sa plateforme Digital Pasifik. Cet accord permettra de mieux faire connaître le contenu du Centre de gestion de l'information et des connaissances du PROE à d'autres institutions, à leurs

réseaux et à leurs utilisateurs, et d'en faciliter la découverte. Ce partenariat, soutenu par les bibliothèques nationales d'Australie et de Nouvelle-Zélande et par le gouvernement australien, a permis de mieux faire connaître la bibliothèque virtuelle du PROE et sa riche collection sur le Pacifique.

Un premier café du savoir a été coordonné et animé par l'équipe de gestion de l'information et des connaissances, en collaboration avec le Centre océanien sur les changements climatiques et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement. L'objectif de ce premier café du savoir était de partager les expériences de neuf villages du Samoa sur leur activités pour appliquer des solutions de réhabilitation des écosystèmes marins dans le cadre du Projet d'adaptation aux changements climatiques



et de renforcement de la résilience dans le Pacifique (PACRES). Les cafés du savoir visent à combler le fossé entre les producteurs et les utilisateurs d'informations sur les changements climatiques. Afin de renforcer les connaissances des États Membres du PROE sur l'environnement du Pacifique, l'équipe de gestion de l'information et des connaissances du PROE a organisé une session de formation virtuelle pour

présenter aux participants des Kiribati la bibliothèque virtuelle de l'organisation. Il s'agit d'une ressource en ligne de plus de 47 000 dossiers et documents en ligne. La formation virtuelle a été suivie par des participants de la bibliothèque parlementaire des Kiribati, de la bibliothèque et des archives nationales des Kiribati, de la bibliothèque du lycée Sacred Heart, de la bibliothèque du lycée St Patrick et de la bibliothèque du ministère de l'Éducation.

OBJECTIF 1.2

Inciter un changement de comportement positif au sein du PROE et de ses parties prenantes par le biais de communications convaincantes, réfléchies et intégrées.

L'équipe de communication du PROE a mené la campagne « One Pacific Voice » visant à amplifier la voix du Pacifique lors de la CdP26 de la CCNUCC en 2022, en collaboration avec le Programme de résilience face aux changements climatiques.

Cette campagne a également été menée lors de la 15e Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, et a bénéficié d'un événement parallèle et un stand d'exposition, ainsi que d'une couverture médiatique. La campagne soutient nos îles du Pacifique en mettant les priorités régionales en lumière dans tous les domaines possibles afin de s'assurer qu'elles sont reflétées dans les documents de négociation finaux. Une campagne de communication pour soutenir l'amplification de la voix du Pacifique a également été entreprise à l'aide des médias traditionnels et des réseaux sociaux pour la première session du Comité de

négociation intergouvernemental pour développer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin.

L'acidification des océans a fait l'objet d'une campagne éclair sur les médias sociaux visant à sensibiliser aux problèmes des océans. Le contenu a été mis à la disposition de nos Membres des îles du Pacifique pour qu'ils l'utilisent et le diffusent via leurs réseaux sociaux officiels dans le cadre de leurs campagnes nationales de sensibilisation et d'éducation. Des annonces ont été publiées dans le magazine régional Islands Business Monthly, des bannières ont été conçues et la boîte à outils sur les océans pour les médias du Pacifique a été imprimée avec le soutien financier du gouvernement néo-zélandais, prête à être distribuée aux médias du Pacifique pour les aider à améliorer leurs reportages sur les questions océaniques

afin de susciter de meilleurs comportements dans ce domaine.

L'autonomisation des jeunes du Pacifique a été au cœur de deux ateliers consacrés aux générations futures de la région. Une journée spéciale pour les jeunes a été organisée aux Fidji en avril lors du Forum de dialogue sur les connaissances traditionnelles pour la biodiversité et les objectifs de développement durable (ODD) dans le Pacifique. Elle visait à relier les jeunes du Pacifique autour d'un thème commun : le rôle et les actions qu'ils peuvent entreprendre pour influencer et créer un Pacifique résilient par le biais d'un travail et d'un plaidoyer axés sur le développement durable. Un atelier pour les jeunes s'est ensuite tenu en septembre et a permis d'obtenir un soutien uni pour la campagne numérique de la CdP27 financée par le gouvernement néo-zélandais.

Indigenous Knowledge is important for saving our biodiversity. We can't separate the two, they go hand in hand. I support the notion that we can't have one without the other, if we do we lose both -
- Rebecca Teleni, Youth Volunteer, IUCN Pacific Office



Les quatre lauréats du Prix des médias Vision Pasifika ont été annoncés en 2022, les gagnants des quatre catégories différentes venant des Fidji et des Îles Salomon. Le concours a été soutenu par le gouvernement néo-zélandais et a donné lieu à plus de 30 candidatures. Le Prix des médias Vision Pasifika, facilité par le PROE, vise à inspirer et à encourager les médias des îles du Pacifique à rendre compte des questions environnementales et à sensibiliser aux bons comportements en matière d'environnement. Les lauréats ont été annoncés lors du Sommet des médias du Pacifique aux Îles Salomon, à l'occasion d'un événement spécial soutenu par le projet PACRES Intra-ACP de l'AMCC+.

OBJECTIF 1.3

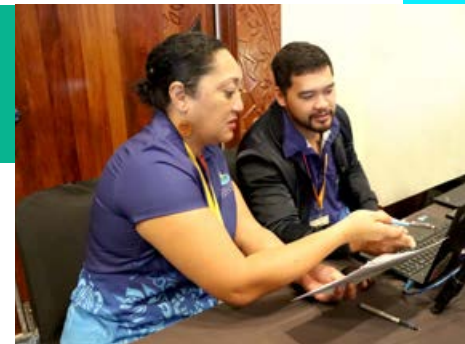
Améliorer la qualité et l'interopérabilité des infrastructures des technologies de l'information et des communications au sein du PROE et dans la région.

L'équipe des technologies de l'information du PROE a adopté une approche informatique en nuage (cloud) dans ses opérations et ses développements. Les portails Web et les applications créés pour les parties prenantes à l'appui du Bureau météorologique océanien et des projets financés par les bailleurs ont été développés, déployés et hébergés à l'aide d'outils et de services basés sur l'informatique en nuage (cloud). Des solutions informatiques de bout en bout ont été soutenues pour nos Membres et nos parties prenantes par le biais d'opportunités de renforcement des capacités de ces produits et d'un soutien continu grâce à la fourniture d'accords de soutien. Cette approche est promue dans l'ensemble des programmes du PROE et des activités informatiques financées par des projets.

Le PROE a mené une initiative de développement conjointe avec l'Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère (NIWA) et le Bureau de météorologie australien visant à faire migrer l'outil de suivi de la sécheresse de l'application de bureau Seasonal Climate Outlooks in Pacific Island Countries (SCOPIC) vers une application web en ligne appelée CLimate Data for the Environment Services Application (CliDesc) développée par le NIWA. L'objectif de cette initiative était de garantir que l'outil de suivi de la sécheresse largement utilisé par les services hydrologiques et météorologiques nationaux de la région soit mis à jour, entretenu et soutenu, l'outil SCOPIC étant obsolète. Le service informatique du PROE continue de fournir une assistance technique informatique aux Membres du PROE par le biais des activités du Bureau météorologique océanien, telles

que les perspectives climatiques, les connaissances traditionnelles et le développement et la mise en œuvre du renforcement des capacités avec l'Organisation météorologique mondiale.

En 2022, le processus d'acheminement manuel sur papier pour l'autorisation, l'approbation et la signature internes est devenu numérique et utilise l'outil de signature électronique basée sur le cloud Docusign. Cette solution numérique permet d'automatiser les flux de travail, de suivre les documents, d'améliorer l'accessibilité et la transparence du processus d'acheminement. L'adoption de cette solution soutient les objectifs du PROE en matière d'efficacité opérationnelle et d'engagement continu en faveur d'opérations sans papier et de pratiques respectueuses de l'environnement, et s'inscrit dans le cadre de la transformation numérique du PROE.



Afin de garantir que le PROE maintienne un environnement TIC sécurisé qui prenne en charge les nouvelles technologies et l'évolution des opérations commerciales, les environnements de serveurs du centre de données ont été mis à niveau avec les derniers systèmes d'exploitation Windows ainsi qu'avec les piles technologiques pour les déploiements du système de gestion de contenu Drupal. Les processus de gouvernance ont également été revus, et les politiques existantes en matière de TIC ont été révisées et mises à jour afin de refléter les modes d'opération adoptés et de répondre aux nouvelles menaces en matière de sécurité des TIC.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2

Le PROE dispose de processus pluridisciplinaires pour la mise en œuvre des programmes, des politiques et des stratégies régionales.

OBJECTIF 2.1

Promouvoir des approches intégrées des programmes pour relever les défis de gestion environnementale.

Le PROE a continué de fonctionner et de fournir son travail et ses services d'une manière plus intégrée et cohérente grâce à des mécanismes de coordination internes clés qui ont été mis en place depuis 2018. Il s'agit notamment de :

- La mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines, qui implique l'ensemble du personnel du PROE.
- Le Groupe de travail sur l'égalité des genres et l'intégration de la dimension de genre (GEIM) qui coordonne les activités liées au genre et à l'inclusion sociale dans l'ensemble du PROE, y compris l'examen de la politique du PROE en matière de genre.
- L'Équipe bleue qui fournit une approche coordonnée des questions relatives à la gouvernance côtière, marine et océanique. C'est le forum

qui fournit des conseils politiques et techniques sur les processus régionaux et internationaux liés aux océans, tels que la biodiversité marine des zones situées au-delà des juridictions nationales (BBNJ), la Stratégie 2050 et la Conférence des Nations Unies sur les océans.

- Le Groupe de référence des partenariats et des ressources (PRRG) a continué d'évaluer les nouveaux partenariats pour le PROE, y compris les domaines possibles pour de nouveaux partenariats stratégiques.
- Le groupe de travail sur le cadre de partenariat stratégique par états et territoires (CTSPF) coordonne le soutien du PROE aux pays dans le lancement du processus CTSPF.

Le Groupe d'examen et de suivi des projets du PROE a continué d'examiner et

d'évaluer les nouveaux concepts et propositions de projets élaborés par le PROE afin de s'assurer que les projets sont stratégiquement alignés sur le Plan stratégique du PROE et les priorités nationales.

Les capacités de l'Unité de coordination des projets du PROE ont été renforcées grâce aux 257 000 USD supplémentaires obtenus par le biais de la subvention actuelle du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, qui a permis de recruter un responsable de portefeuille, afin d'améliorer l'établissement de rapports sur le portefeuille du PROE, de soutenir la fonction d'entité accréditée du PROE, d'améliorer les garanties, notamment en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale, et d'assurer le développement des capacités des îles du Pacifique.

Le PROE, en tant qu'organe de mise en œuvre du FEM et par l'intermédiaire du PNUÉ en tant qu'agent d'exécution du FEM, a continué à mettre en œuvre les projets financés par le FEM, notamment le projet régional sur les espèces envahissantes, qui vise à renforcer les capacités nationales et régionales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique ; le projet Inform, dont l'objectif est de renforcer les données environnementales pour l'établissement des rapports destinés aux AME et d'éclairer la prise de décision ; et le projet ISLANDS, qui vise à prévenir l'accumulation de polluants organiques persistants et de matériaux contenant du mercure, ainsi qu'à gérer et à éliminer les produits chimiques nocifs et les déchets existants dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.

OBJECTIF 2.2

Renforcer le cadre d'apprentissage et de communication des résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales.

Le suivi et l'évaluation (S&E) sont au cœur des processus pluridisciplinaires qui conduisent à l'établissement de rapports axés sur les résultats concernant les performances du Secrétariat dans le cadre des objectifs stratégiques, sur la base d'objectifs convenus tous les deux ans. Au cours de la période couverte par le présent rapport, la division S&E :

- a rendu compte des résultats du Plan de mise en œuvre des performances 3 (2022–2023) atteints à

54 % au cours de sa première année de mise en œuvre ;

- a cartographié l'opérationnalisation du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique 2017–2030 dans les Îles Cook ; et
- a continué d'évaluer l'efficacité et l'efficience de l'accord de subvention PROE-DFAT 76930/1 2021–2025 à l'aide du Cadre de résultats PROE-DFAT aligné sur le Cadre d'évaluation des performances du partenariat du DFAT.



Le PROE est resté déterminé à mettre en œuvre des programmes pertinents,

efficaces, efficaces et durables ayant un impact positif sur l'ensemble des partenaires.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3

Le PROE bénéficie d'une base de financement fiable et pérenne permettant d'obtenir des résultats dans le domaine environnemental, dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique, et gère ses programmes et son fonctionnement de manière à respecter le budget convenu.

Au cours de l'exercice 2022, le Secrétariat a enregistré 5,77 millions d'USD de dépenses et 5,75 millions d'USD de revenu total. Après la prise en compte des produits financiers nets et des fluctuations des taux de change, les résultats indiquaient un déficit global net de 26 261 USD pour la période. Le fait que la situation soit proche de l'équilibre témoigne des difficultés persistantes en matière de trésorerie au cours de l'année, en raison des effets négatifs persistants de la COVID-19, qui ont eu des répercussions importantes et prolongées sur la mise en œuvre du programme et,

par conséquent, sur les recettes globales du PROE par rapport aux prévisions. Un suivi étroit du budget et des flux de trésorerie, y compris des contrôles stricts sur les dépenses de base, a donc été mis en œuvre et s'est avéré efficace, ce qui a permis d'obtenir des résultats globalement positifs à la fin de l'année. Concernant les réserves totales, le solde a légèrement augmenté pour atteindre 1 043 972 USD, contre 1 017 711 USD en 2021. Bien que ces mesures soient temporaires et insuffisantes pour permettre au PROE de surmonter une crise à long terme telle que celle de la COVID-19

si elle devait persister, les indicateurs financiers permettent d'entretenir la confiance des bailleurs et de la communauté des partenaires dans la résilience et la capacité du PROE, grâce à leur détermination à obtenir des résultats et à se maintenir à flot en dépit de la situation difficile actuelle.

La viabilité financière sur le plus long terme grâce à des sources de financement et de revenu stables et à la reconstitution des réserves totales reste un défi majeur que le Secrétariat et ses Membres doivent relever. En s'appuyant sur l'augmentation

continue du portefeuille du PROE, qui s'élève désormais à 36,5 millions d'USD pour 2023, contre 19 millions d'USD il y a six ans, les fonctions essentielles du Secrétariat doivent également être renforcées et il doit avoir une position très solide et financièrement viable, afin qu'il puisse atteindre ses objectifs régionaux et organisationnels et concrétiser sa vision globale pour un environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4

Le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux.

Un nouveau partenariat avec le Musée virtuel du Pacifique a permis de recueillir les publications et les produits de la connaissance du PROE par le biais de la plateforme digitlpasifik.org. En outre, pour la première fois, un partenariat a été établi avec l'Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande (EIANZ), qui renforcera l'utilisation des processus, des outils et des connaissances en matière d'évaluation d'impact afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement durable.

Sur les neuf partenariats établis, deux le sont avec des agences des Nations Unies (Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et Programme des Nations Unies pour l'environnement), deux avec des instituts de recherche (Institut d'études géologiques des États-Unis et Organisation du commonwealth pour la recherche scientifique et

industrielle d'Australie), deux avec des établissements universitaires (université de Newcastle et Association des universités du Pacifique) et un avec la NZ Impact Association.

Le PROE a continué à faire preuve de leadership en matière de coordination des partenariats régionaux, de réseaux et d'engagement mondial :

- Le Programme de résilience face aux changements climatiques mis en œuvre par le PROE a continué à fournir des conseils et une assistance technique aux petits États insulaires en développement du Pacifique qui sont Parties à la CCNUCC et a mené l'équipe du One CORP pour la mise en œuvre du Plan de voyage du Pacifique avant et après la CdP27.
- Le Programme du PROE sur les écosystèmes insulaires et océaniques a apporté un soutien et une assistance



solides aux îles du Pacifique lors de la CdP15 à la CDB et a dirigé la coordination des principaux partenaires, notamment le PROE, la CPS, le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan Pacifique (OPOC), les partenaires de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT) et le Pew Charitable Trust, afin de soutenir les îles du Pacifique lors de la CdP15.

Le Secrétariat de la PIRT a continué à promouvoir et à coordonner la mise en œuvre

du cadre régional des îles du Pacifique pour la conservation de la nature parmi les membres de la PIRT.

Le Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution du PROE a dirigé la coordination de la réunion préparatoire de la CNI-1 du Pacifique qui s'est tenue à Suva (Fidji) pour préparer la première session du Comité de négociation intergouvernemental sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin, à Punta del Este (Uruguay), en novembre 2022.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5

Le PROE peut compter sur un groupe de personnes dotées des dispositions, des connaissances et des compétences qui lui permettront de concrétiser sa vision régionale commune.

Le nouveau Directeur général du PROE, M. Sefanaia Nawadra, a pris ses fonctions officielles le 4 avril 2022. M. Nawadra est le septième Directeur général du PROE et le premier ressortissant fidjien à diriger le Secrétariat. Il travaille en étroite collaboration avec l'équipe de direction du PROE. Après la nomination du Directeur général, deux autres recrutements ont été effectués au sein de l'équipe de direction, celui du directeur du Programme de gouvernance et de surveillance environnementales et celui du directeur du Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.

Le recrutement s'est poursuivi en dépit des difficultés imposées par la COVID-19 et les fermetures de frontières en cours au cours du premier semestre 2022. Pendant la fermeture des frontières internationales, le Secrétariat a continué à effectuer tous les recrutements virtuellement en utilisant efficacement les outils en ligne disponibles. De nombreux nouveaux membres du personnel ont pris leurs fonctions à distance.

Les premiers transferts de personnel ont repris en mai 2022, après deux ans et demi de confinement et de modalités de travail à distance en raison de la COVID-19. Avec l'ouverture totale des frontières internationales au cours du dernier trimestre 2022, de nombreux nouveaux membres du personnel et leurs familles ont pu se réinstaller sur leur lieu de travail. De nombreux membres du personnel qui n'avaient pas pu rentrer chez eux pour les vacances ont finalement pu voyager et renouer avec leurs familles et leurs proches.

La Stratégie en matière de ressources humaines a poursuivi sa deuxième année de mise en œuvre. Bien que le budget dédié soit resté un défi, le Secrétariat a été en mesure d'obtenir un financement pour faire avancer les priorités identifiées par l'engagement du personnel dans les différents groupes de résultats de la Stratégie en matière de ressources humaines. Ces travaux comprenaient l'élaboration de politiques concernant 1) les modalités de travail flexibles et à distance, 2)



le travail, la santé, la sécurité, l'environnement et le bien-être, 3) un plan de travail solide et 4) un mécanisme de règlement des griefs. Ces travaux devraient être achevés avant la fin de l'année 2023.

Outre ces travaux spécifiques sur les politiques dans le cadre de la Stratégie matière de ressources humaines, d'autres développements clés ont permis de renforcer l'engagement et le soutien du PROE à l'égard de la Stratégie matière de ressources humaines et de l'objectif organisationnel 5 du Plan stratégique, notamment : a) l'examen des rémunérations qui a été achevé en 2021 et que la Conférence du PROE

a décidé de reporter pour un examen plus approfondi par le groupe de travail des Membres sur le rapport relatif à l'évaluation indépendante et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique du PROE. Dans l'intervalle, les Membres ont bien voulu approuver une augmentation générale des salaires de 2,5 % à compter du 1er janvier 2022 ; b) le renouvellement de l'assurance médicale du personnel pour une nouvelle période de trois ans auprès d'Allianz Worldwide Care ; c) la révision du règlement du personnel ; et d) la révision de nombreuses autres politiques relatives au personnel, y compris un essai de modification du processus de recrutement et de sélection.



Questions transversales et enseignements tirés

Notre travail au sein du PROE est interconnecté et comporte de nombreuses questions transversales clés. Cette section met en évidence ces questions transversales, notamment l'innovation, les liens stratégiques, l'intégration de la problématique hommes-femmes, la gestion des risques, ainsi que certaines des leçons apprises alors que nous continuons à travailler pour un environnement plus résilient dans le Pacifique.

Photo : Ocean Ventures Fiji

49

Innovation

L'innovation et la flexibilité dans la prestation de services aux Membres se sont maintenues même après l'ouverture des frontières grâce à l'apprentissage hybride interactif faisant appel à des plateformes virtuelles. Les prestations continuent d'être fournies à un public plus large dans toute la région, réaffirmant l'engagement du PROE à relever les défis environnementaux critiques, même après la levée des

restrictions frontalières. Des webinaires et manifestations en ligne ont également été organisés et exécutés par les programmes et départements du PROE en 2022.

Le Centre océanien sur les changements climatiques du PROE a hébergé du 4 au 6 octobre la première Exposition virtuelle du Pacifique sur les innovations climatiques. Plus de 2 000 personnes ont pris part à cet événement qui comprenait

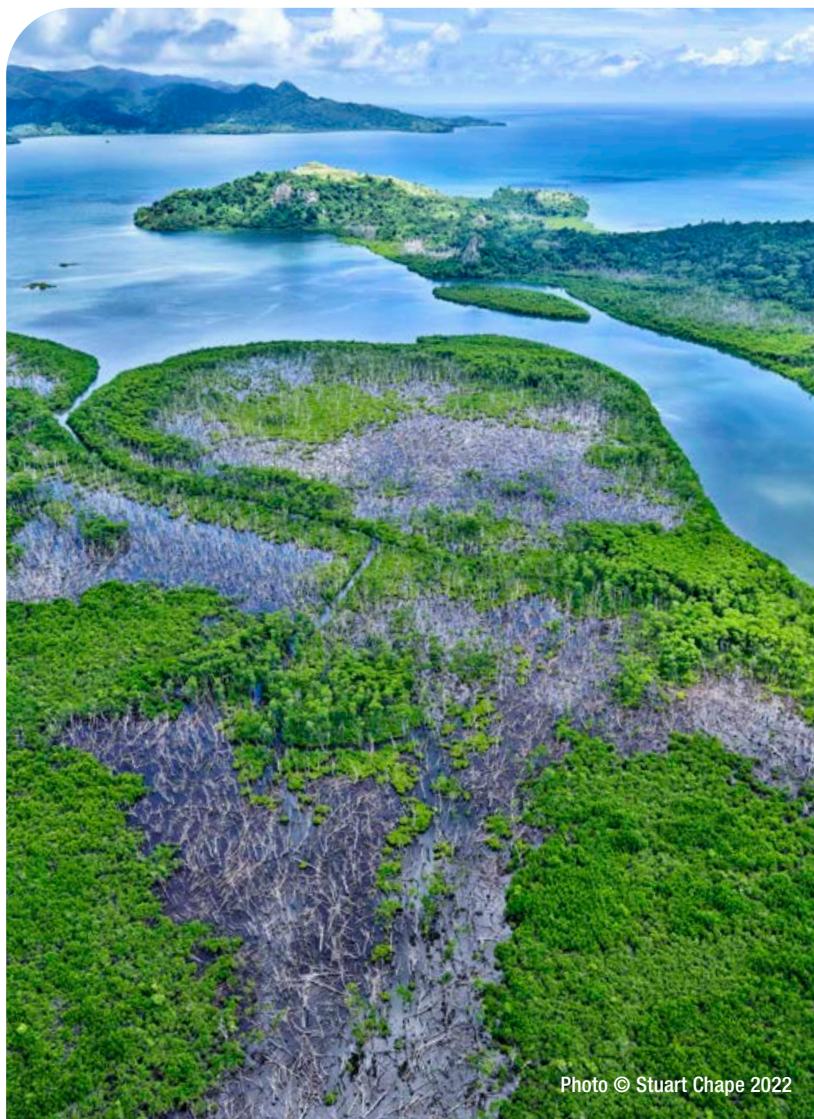
à la fois des sessions quotidiennes de webinaires et des expositions virtuelles. Cet événement leur a permis de découvrir des solutions technologiques innovantes potentielles aux défis posés par les changements climatiques dans la région du Pacifique.

Le Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA) et le portail des ressources sur l'évaluation de l'impact sur

l'environnement (EIE) peuvent à présent compter sur une liste d'envoi de 300 membres issus de gouvernements et d'organismes donateurs en lien avec la mise en œuvre de l'EIE et les approbations. Aujourd'hui, près de 190 membres enregistrés sur le portail sont capables d'accéder à des contenus et à des conseils exclusifs en matière d'EIE, adaptés à la région.

Une modalité de mise en œuvre renforcée avec la mobilisation des partenaires sous-régionaux

- Le programme Pacific BioScapes, financé par l'UE et mis en œuvre dans 11 pays, a mobilisé les partenaires régionaux du PROE comme modalité de mise en œuvre afin d'appuyer au mieux la réponse aux besoins des Membres des îles du Pacifique.
- Grâce au travail du projet ISLANDS du FEM et du PNUÉ, les démarches ont progressé sur le partenariat Moana Taka (MTP) Plus, un rapprochement entre le PROE et Swire Shipping, pour l'élimination des déchets non commerciaux du Pacifique insulaire à destination de Swire dans la région Asie-Pacifique. Le MTP-Plus vise à étendre le MTP existant à d'autres compagnies maritimes du Pacifique et à d'autres petits États insulaires en développement.
- Une économie circulaire plus sûre dans la conservation, la protection et l'utilisation des ressources naturelles pour améliorer la résilience par la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui place Refuser, Renoncer et Repenser au sommet de la pyramide, suivi de Réduire, Réutiliser, Recycler et Renvoyer.
- Renforcer la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques par la gestion des déchets issus des catastrophes en améliorant l'accès aux décharges aux Tonga et à Vanuatu, ainsi que par l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, qui présentent un danger pour les secouristes et les bénévoles en cas de sinistre.
- Le maintien du protocole d'accord avec l'Association néo-zélandaise pour les évaluations d'impact (NZIA) a continué de renforcer les relations entre les membres de la NZIA et le PROE, en mettant leur expertise au service de la formation dans les domaines identifiés par le PROE. La participation des spécialistes de la NZIA à l'organisation de formations pour les pays Membres est gratuite.
- L'équipe SIG du PROE a obtenu un financement du projet « Garantir la résilience des écosystèmes dans les aires protégées » (EREPA) dans les Îles Salomon grâce au financement du FVC-UICN. L'équipe SIG a apporté son appui à l'élaboration d'informations géospatiales sur les aires protégées pour les cinq provinces des Îles Salomon.
- L'intégration des fonctions du Secrétariat de la Convention de Nouméa dans le programme ACP-AME 3 a permis d'accroître à la fois la visibilité de la convention et du programme dans la région du Pacifique, par le biais de publications, de formations et de préparations et négociations de la CdP à la Convention de Nouméa.
- La mise en œuvre réussie du Partenariat pour l'apprentissage dans le Pacifique pour les garanties environnementales et sociales (PLP-ESS) a suscité des discussions entre la Banque mondiale et le PROE sur une relation à plus long terme visant à renforcer les démarches des évaluations d'impact sur l'environnement (EIE) et des garanties environnementales et sociales (ESS) dans la région du Pacifique.
- La Stratégie en matière de ressources humaines du PROE est une stratégie organisationnelle destinée à l'ensemble du personnel. L'approche de mise en œuvre prévoit que le Directeur général dirige la stratégie, tandis que l'équipe de direction prend en charge la réalisation des résultats spécifiques. Le Comité consultatif du personnel joue un rôle actif, de sorte que l'ensemble des collaborateurs participent aux différents groupes de travail chargés de la mise en œuvre de la stratégie.
- Une économie circulaire plus sûre dans la conservation, la protection et l'utilisation des ressources naturelles pour améliorer la résilience par la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui place Refuser, Renoncer et Repenser au sommet de la pyramide, suivi de Réduire, Réutiliser, Recycler et Renvoyer.
- Renforcer la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques par la gestion des déchets issus des catastrophes en améliorant l'accès aux décharges aux Tonga et à Vanuatu, ainsi que par l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, qui présentent un danger pour les secouristes et les bénévoles en cas de sinistre.
- Aider le Bureau météorologique océanien à se développer en collaboration avec les partenaires NIWA et BOM pour la migration de l'outil d'alerte précoce de SCOPIC à CliDesc.



Interconnexions stratégiques

Des mécanismes de coordination ont été mis sur pied en 2018 afin de veiller à la poursuite du fonctionnement et de l'exécution du travail et des services du PROE de façon plus intégrée et plus cohérente. Voici quelques exemples des principaux résultats obtenus :

- Le programme Résilience face aux changements climatiques (RCC) a travaillé en étroite collaboration avec Écosystèmes insulaires et océaniques (EIO), Gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC) et Gouvernance et surveillance environnementales (GSE) sur un certain nombre d'initiatives afin de garantir une approche commune pour remplir les objectifs régionaux clés du PROE, notamment à travers les thèmes transversaux des changements climatiques et des océans. On peut citer à titre d'exemple : le travail combiné pour établir un protocole d'accord avec le CSIRO afin de garantir des activités scientifiques et de recherche de pointe pour étayer nos programmes respectifs et produire de meilleurs résultats tant pour la gestion de nos océans que pour la réponse aux changements climatiques ; et le travail combiné pour réaliser des résultats et des activités principales dans le cadre de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050, par l'intermédiaire du groupe de spécialistes multisectoriels sur les changements climatiques, les océans et l'environnement.
- Le programme ACP-AME 3 a fait appel à la participation des départements EIO, WMPC et GSE pour la mise en œuvre de ses activités dans le cadre de sa composante PROE et Convention de Nouméa.

Aux niveaux régional et mondial, le PROE a poursuivi sa participation active aux mécanismes clés, en étroite collaboration avec les principaux partenaires. Les principaux résultats atteints sont décrits ci-dessous :

- Le PROE a continué à participer activement à l'élaboration de la Stratégie 2050 dirigée par le SFIP en prodiguant des conseils et des apports techniques, en particulier dans les domaines stratégiques liés aux principaux axes de travail du PROE. La Stratégie 2050 a été approuvée par le Conseil exécutif du PROE en 2022 ainsi que sa mise en œuvre ultérieure.
- Le PROE a continué à intervenir dans les négociations sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale en appuyant les PÉID du Pacifique et en travaillant en étroite collaboration avec le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan (OPOC). La mobilisation du PROE est importante en tant qu'organisation régionale phare en matière d'environnement et du fait de son rôle central en tant que Secrétariat de la Convention de Nouméa.

Afin de garantir un écho suffisant des voix du Pacifique dans les négociations mondiales et les forums associés, le PROE et ses Membres ont pris part aux manifestations mondiales suivantes :

Cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE 5.2),
qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) du 28 février au 2 mars 2022

Réunions des Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm
à Genève (Suisse) du 6 au 17 juin 2022

Deuxième conférence des Nations Unies sur l'océan, sur le thème « Renforcer les actions en faveur des océans
sur la base de la science et de l'innovation pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 14

inventaire, partenariats et solutions », qui s'est tenue à Lisbonne (Portugal), du 27 juin au 1er juillet 2022

Quatrième et cinquième sessions des négociations de la Conférence intergouvernementale
pour un traité sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ)
dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à New York (États-Unis)

27e session de la Conférence des Parties (CdP 27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements
climatiques (CCNUCC) qui s'est tenue à Charm el-Cheikh (Égypte), du 6 au 18 novembre 2022

Premier Comité de négociation intergouvernemental (CNI1) chargé de négocier un accord mondial
juridiquement contraignant portant sur le cycle de vie complet de la pollution plastique,
qui s'est tenu à Punta del Este (Uruguay), du 28 novembre au 2 décembre 2022

Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB)
pour définir et approuver les objectifs pour l'après-2020 à Montréal, (Canada) du 5 au 17 décembre 2022.

Intégration de la problématique hommes-femmes

La parité hommes-femmes est essentielle à la réalisation des objectifs stratégiques du PROE. Elle se trouve au cœur de la mise en œuvre du Plan stratégique du PROE (2017–2026) et est vitale pour la réponse globale et le mandat du PROE visant à appuyer les priorités environnementales et les objectifs de développement durable des pays Membres :

L'inclusion et l'intégration de la dimension de genre sont restées une priorité du PROE dans l'ensemble des programmes et des départements : l'équipe chargée de l'intégration de l'inclusion sociale et de l'égalité femmes-hommes (GEIM) a piloté la révision de la Politique du PROE sur la parité hommes-femmes (2016), avec le concours du personnel et des partenaires, entre autres. Cette révision visait à appuyer les contributions du PROE à l'égalité des sexes, tant au niveau des projets qu'au niveau organisationnel, et à concrétiser la vision du PROE, à savoir « un environnement océanien résilient, garant de nos modes de vie et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures ». Le résultat attendu de la révision a débouché sur : la mise à jour des principes directeurs sur l'inclusion et l'intégration de l'égalité hommes-femmes ; des indicateurs pertinents liés au genre pour l'établissement des rapports ; des mesures de justice liée au genre dans le cadre des changements climatiques, entre autres. Deux Défenseurs de l'égalité des sexes ont été nommés au sein de l'organisation, à savoir, la Directrice générale adjointe pour l'équipe de direction, en charge de la gouvernance et des opérations, et le responsable du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) pour le personnel. Des efforts significatifs ont été réalisés pour promouvoir l'égalité hommes-femmes, l'inclusion sociale et renforcer le pouvoir d'action des femmes, des personnes handicapées et des communautés marginalisées au sein des programmes et des projets mis en œuvre. L'intégration de la problématique hommes-femmes a été mise en œuvre et des efforts ont été déployés dans le but de renforcer la réponse et l'engagement en faveur de l'égalité des sexes, comme en témoignent les mécanismes suivants : l'équipe GEIM, le Défenseur de la problématique hommes-femmes à la CdP et au sein du PROE, la révision de la politique en matière d'égalité des sexes et le respect des exigences en matière de parité pour chaque projet et chaque programme.

Partant du constat que les changements climatiques se poursuivront, même si l'on espère qu'ils se feront à un rythme moins soutenu, le PCCC a organisé, dans le cadre de sa démarche de renforcement des capacités, une série d'ateliers sur les changements climatiques, la parité hommes-femmes et l'inclusion sociale à l'intention de l'association Fa'afafine samoane, de Brown Girl Woke et du Bureau du médiateur du Samoa. Le PROE, par l'intermédiaire du PCCC, est également membre du réseau Women of the Wave (WOW), qui vise à appuyer et à inspirer les femmes au sein des organisations gouvernementales internationales du Pacifique à réaliser leurs aspirations en matière d'encadrement et d'avancement de carrière, et à étendre les réseaux et possibilités dans un secteur où le nombre de femmes aux postes de direction est insuffisant.

Le PCCC, à travers son Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique pour le Pacifique, a formé plus de 600 participants (entre 2019 et 2022) issus des autorités gouvernementales, de la société civile, des ONG et du secteur privé, dont 54,25 % du total des participants étaient des femmes.

La problématique hommes-femmes est prise en compte au moyen d'activités spécifiques dans les projets mis en œuvre par le programme EIO, notamment par la participation directe de spécialistes en la matière pour assurer la conformité de l'exécution de l'activité. Le projet KIWA, qui vise à renforcer la coopération régionale en matière de solutions axées sur la nature pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique, a effectué une segmentation selon le sexe dans son rapport. Il veille également à ce que les groupes de femmes du Pacifique puissent accéder efficacement aux fonds des solutions axées sur la nature grâce à des activités de renforcement des capacités.

Les projets PacWastePlus, SWAP et POLP mis en œuvre par le programme de Gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC) appliquent leurs plans d'égalité des sexes en veillant à l'inclusion des

femmes dans leurs activités dans les différents pays. Le PacWastePlus a évalué les incidences de l'initiative GEDSI sur la mise en œuvre de systèmes de financement durables afin de subventionner et d'améliorer la gestion des déchets. Par ailleurs, il a également conçu une boîte à outils pour les questions liées à l'initiative GEDSI. Intégrer la parité hommes-femmes et l'inclusion sociale est une priorité pour le projet SWAP. À ce titre, ce dernier a élaboré une stratégie et un plan d'action pour la parité hommes-femmes et l'inclusion sociale, qui sont appliqués dans l'ensemble des activités du projet.

Le programme GSE a intégré la dimension de genre et l'inclusion des femmes dans ses activités. L'autonomisation des femmes dans le domaine des données pour la prise de décision et la création d'un groupe de parties prenantes équilibré du point de vue du genre (dont le Comité de pilotage, les mécanismes de coordination nationaux et la participation aux réunions) sont des priorités du projet Inform. Le Comité de pilotage du projet Inform compte deux femmes et un homme ; les points de contact des projets nationaux comptent neuf femmes et cinq hommes ; et le projet Inform lui-même compte six femmes et quatre hommes. Les formations relatives au portail de données, à l'outil d'établissement de rapports sur les indicateurs et à la collecte de données mobiles ont été suivies par 60 % de femmes et 40 % d'hommes. L'inscription à la plateforme d'apprentissage en ligne a quant à elle été effectuée par 53 % de femmes et 47 % d'hommes.

Le programme GSE a déployé des efforts considérables pour promouvoir l'égalité des sexes et ainsi garantir une participation égale des hommes et des femmes dans toutes ses activités. Tout au long de l'année, l'unité a intégré la dimension de genre dans son travail et a cherché activement à mobiliser les femmes dans tous les domaines, en s'appuyant notamment sur la collecte et l'analyse de données ventilées selon le sexe afin d'identifier les domaines dans lesquels nous pouvons améliorer notre implication auprès des femmes. Les données ont montré que la proportion moyenne estimée de femmes participant à la planification des activités (webinaire ESE, formation EIE – Îles Cook et Tokélaou, formations PLP-ESS, formation sur le tourisme durable au Samoa, formation EIE PUMA, etc.) est d'environ 45 %.

Le rapport du PIP 3 (2022-2023) a fourni des données ventilées selon le sexe, dans la mesure du possible, pour les activités mises en œuvre dans les pays par les programmes, qui ont enregistré une moyenne de 45 à 65 % de participation de la part des femmes.

À l'échelle de l'organisation, la problématique hommes-femmes a été intégrée dans les réunions mensuelles de l'équipe de direction du PROE, où elle figure systématiquement à l'ordre du jour. Cela a permis et facilité une plus grande prise de conscience et la reconnaissance de l'importance de l'égalité des sexes à tous les niveaux de l'organisation.

La Stratégie en matière de ressources humaines encourage l'inclusion et la participation de l'équipe GEIM à la mise en œuvre d'activités importantes dans le cadre de la Stratégie. L'équité et l'intégration du genre ont été prises en compte dans toutes les activités de recrutement et de passation de marchés réalisées pour 2022, conformément aux engagements du personnel à se consacrer au PROE, signés dans leur contrat d'embauche.

L'intégration de la parité hommes-femmes au sein du PROE se reflète dans les produits et services de communication présentés dans les directives, les listes de contrôle et les formulaires de rapport, lesquels sont conformes à la politique de 2016 en matière de parité hommes-femmes (en cours de révision). Cette intégration est également visible dans les panels constitués pour les événements parallèles, les webinaires, les lancements ou toute autre manifestation nécessitant un groupe de présentateurs et présentatrices ou d'intervenants et intervenantes. À titre d'exemple, ces dirigeantes du Pacifique ont bénéficié d'une assistance lors de la CdP 27 : la ministre de l'Environnement de Nioué, l'envoyée spéciale aux Îles Marshall, la Directrice générale du Département de la protection et de la conservation de l'environnement du ministère de l'Adaptation et de la Résilience aux changements climatiques de Vanuatu.

Gestion des risques

La gestion des risques est une composante à part entière de la gouvernance de l'organisation et de la prise de décision afin d'améliorer la résilience, la responsabilité et la réalisation des objectifs stratégiques. C'est une priorité pour le PROE, que ce soit à l'échelle des projets, des programmes ou de l'organisation.

Sur le plan organisationnel, l'équipe de direction a constamment contrôlé et géré les risques institutionnels prioritaires (RIP) en tenant les cadres informés de l'identification, de l'atténuation et de la communication des RIP répertoriés par le Comité de gestion des risques. La gestion des risques figure parmi les sujets permanents à l'ordre du jour des réunions mensuelles de l'équipe de direction. Au niveau de l'organisation, les catégories de risques ont été identifiées, évaluées et communiquées comme suit :

- RIP 1 – Catastrophes d'origine humaine et naturelle, y compris les pandémies mondiales
- RIP 2 – Insuffisance de fonds pour les opérations, tant pour le budget de base que pour les autres budgets
- RIP 3 – Retard de mise en œuvre des projets
- RIP 4 – Capacité des ressources humaines

Au niveau des programmes et des projets, des évaluations des risques sont effectuées pour les projets en cours, comme expliqué ci-dessous :

- Pour l'EIO, la gestion des risques est intégrée dans la mise en œuvre du projet.
- Pour le WMPC, la gestion des risques a commencé par la conduite d'évaluations annuelles de tous ses projets, au cours desquelles des comptes rendus réguliers sont examinés, comme la lutte contre la pandémie de COVID-19 grâce au recrutement de responsables de projet nationaux. Les projets PacWastePlus, SWAP, POLP et ISLANDS ont mené une évaluation annuelle de leurs plans de gestion des risques et ont fourni des comptes rendus réguliers à leurs comités de pilotage et à leurs groupes de gouvernance.
- Pour le GSE, les risques associés à la mise en œuvre du projet ACP-AME 3 sont évalués conjointement avec les programmes EIO et WMPC. Les retards dans la mise en œuvre des activités sont dus à divers facteurs, dont la disponibilité du personnel clé et les contraintes de capacité.

Les risques financiers font l'objet d'un suivi et d'une gestion cohérents et continus, comme l'attestent les rapports d'audit positifs pour toutes les vérifications effectuées en 2022. Cela donne des garanties non seulement quant à la gestion efficace et transparente des fonds par le PROE, mais aussi quant à la qualité des systèmes de contrôle interne et des structures de gouvernance mis en place par le PROE.

Enseignements tirés

Lors de la mise en œuvre de la première année du PIP 3 au sein de l'organisation, des enseignements essentiels sont ressortis :

- Mobilisation des partenaires et coordination régionale
- La coordination avec d'autres organisations régionales est essentielle pour traiter les grandes problématiques environnementales à l'échelle régionale, notamment avec les organismes régionaux de régulation de la pêche, la division FAME (pêche, aquaculture et écosystèmes marins) de la CPS et les autorités nationales de la pêche en ce qui concerne les captures accessoires d'espèces menacées et en voie d'extinction.
- L'approche One CORP visant à soutenir les délégué-es des îles du Pacifique en vue de la CdP15 à la CDB a permis de relever le niveau de l'assistance technique fournie, ce qui a grandement contribué à la participation des Membres du Pacifique insulaire aux négociations de la CdP15 à la CDB.
- L'intensification de la collaboration avec les partenaires apporte une valeur ajoutée à l'exécution des programmes du PROE.
- Les relations constructives et durables établies avec la NZAIA, la SPTO, l'IAIA, le PNUE, la BAD, la Banque mondiale et l'UPS ont contribué à une meilleure mise en œuvre des programmes et des projets, notamment sur le plan du renforcement des capacités et de la formation aux EIE et ESS.

Apprentissage continu

Il convient de mettre en place des sessions de renforcement des capacités ou des plateformes de formation continue pour permettre au personnel du PROE de se perfectionner, par exemple : des sessions de formation et de sensibilisation à l'informatique pour renforcer leurs compétences et leurs connaissances en matière de technologies et de programmes numériques, afin de minimiser les risques de sécurité et de veiller à ce que tout risque pour l'organisation soit évité et/ou minimisé.

53

Gouvernance et opérations

Compte tenu de la nature des activités du PROE, ses opérations et son personnel doivent faire preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'une grande souplesse face à l'évolution de l'environnement de travail. Cela implique de renforcer la capacité à garantir la conformité et l'application cohérente des cadres politiques de gouvernance approuvés. Par exemple, les procédures de gestion financière, le manuel sur les marchés publics, le règlement du personnel et les politiques de ressources humaines correspondantes, la politique de gestion des risques, les politiques informatiques, la stratégie de gestion des connaissances et les garanties environnementales et sociales (ESS).

Le financement durable du PROE est certes le fruit des efforts collectifs de nombreux acteurs (et pas seulement de l'équipe du

PROE), mais l'augmentation du coût des activités dans le contexte actuel est partiellement prise en compte par la gestion des frais d'appui aux programmes, qui requiert une approche plus stratégique et plus pragmatique pour garantir la viabilité financière. Cela souligne également la nécessité de remédier à l'insuffisance de l'appui au financement de base au moyen des cotisations des Membres, qui sont restées généralement inchangées au fil des années.

Un budget dédié aux activités de la Stratégie en matière de ressources humaines est désormais intégré en tant que composante clé du budget du personnel. Cela renforce l'engagement de l'équipe de direction et du Secrétariat envers ses collaborateurs et la mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines.

Déclaration annuelle relative au contrôle interne pour l'exercice 2022

Responsabilités

Le Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE) est responsable du maintien d'un système de contrôle interne efficace et performant, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds du PROE soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, rationnelle et efficace.

Objectif du système de contrôle interne

Le rôle du contrôle interne est de réduire et de gérer (et non d'éliminer) le risque d'échec dans la réalisation des buts, objectifs et politiques connexes de l'Organisation. Par conséquent, il peut fournir une garantie d'efficacité raisonnable, mais non absolue. Il s'agit d'une démarche continue visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'ampleur de ces risques et à les gérer efficacement.

Les principaux éléments de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

Le PROE dispose d'une directive relative au Cadre de contrôle interne, établie d'après le modèle de contrôle interne¹ COSO, qui est la base d'interprétation la plus connue et le modèle le plus accepté pour le Cadre de contrôle interne au sein des organisations. Ce modèle définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces principes et composantes, la directive précise les contrôles importants en place au PROE.

Garantir la conformité aux politiques et procédures établies : le PROE a entrepris une révision complète de l'ensemble de ses politiques, procédures et manuels existants et élabore de nouvelles politiques, afin d'en assurer la cohérence, la pertinence et l'efficacité pour répondre à nos besoins actuels.

Valeurs organisationnelles et Code de conduite : les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE sont mis à la disposition de l'ensemble des membres du personnel au moment de leur entrée en fonction et sont régulièrement réaffirmés. Le comportement escompté est contrôlé au moyen de nos évaluations des performances et renforcé par une disposition relative à la Prévention de la fraude et à la Protection des lanceurs d'alerte.

Politique et dispositions du Manuel du PROE concernant les marchés publics : le PROE a mis en place une procédure rigoureuse de passation de marchés et d'approbation qui favorisent le respect des normes et des bonnes pratiques afin de garantir que les fonds des Membres sont correctement préservés et utilisés de manière économique, efficace et rationnelle, conformément à l'autorité en régissant l'utilisation.

Gestion financière : le directeur du service Finances et administration est responsable de la gestion financière des comptes du PROE, notamment de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé et assure ainsi une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech-One, opérationnel depuis 2014, qui produit les données des états financiers, conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS, International Financial Reporting Standards) et aux Normes internationales d'audit (ISA, International Standards on Auditing).

¹ Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) Contrôle interne – Cadre intégré, mai 2013

Gestion des risques : une version révisée du Manuel du PROE pour la gestion des risques a été approuvée en novembre 2021, conforme aux normes ISO 31000:2018. Il inclut le cahier des charges, présidé par la Directrice générale adjointe, avec l'appui du Comité de gestion des risques. En matière de gestion des risques, le PROE adopte une approche intégrale et systématique visant à cerner, atténuer, contrôler et communiquer les principaux risques pour l'Organisation.

Examen de l'efficacité du contrôle interne :

En tant que Directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. Mon avis se fonde entre autres sur les sources suivantes :

Réunions de l'équipe de direction : l'équipe de direction du Secrétariat se réunit tous les mois, et plus souvent si nécessaire. L'objectif de cette réunion est de prendre des décisions, de relever et de résoudre les problèmes, de veiller à l'harmonisation transversale et d'avoir un aperçu de l'état de chaque programme et département.

Comité d'audit : le Comité d'audit est composé de cinq experts et expertes indépendant-es et est complété par les membres de la Troïka (à savoir l'ancien, l'actuel et le futur pays ou territoire assurant la Présidence de la Conférence du PROE). Le Comité d'audit se réunit trois à quatre fois par an et assure au Secrétariat une surveillance structurée et systématique des pratiques de gouvernance, de gestion des risques et de contrôle interne du PROE.

Fonction d'audit interne : l'audit interne apporte une garantie indépendante et objective quant au bon fonctionnement des pratiques du Secrétariat en matière de gestion des risques, de gouvernance et de contrôle interne. L'auditeur ou l'auditrice interne rend compte au Directeur général sur les questions administratives et est responsable devant le Comité d'audit.

Audit externe : les commissaires aux comptes certifient annuellement la conformité des états financiers par rapport aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux Normes internationales d'audit (ISA), ce qui garantit un degré élevé de transparence. En 2022, les commissaires aux comptes indépendants du cabinet BDO Samoa n'ont détecté aucune lacune de contrôle majeure et ont émis un avis d'audit favorable sans réserve.

Au vu de tout ceci, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le Cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles, gérer ses risques et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et relevées dans ce cadre sont en cours de traitement, tandis que le PROE continue d'apporter ses services aux Membres dans le cadre de son Plan stratégique 2017-2026.

Le PROE traverse actuellement une période de croissance et de mutation marquée par l'augmentation de son personnel et du nombre de ses bureaux. Cela nous obligera à réviser, renforcer et améliorer en permanence nos systèmes et procédures de gestion afin de garantir la sauvegarde de nos finances, de nos actifs et de notre réputation. C'est un défi que nous sommes prêts à relever.



Sefanaia Nawadra
Directeur général

Apia, Samoa

24 mai 2023

Déclaration du Comité d'audit sur le contrôle interne pour l'exercice 2022

Présentation

Le Comité d'audit soumet la présente déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2022 conformément à la Politique de gouvernance du PROE et aux résolutions issues des réunions du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit. Ce dernier s'est réuni en mars, avril et décembre 2022.

Composition du Comité d'audit 2022

Pour l'exercice 2022, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Associé de Koki Tuala Chartered Accountant (KTCA) (Second mandat reconduit en novembre 2019)
Membre	M. Barry Patterson, Haut-Commissaire adjoint, Haut-Commissariat pour l'Australie (Mandat terminé en décembre 2022)
Membre	Mme. Katherine Berryman, Directrice adjointe, Pacific Climate Finance and Partnerships Section, New Zealand and Climate Branch, (Section du financement et des partenariats climatiques dans le Pacifique, Division Nouvelle-Zélande et climat), ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) (Nommée en mars 2023)
Membre	M. Taimalie Kele Lui, Responsable des ressources humaines, Bureau des Tokélaou, Apia (Second mandat reconduit en mars 2023)
Membre	Mme. Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, Ministère des finances, Samoa (Second mandat reconduit en mars 2023)
Membre	Mme. Ella Risati, Deuxième secrétaire, Haut-Commissariat pour la Nouvelle-Zélande (Mandat terminé en février 2023)
Membre	M. Reece Fitzgibbon, Deuxième secrétaire, Haut-Commissariat pour la Nouvelle-Zélande (Nommée en mars 2023)

Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné l'état financier vérifié de 2022 signé par Sefanaia Nawadra, Directeur général du PROE, le 29 mars 2023. Les informations sont conformes aux documents, aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

Le Comité d'audit tient à souligner l'importance des points suivants :

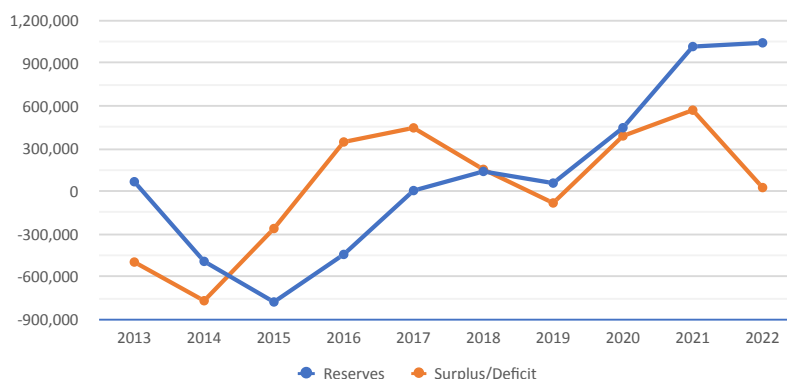
1. Le Comité invite à poursuivre les consultations régulières avec l'équipe de direction au cours de l'année et les consultations annuelles avec les Commissaire aux comptes, qui se sont toutes révélées utiles et précieuses pour améliorer le dialogue, prendre des décisions efficaces et identifier rapidement des solutions pratiques aux défis que doit relever le Secrétariat.
2. Le Comité salue les efforts concertés déployés par le Secrétariat pour gérer sa situation financière et ses performances, ainsi que la contribution des partenaires et des bailleurs (notamment le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce et le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce), au fonctionnement du Secrétariat et au financement de son budget de base.
3. Le Comité remercie les Membres du PROE pour leurs cotisations annuelles, leurs contributions volontaires et leur appui constant au Secrétariat. Toutefois, le Comité encourage les Membres du PROE à régler leurs cotisations en temps opportun et à accroître leur engagement sous forme de contributions volontaires afin de maintenir des fonds de réserve et ainsi garantir une situation financière positive pour le PROE.
4. Le Comité a noté que les cotisations en souffrance (trésorerie) pour la période clôturée le 31 décembre 2022 s'élevaient à 459 672 USD. Le Comité a également noté la régularisation ultérieure des cotisations de 2022 d'un montant de 61 088 USD au cours du premier trimestre 2023.
5. Le Comité prie instamment le Secrétariat de poursuivre le dialogue et de conclure des accords de paiement avec les Membres qui éprouvent des difficultés à s'acquitter de leurs cotisations impayées.
6. La hausse des contributions des membres jusqu'à 20 % a été approuvée sur le principe lors de la 28e Conférence du PROE (CP28) en 2017, sous réserve de confirmation de la part des capitales et des gouvernements ; néanmoins, le Comité a noté que cette mesure n'a pas été adoptée avec succès. Le Comité appelle tous les Membres à envisager une contribution volontaire supplémentaire sur une base annuelle au budget de base afin d'assurer la pérennité financière et le renforcement des opérations du Secrétariat et de répondre efficacement aux besoins des Membres. Le Comité invite respectueusement les Membres à respecter pleinement sa résolution de la CP28 relative à cette augmentation de 20 % des cotisations.
7. Le Comité est également d'avis qu'il est préférable que les Membres augmentent progressivement leurs contributions volontaires annuelles en vue d'améliorer les fonds de réserve plutôt que de devoir réclamer une contribution substantielle à l'avenir, à un moment où le PROE aurait des difficultés à faire face à ses obligations financières. Cette approche tient également compte des incertitudes financières qui règnent actuellement au niveau mondial et des difficultés à obtenir des financements de la part des États non membres et d'autres parties prenantes à l'avenir. La survie à long terme du PROE incombe donc à ses Membres.

8. Les frais de gestion de projet, qui constituent une importante source de revenus interne pour le Secrétariat, ont grimpé de 37 % (soit 484 560 USD), passant de 1 313 071 USD en 2021 à 1 797 631 dollars US en 2022. Cette hausse est principalement due à la levée des restrictions de déplacement imposées par la COVID, qui a permis d'augmenter le taux d'exécution des projets. Le Comité est conscient que les frais de gestion des projets dépendent du taux de mise en œuvre et de réalisation des projets. Il invite donc instamment le Secrétariat à revoir et à rationaliser en permanence son système et ses procédures afin de faciliter et d'améliorer la mise en œuvre des projets et, à terme, de les achever efficacement dans les délais impartis.
9. Malgré une nette amélioration au cours des dix dernières années, le Comité estime que les fonds de réserve, qui s'élèvent à 1 043 972 USD au 31 décembre 2022, restent à un niveau critique au regard des coûts de fonctionnement annuels en hausse du Secrétariat (2022 : 5,8 million USD ; 2021 : 4,9 millions USD).

La situation financière (réserves) et les résultats financiers (excédent et déficit nets) pour les dix dernières années (2013–2022) :

Année	Situation financière réserve USD	Résultats financiers Excédent/(Déficit) net USD
2022	1 043 972	26 261
2021	1 017 711	570 573
2020	447 139	389 376
2019	57 763	(81977)
2018	139 740	154 273
2017	5 123	445 982
2016	(443 762)	346 898
2015	(778 112)	(261 729)
2014	(492 631)	(769 488)
2013	67 448	(497 436)

Situation financière (réserves) et résultats financiers (excédent/déficit) du Secrétariat pour la période 2013–2022 :



10. Le Comité soutient et estime qu'il est primordial de disposer de solides fonds de réserve pour assurer une mise en œuvre efficace des activités actuelles, maintenir les actifs et les infrastructures, garantir le bien-être des employés, répondre aux imprévus et contribuer au développement régional et à la future croissance du Secrétariat.
11. Le Comité appelle le Secrétariat à rester vigilant et à continuer d'améliorer ses revenus, de reconduire les accords de partenariat existants et d'en prospecter de nouveaux, d'améliorer la réalisation et l'efficacité des projets, de gérer au mieux ses dépenses et son exposition aux risques liés à l'inflation mondiale annoncée, qui aura des répercussions sur les coûts de fonctionnement du Secrétariat.
12. Le Comité n'a reçu aucune plainte pour fraude par le biais de son canal dédié pendant la période sous revue. Deux sessions de sensibilisation à la fraude ont été organisées afin d'encourager les membres du personnel à prendre les mesures nécessaires pour atténuer ce risque ou, le cas échéant, les options et mécanismes de signalement en place pour y remédier, et les garanties offertes pour protéger les lanceurs d'alerte.
13. Le Comité a examiné les états financiers vérifiés de 2022 et les politiques comptables applicables avec le Directeur général, la Directrice des finances et de l'administration et les Commissaires aux comptes du cabinet BDO Samoa. Il a également pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers et de leur lettre à l'intention de la direction, sur la base desquels il a émis des recommandations en vue de l'amélioration des opérations du PROE à l'avenir.
14. En conséquence, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2022 et l'avis d'audit sans réserve des Commissaires aux comptes sont acceptés par les Membres du PROE.

Tupuola Oloialii Koki Tuala

Président du Comité d'audit

Apia, Samoa

Date : 30 juin 2023

Executive Management Report for the Financial Year 2022

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2022 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

Executive Management

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Sefanaia Nawadra	<i>Director General</i>
Easter Chu Shing	<i>Deputy Director General</i>
Tagaloa Cooper	<i>Director, Climate Change Resilience</i>
Stuart Chape	<i>Director, Island and Ocean Ecosystems</i>
Anthony Talouli	<i>Director, Waste Management and Pollution Control</i>
Jope Davetanivalu	<i>Director, Environmental Monitoring and Governance</i>
Clark Peteru	<i>Legal Counsel</i>
Simeamativa Vaai	<i>Director, Human Resources</i>
Petra Chan Tung	<i>Director, Finance and Administration</i>

Principal Activity

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2022:

- During the year the Secretariat expended US\$5.8 million dollars compared to expenditure of US\$4.9 million in 2021.
- The net surplus for the period was US\$26,261 compared to the net surplus of US\$570,573 in 2021.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized and there was a foreign exchange loss of \$29,386 in 2022 compared to a gain of \$66,406 recognised in 2021.
- Management recognizes that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to strengthening the financial structure for SPREP and thus rebuilding reserve funds over time to ensure a strong financial position for the Secretariat in the long run.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the total reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.

Executive Management Report for the Financial Year 2022 *cont.*

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors BDO Chartered Accountants, Samoa having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion

- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2022;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2022;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2022; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Sefanaia Nawadra
Director General



Easter Chu Shing
Deputy Director General

29 March 2023

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES

To the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme Report on the Audit of the Financial Statements



Tel: +685 24 337
Tel: +685 24 575
Email: info@bdo.ws
www.bdo.ws

BDO House
Chartered Accountants
Vaitele St Lalovaea
PO Box 859
Apia, Samoa

Opinion

We have audited the financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (the Secretariat), which comprise:

- the statement of financial position as at 31 December 2022;
- the core fund statement of comprehensive income, statement of changes in funds and reserves, and statement of cash flows for the year ended 31 December 2022; and
- notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies as set out in note 2 of the financial statement.

In our opinion the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Secretariat as at December 31, 2022, and (of) its financial performance and its cash flows for the year ended 31 December 2022 in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report.

We are independent of the Secretariat in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' *Code of Ethics for Professional Accountants* (IESBA Code) together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Samoa, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements and the IESBA Code.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other Information

The directors are responsible for the other information. The other information comprises the information included in the director's report but does not include the financial statements and our auditor's report thereon. Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated.

If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRSs, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Secretariat's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Secretariat or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Secretariat's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Secretariat's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Secretariat's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Secretariat to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit

BDO
CHARTERED ACCOUNTANTS

Ernest Betham
Engagement Partner

Apia, Samoa
29th March 2023

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FOND PRINCIPAL 2022



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Core Fund Statement of Comprehensive Income
For the year ended 31 December 2022

	Notes	2022	2021
Income		\$	\$
Member contributions	5	1,190,195	1,183,955
Programme management charges	18 (b)	1,797,631	1,313,071
Other donor fund income	6	2,294,333	2,388,092
Amortisation of deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Other income	7	228,777	197,823
Total income		5,750,410	5,322,415
Expenses			
Advertisements		8,058	13,486
Consultancies		867,140	31,025
Depreciation	11/13	309,554	309,278
Electricity & Water		59,682	57,076
Freight and Postal Expenses		250	978
Impairment Expense		56,574	132,780
Insurance		269,131	204,419
Licences & Registration		-	11,313
Printing, Stationery and Office Supplies		88,226	78,950
Professional Services		169,329	382,426
Program Support Costs		104,091	141,819
Repairs & Maintenance		30,841	27,918
Remuneration Costs		3,150,217	2,957,526
Superannuation expense		312,630	280,971
SPREP Meeting		12,417	50,032
Telephone and Internet		58,341	81,276
Travel		66,731	-
Workshops & Trainings		28,626	10,874
Other Expenses		181,269	98,794
Total expenses		5,773,107	4,870,942
Surplus/(Deficit) before net finance costs and foreign exchange		(22,696)	451,473
Net finance income	10	78,344	52,693
Foreign exchange gain		(29,386)	66,406
Net Surplus /(Deficit)		26,261	570,573

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2022



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Financial Position
As at 31 December 2022

	Notes	2022 \$	2021 \$
ASSETS			
Non-current assets			
Property and equipment	13	9,888,472	10,124,198
Right of Use Asset	11	-	22,769
Total non-current assets		9,888,472	10,146,967
Current assets			
Cash and cash equivalents	14	46,373,144	32,191,284
Receivables and prepayments	15	275,711	195,619
Total current assets		46,648,855	32,386,904
TOTAL ASSETS		56,537,327	42,533,870
RESERVES AND LIABILITIES			
Reserves			
Core funds		1,043,972	1,017,711
Total reserves		1,043,972	1,017,711
Non-Current Liabilities			
Employee benefits	16	360,395	273,054
Deferred income - property and equipment	8	9,441,060	9,680,534
Total non-current liabilities		9,801,455	9,953,588
Current Liabilities			
Programme/donor funds	18 (b)	35,755,187	26,238,836
Payables and accruals	17	927,649	953,951
Employee entitlements	16	822,486	960,847
Deferred income - property and equipment	8	239,474	239,474
Income received in advance	9	7,947,104	3,144,683
Lease liability	11	-	24,779
Total current liabilities		45,691,900	31,562,571
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES		56,537,327	42,533,870

Signed on behalf of the SPREP Members

Sefanaia Nawadra

Easter Chu Shina

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDOS PRINCIPAL 2022



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Changes in Funds and Reserves
For the year ended 31 December 2022

	Core Fund	Total
	\$	\$
Balance at 1st January 2021	<u>447,139</u>	<u>447,139</u>
Net Surplus for the year	570,573	570,573
Balance at 31st December 2021	<u>1,017,711</u>	<u>1,017,711</u>
Balance at 1st January 2022	1,017,711	1,017,711
Net Surplus for the year	26,261	26,261
Balance at 31 December 2022	<u>1,043,972</u>	<u>1,043,972</u>

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2022



Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Cash Flows
For the year ended 31 December 2022

	Notes	2022 \$	2021 \$
Cash flows from operating activities			
Member contributions		1,220,190	1,061,994
Interest received		17,743	40,294
Core donor funds received	6	2,294,333	2,388,092
Other receipts		202,883	227,486
Personnel costs - Corporate Services		(3,482,755)	(3,412,682)
Corporate Services costs		2,915,133	290
Programme Income/(Expenditure)		11,177,416	8,068,484
Net cash flows from operating activities		14,344,945	8,373,957
Cash flows from investing activities			
Purchase of property and equipment		(36,559)	(27,047)
Proceeds from drawdown of term deposit		3,124,683	4,471,874
New term deposit		(7,947,104)	(3,124,683)
Net cashflows for investing activities		(4,858,980)	1,320,144
Cash flows from financing activities			
Lease payments	11	(40,565)	(39,270)
Net cashflows for financing activities		(40,566)	(41,576)
Net change in cash held		9,445,399	9,652,526
Cash at beginning of the year		29,276,961	19,558,030
Effects of foreign exchange		(29,386)	66,406
Cash balance at the end of the year	14	38,692,974	29,276,961

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org.

This statement and the accompanying notes to and forming an integral part of the financial statements can be found on the SPREP website: www.sprep.org.

TITRE	LIEN / ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES	
S'engager pour des actions durables en matière de déchets dans le Pacifique (SWAP) - Journée internationale de nettoyage des côtes 2021 rapport d'activité janvier 2022	https://bit.ly/3GFgqzZ
S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP) - Rapport d'activité pour la Journée mondiale de nettoyage du littoral 2021	https://bit.ly/3UDRfNa
Carnet récapitulatif du marché du recyclage	https://bit.ly/3KsmBBA 978-982-04-1034-3 (papier) 978-982-04-1035-0 (numérique)
Rapport d'étude sur le marché du recyclage	https://bit.ly/3KTbQJU 978-982-04-1032-9 (papier) 978-982-04-1033-6 (numérique)
Gestion des pneus hors d'usage : Options de réutilisation sans traitement	https://bit.ly/3zZsJfC 978-982-04-1042-8 (papier) 978-982-04-1043-5 (numérique)
Rapport d'audit sur les déchets, République des Îles Marshall	https://bit.ly/3mnSBit 978-982-04-1036-7 (papier) 978-982-04-1039-8 (numérique)
Lignes directrices sur la gestion régionale des déchets générés par les catastrophes pour les pays insulaires du Pacifique	https://bit.ly/3GEfXhB 978-982-04-1030-5 (papier) 978-982-04-1031-1 (numérique)
Évaluation des pneus hors d'usage dans le Pacifique	https://bit.ly/41jTMI9 978-982-04-1046-6 (papier) 978-982-04-1047-3 (numérique)
Compte rendu des Tuvalu sur l'état de l'environnement en 2022	https://bit.ly/3zSWdvF 978-982-04-1037-4 (papier) 978-982-04-1039-1 (numérique)
Gestion des pneus hors d'usage : Options de traitement thermique	https://bit.ly/3MK5Ncd 978-982-04-1051-0 (papier) 978-982-04-1052-7 (numérique)
Équipement de protection individuelle : orientations pour les travailleurs du secteur de la gestion des déchets dans les pays insulaires du Pacifique	https://bit.ly/3UzvKwE 978-982-04-1040-4 (papier) 978-982-04-1041-1 (numérique)
« Écologisation » des Jeux du Pacifique : Rapport de durabilité	https://bit.ly/43rjen7 978-982-04-0822-7 (papier) 978-982-04-0821-0 (numérique)
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité et l'élaboration de plans nationaux de gestion des huiles usagées - Rapport de démarrage, Tonga	https://bit.ly/3GJb9jV
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité et l'élaboration de plans nationaux de gestion des huiles usagées - Rapport de démarrage, Vanuatu	https://bit.ly/3KVvh4Q
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité et l'élaboration de plans nationaux de gestion des huiles usagées - Rapport de démarrage, Îles Salomon	https://bit.ly/3Mz1YGC
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité et l'élaboration de plans nationaux de gestion des huiles usagées - Rapport de démarrage, Samoa	https://bit.ly/43nxEEV
Étape 1 Mise en place d'un système de consignation et de frais de récupération à l'avance (CFRA) : Orientations sur le parcours en 21 étapes - décisions et actions nécessaires	https://bit.ly/3KB9uhF 978-982-04-1072-5
Étape 2 Identifier les partenaires de projet : rôles et responsabilités	https://bit.ly/3UH72uE 978-982-04-1073-2
Étape 3 Conception autonome et système CFRA : questions et décisions clés	https://bit.ly/417ephg 978-982-04-1074-9
Étape 4 Exemple de table des matières : politique de CFRA et instructions de rédaction	https://bit.ly/3GJg09A 978-982-04-1075-6
Étape 5 Conception autonome : Guide pour l'élaboration de la politique de CFRA	https://bit.ly/3KvKcC 978-982-04-1076-3
Rapport d'étude : Examen des alternatives aux couches jetables à usage unique Volume 1 : Résumé analytique	https://bit.ly/41p7eAS 978-982-04-1085-5 (papier) 978-982-04-1086-2 (numérique)
Rapport d'étude : Examen des alternatives aux couches jetables à usage unique Volume 2 : Analyse documentaire	https://bit.ly/40gQfPW 978-982-04-1087-9 (papier) 978-982-04-1088-6 (numérique)

TITRE	LIEN / ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES	
Examen des alternatives aux couches jetables à usage unique Volume 3 : Travail sur le terrain et résultats	https://bit.ly/3UDTboW 978-982-04-1089-3 (papier) 978-982-04-1090-9 (numérique)
Examen des alternatives aux couches jetables à usage unique Volume 4 : Orientations pour les décideurs	https://bit.ly/41pyYoJ 978-982-04-1091-6 (papier) 978-982-04-1092-3 (numérique)
Examen des alternatives aux couches jetables à usage unique Volume 5 : Orientation pour les communautés et le secteur privé	https://bit.ly/3mvWORO 978-982-04-1093-0 (papier) 978-982-04-1094-7 (numérique)
Système de consignation dans les îles du Pacifique : Guide pour les décideurs	https://bit.ly/3UxvzSJ
Rapport d'audit sur les déchets, Timor-Leste	https://bit.ly/418FkJF 978-982-04-1097-8 (papier) 978-982-04-1098-5 (numérique)
Rapport d'évaluation initiale de la Convention de Minamata pour le Vanuatu	https://bit.ly/41jXzeY 978-982-04-1055-8 (papier) 978-982-04-1056-5 (numérique)
Gestion des huiles usagées : brochure de synthèse	https://bit.ly/3oaGB4n
Gestion des huiles usagées : rapport sur les options technologiques	https://bit.ly/41sZ2Q8
Politique d'autorisation et de surveillance environnementale des déchets - États et Territoires insulaires océaniques : modèle de politique	https://bit.ly/3KWuvoa 978-982-04-1107-4 (papier) 978-982-04-1108-1 (numérique)
Politique d'autorisation et de surveillance environnementale des déchets - États et Territoires insulaires océaniques : rapport d'orientation politique	https://bit.ly/40ns3Md 978-982-04-1109-8 (papier) 978-982-04-1110-4 (numérique)
Autorisation et surveillance environnementale des déchets : Guide de mise en œuvre pas-à-pas	https://bit.ly/43xz0gf 978-982-04-1112-8 (papier) 978-982-04-1113-5 (numérique)
Rapport d'audit sur les déchets, Nioué	https://bit.ly/41w6fip 978-982-04-1114-2 (papier) 978-982-04-1115-9 (numérique)
Rapport de réunion du Comité de pilotage de PacWastePlus, 12 mai 2022	https://bit.ly/3KfTEe
Financement durable pour la gestion des déchets : Vue d'ensemble du système de consignation et de frais de récupération à l'avance aux Îles Cook	https://bit.ly/3KEf3XA 978-982-04-1116-6
Examen de la mise en œuvre des Plans d'action régionaux sur les espèces marines 2021	https://bit.ly/415XVgb
Plans d'action régionaux sur les espèces marines du Pacifique - Rapport sur la série d'ateliers, 28 juillet-3 août 2021	https://bit.ly/41JUF3I
Accès et partage des avantages (APA) : lignes directrices pour la mise en œuvre	https://bit.ly/3GMisHB 978-982-04-1117-3 (papier) 978-982-04-1118-0 (numérique)
Enseignements du Pacifique : mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation	https://bit.ly/3mG2qlm 978-982-04-1119-7 (papier) 978-982-04-1120-3 (numérique)
Parvenir à un financement durable de la gestion des espèces envahissantes	https://bit.ly/3oj8QhI 978-982-04-1081-7 (papier) 978-982-04-1082-4 (numérique)
Programme régional des espèces marines des îles du Pacifique (PIRMSP) 2022-2026	https://bit.ly/41r50ps 978-982-04-1083-1 (papier) 978-982-04-1084-8 (numérique)
Gestion des huiles usagées - brochure de synthèse : Une soumission au PROE	https://bit.ly/3A4B2XB
Gestion des huiles usagées - rapport sur les options technologiques : Une soumission au PROE	https://bit.ly/41y1lRV
Modèle de politique de gestion de l'amiante	https://bit.ly/3MPExc4 978-982-04-1129-6 (papier) 978-982-04-1130-2 (numérique)
Code de pratique pour un modèle de politique de gestion de l'amiante	https://bit.ly/40hVb7x 978-982-04-1131-9 (papier) 978-982-04-1132-6 (numérique)

TITRE	LIEN / ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES	
Lignes directrices pour les plans nationaux d'adaptation (PNA) : lignes directrices pour les processus de planification de l'adaptation et les contenus des PNA dans le Pacifique	https://bit.ly/3A5Qxi9 978-982-04-1099-2 (papier) 978-982-04-1100-5 (numérique)
Stratégie CP 2025 pour un Pacifique plus propre en 2025, Stratégie régionale pour la gestion de la pollution et des déchets en Océanie, Plan de mise en œuvre 2021-2025	https://bit.ly/41hkg3t 978-982-04-1123-4 (papier) 978-982-04-1124-1 (numérique)
Cleaner Pacific 2025 (Un Pacifique plus propre en 2025) : Stratégie régionale océanique de lutte contre les déchets et la pollution 2016-2025 : Plan de mise en œuvre 2021-2025	https://bit.ly/3mynS2g 978-982-04-1077-0 (papier) 978-982-04-1078-7 (numérique)
Cleaner Pacific 2025 (Un Pacifique plus propre en 2025) : Stratégie régionale océanique de lutte contre les déchets et la pollution 2016-2025, rapport d'évaluation à mi-parcours :	https://bit.ly/3oeRIsN 978-982-04-1133-3 (papier) 978-982-04-1080-0 (numérique)
Procédures recommandées : Élimination et mise en décharge des déchets contenant de l'amiante	https://bit.ly/3A4NHtB 978-982-04-1133-3 (papier) 978-982-04-1134-0 (numérique)
Financement durable pour la gestion des déchets : rapport du webinaire	https://bit.ly/3onHgil 978-982-04-1139-5 (papier) 978-982-04-1140-1 (numérique)
Rapport analytique du Vanuatu : Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et le Vanuatu	https://bit.ly/3MRvoQn
Rapport analytique des Îles Salomon : Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et le Vanuatu	https://bit.ly/3GRsOWW
Prise en compte de l'égalité des genres, du handicap et de l'inclusion sociale dans la conception d'un système de financement durable pour la gestion des déchets : guide pour les décideurs du Pacifique	https://bit.ly/3UKW0cD 978-982-04-1141-8 (papier) 978-982-04-1142-5 (numérique)
Contrat pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour l'élaboration d'un plan national de gestion des huiles usagées pour les Îles Salomon, le Samoa, les Tonga et le Vanuatu Rapport analytique du Samoa :	https://bit.ly/3KIMpcM
SRWMA/J-PRISM II Projet pilote de collecte et de stockage des huiles usagées, rapport de mise en œuvre Phase I	https://bit.ly/41nerSs

TITRE	LIEN / ISBN / ISSN
RAPPORTS TECHNIQUES	
S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP) - rapport d'activité de l'atelier sur les déchets marins, avril 2022	https://bit.ly/3myv3HK
Aperçu 2021 : Mesures de protection de côtes - Tonga : évaluer l'impact de l'intervention	https://bit.ly/3MNvf0n 978-982-04-1153-1 (papier) 978-982-04-1154-8 (numérique)
Aperçu 2021 : Mesures en matière d'agriculture et de sécurité hydrique évaluer l'impact de l'intervention	https://bit.ly/3mEVYkX 978-982-04-1149-4 (papier) 978-982-04-1150-0 (numérique)
Aperçu 2021 : Mesures de sécurité hydrique - États fédérés de Micronésie : évaluer l'impact de l'intervention	https://bit.ly/3KKuAdx 978-982-04-1151-7 (papier) 978-982-04-1152-4 (numérique)
Aperçu 2021 : Conservation marine de Rauii & mesures de sécurité hydrique - Îles Cook : évaluer l'impact de l'intervention	https://bit.ly/41jtgp4 978-982-04-1147-0 (papier) 978-982-04-1148-7 (numérique)
Rapport annuel du PROE : 2021	https://bit.ly/3KCat0Y 1562-675X
Rapport Annuel du PROE : 2021	https://bit.ly/40hwOqc 1562-675X
Bonnes pratiques en matière d'études de l'impact sur l'environnement pour l'ingénierie côtière dans le Pacifique	https://bit.ly/3GT5iIV 978-982-04-1209-5 (papier) 978-982-04-1210-1 (numérique)
Lignes directrices sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement pour le génie côtier dans le Pacifique	https://bit.ly/3ocWlUe 978-982-04-1145-6 (papier) 978-982-04-1146-3 (numérique)
Rapport de la troisième (3e) réunion du Conseil exécutif du PROE, 8-9 septembre 2022	https://bit.ly/40ht7kB 978-982-04-1193-7 (numérique)
Rapport de la troisième (3e) réunion du Conseil exécutif du PROE, 8-9 Septembre 2022	https://bit.ly/3ogfpxk 978-982-04-1193-7
Directives et normes pour le compostage et la qualité du compost pour les pays insulaires du Pacifique et le Timor-Leste	https://bit.ly/43GPPFv 978-982-04-1201-9 (papier) 978-982-04-1202-6 (numérique)
Compostage des matières organiques courantes dans le Pacifique et au Timor-Leste : manuel pour les opérateurs de compostage	https://bit.ly/3GWD7Jg 978-982-04-1203-3 (papier) 978-982-04-1204-0 (numérique)
Options technologiques pour une destruction sûre des déchets de soins de santé autre que l'incinération traditionnelle à haute température	https://bit.ly/3AaDNGV 978-982-04-1155-5 (papier) 978-982-04-1156-2 (numérique)

TITRE	LIEN
VIDÉOS	
Karen Baird - Plan d'action pour les oiseaux de mer en Océanie	https://bit.ly/3Ab85tg
Espèce en vedette : les rats introduits	https://bit.ly/3A9KER3
Comment effectuer des inspections avant et après les opérations - Camion compacteur	https://bit.ly/3V2kN7r
ACP AME 3 et Convention de Nouméa - Session 11	https://bit.ly/3omWzs4
Plan de gestion environnementale - Session 10	https://bit.ly/3oroyXs
Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS) - Session 9	https://bit.ly/43Mil3a
Outils et codes de pratique de la SPTO - Session 8	https://bit.ly/3LBlk3p
Introduction aux énergies renouvelables - Session 7	https://bit.ly/3op8d50
Principes de gestion des déchets - Session 6	https://bit.ly/3mLrVIs
Études de cas de la SPTO - exemples de mauvaises pratiques dans la région - Session 5	https://bit.ly/3UMwChD
Introduction aux lignes directrices régionales sur le développement du tourisme côtier du PROE-SPTO - Session 4	https://bit.ly/3na0dW8
PUMA Vue d'ensemble du processus d'autorisation de développement du Samoa - Session 3	https://bit.ly/3AupAFd

TITRE	LIEN
VIDÉOS	
Aperçu de la loi PUMA - Session 2	https://bit.ly/3o0ckIE
Introduction aux rôles du PROE dans la protection de l'environnement et le développement durable - Session 1	https://bit.ly/3V6At9z
La science nécessaire pour des récifs coralliens sains et résilients dans le Pacifique	https://bit.ly/3na1ixa
Module 17 du PLP-ESS : Introduction au Fonds d'infrastructure régional océanique (PRIF)	https://bit.ly/3V6rcyl
Module 18 du PLP-ESS : Évaluation de l'impact environnemental cumulatif	https://bit.ly/420oZ9T
Sixième Rapport d'évaluation du GIEC - Aperçu des impacts, de l'adaptation et de la vulnérabilité pour le Pacifique	https://bit.ly/4233Uf8
Module 19 du PLP-ESS : Systèmes de certification des professionnels de l'environnement	https://bit.ly/40MBLaN
Célébration du 175ème anniversaire d'OCOF Nioué	https://bit.ly/3LcBcGi
PLP ESS Module 2 : Gérer les risques et les impacts du développement sur la biodiversité et les zones protégées dans le Pacifique	https://bit.ly/42ju3XD
Formation SIG : Module 1 - Introduction au SIG	https://bit.ly/3Nf80MQ

TITRE	LIEN	TITRE	LIEN
VIDÉOS		VIDÉOS	
Module 21 du PLP-ESS : Gestion des déchets et contrôle de la pollution tout au long du cycle de vie du projet dans le Pacifique	https://bit.ly/3AuxAWA	Rétablir la résilience des îles - Espèces envahissantes	https://bit.ly/3L8udJL
Création et mise en page de cartes - Module 4	https://bit.ly/3V9cGFW	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : Action menée par le Foyer Socio-éducatif du collège Vaimoana	https://bit.ly/3oNtd6B
Symbologie et géovisualisation - Module 3	https://bit.ly/40GkjVA	Sefanaia Nawadra BBC World News - Interview	https://bit.ly/41HSHR9
Module 22 du PLP-ESS : Systèmes de gestion de l'information pour soutenir l'EIE et la gestion des garanties dans le Pacifique	https://bit.ly/443nJoi	Conseils du Premier ministre des Îles Cook pour survivre aux changements climatiques	https://bit.ly/3VclzUQ
Bases du logiciel QGIS et ensembles de données - Module 2	https://bit.ly/3Vhfelt	Comment survivre à une crise alimentaire, avec Timoci	https://bit.ly/3o0B5V3
Webinaire du Centre océanien sur les changements climatiques sur la 6ème évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	https://bit.ly/40HQmnS	Comment survivre à l'élévation du niveau de la mer, avec Annymary	https://bit.ly/40BNUUA
Module 23 du PLP-ESS : Mécanisme de prise en charge des réclamations - étude de cas dans le Pacifique	https://bit.ly/445gNqE	Comment survivre à un cyclone, avec Aunty Va	https://bit.ly/41YoixK
Module 24 du PLP-ESS : Systèmes de gestion de l'information pour soutenir l'EIE et la gestion des garanties dans le Pacifique	https://bit.ly/3Au6kYn	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par le Projet des jeunes sur les déchets de l'océan Pacifique (POLYP) et la Fondation Suva Harbour	https://bit.ly/3VclZEY
Récifs coralliens dans le Pacifique Sud : Perspectives de la Global Reef Expedition (11 août 2022)	https://bit.ly/446IKyj	SWAP Teaser Capsule 1 - Everybody has a role to play in Sustainable waste	https://bit.ly/3LayBD2
Atelier préparatoire du Comité de négociation intergouvernemental - Jour 1	https://bit.ly/3HhnLim	Vidéo promotionnelle du projet SWAP	https://bit.ly/3VbVUGr
Financement durable de la gestion des déchets (28 juin 2022, 13-14h, heure du Samoa)	https://bit.ly/3oGrsl5	Vidéo promotionnelle du projet SWAP - Chacun a son rôle à jouer dans la gestion durable des déchets	https://bit.ly/3Ay42HE
Comprendre le système de consignation et de frais de récupération à l'avance (CFRA)	https://bit.ly/3L8hCpX	Vidéo promotionnelle du projet SWAP (S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique)	https://bit.ly/3LyRki6
Un nouveau réseau de bouées de surveillance du climat océanique aide à protéger les ressources marines de Vanuatu	https://bit.ly/3NeSErA	Vidéo promotionnelle du projet SWAP - Implication des communautés locales pour des actions durables	https://bit.ly/3nfo0Um
Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique	https://bit.ly/3LdgCkA	SWAP Teaser Capsule 2 - Implication des communautés pour des actions durables	https://bit.ly/3Nh22uR
Lancement du Programme régional des espèces marines des îles du Pacifique (PIRMSP) 2022--2026	https://bit.ly/40HXwIQ	Expérience aux Îles Cook - Analyse d'impact (AI), Réflexion méthodologique	https://bit.ly/448MOZWH
Gestion et élimination des matériaux contenant de l'amiante dans les pays insulaires du Pacifique et au Timor-Leste	https://bit.ly/3oBYik8	Expérience aux Palaos - Analyse d'impact (AI), Réflexion méthodologique	https://bit.ly/3L8yNYt
Module 25 du PLP-ESS : Santé et sécurité au travail pour les entreprises sous-traitantes	https://bit.ly/3Vp3ZYt	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa	https://bit.ly/3Hd9FPm
Mauvaises herbes envahissantes et culture, PROTÉGÉ à Tin Taputapuataea	https://bit.ly/41JSY6m	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : Action menée par l'association A Vaka Heke	https://bit.ly/3n5yWE3
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par le comité de développement du quartier de Graciosa Bay	https://bit.ly/40WUyAF	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2021 : Îles Salomon	https://bit.ly/4111mTQ
Court métrage 10 « grow a Wish », Vanuatu : Travaux de rétablissement de TC Harold	https://bit.ly/41YV8yD	Célébration de la Journée internationale de la femme 2021, ACP AME 3	https://bit.ly/4209Chx
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par le gouvernement provincial de Temotu	https://bit.ly/3nagfzi	Gestion des déchets générés par les catastrophes pour un Pacifique résilient	https://bit.ly/440fcCB
In truth garden (dans le jardin de la vérité) : Poésie écrite par Teresia Kieuea Teaiwa Interprétée par Katerina Teaiwa	https://bit.ly/3oN2SWd	Financement durable de la gestion des déchets : voyage d'étude en Australie du 29 août au 9 septembre 2022	https://bit.ly/3AzrV1m
Beached (échoué) : Poésie écrite et interprétée par Kathy Jetnil-Kijiner	https://bit.ly/3Hgyn1h	Directeur général du PROE Sefanaia Nawadra	https://bit.ly/3Lb9Cob
Samoa Asks (le Samoa demande) : Poésie écrite et interprétée par Aigagalefili Fepulea'i-Tupa'i	https://bit.ly/3NgF5YD	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : actions de conservation centrées sur la communauté à Fidji	https://bit.ly/4214JJP
Solo o le Vasa Poem of the sea (poème de la mer) : poésie écrite et interprétée par Frances C. Koya Vaka'uta	https://bit.ly/3n5llaq	Visualisation des impacts des changements climatiques sur les pêcheries du Pacifique : Vidéo longue avec sous-titres	https://bit.ly/3V8h9ZE
To island (pour l'île) : Poésie écrite par Teresia Kieuea Teaiwa, interprétée par Katerina Teaiwa	https://bit.ly/424zbhJ	Visualisation des impacts des changements climatiques sur les pêcheries du Pacifique : Vidéo longue avec sous-titres	https://bit.ly/441i3LD
A period on the world map fighting giants (Une période sur la carte du monde où l'on combat des géants) par Rebecca Tobo Olul-Hossen	https://bit.ly/3oIkOwa	Visualisation des impacts des changements climatiques sur les pêcheries du Pacifique : Vidéo courte avec sous-titres	https://bit.ly/40CKRH7
The Way Ahead (la voie à suivre) : poésie écrite par Konai Helu Thaman, interprétée par Mia Kami	https://bit.ly/3AyTfNw	Visualisation des impacts des changements climatiques sur les pêcheries du Pacifique : Vidéo courte sans sous-titres	https://bit.ly/3nfiUYh
Remember us (souvenez-vous de nous) : poésie écrite et interprétée par Okalani Mariner	https://bit.ly/40GWGMD	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 du POLP : Division de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution, Conseil municipal d'Honiara	https://bit.ly/4261n3L
100 Love Poems (100 poèmes d'amour) : Poésie, illustration et performance par John Puihiatau Pule	https://bit.ly/3Hfrey9	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 du POLP : ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa	https://bit.ly/41yLL8Z
Adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes marins au Samoa	https://bit.ly/3LHWgBz	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022, Savai'i, Samoa : action menée par l'association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa	https://bit.ly/40HmMJ1
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par la Samoa Conservation Society	https://bit.ly/445tyl2	Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par l'association Faiva Tautai des pêcheurs de Wallis	https://bit.ly/3HhMqUc
Journée mondiale de nettoyage du littoral 2022 : action menée par Friends of the City aux Îles Salomon	https://bit.ly/3Lxyaco	Manifestation parallèle sur l'outil de planification de l'adaptation fondée sur les écosystèmes du Pacifique (EbA) lors de la CdP27	https://bit.ly/3NhfleJ

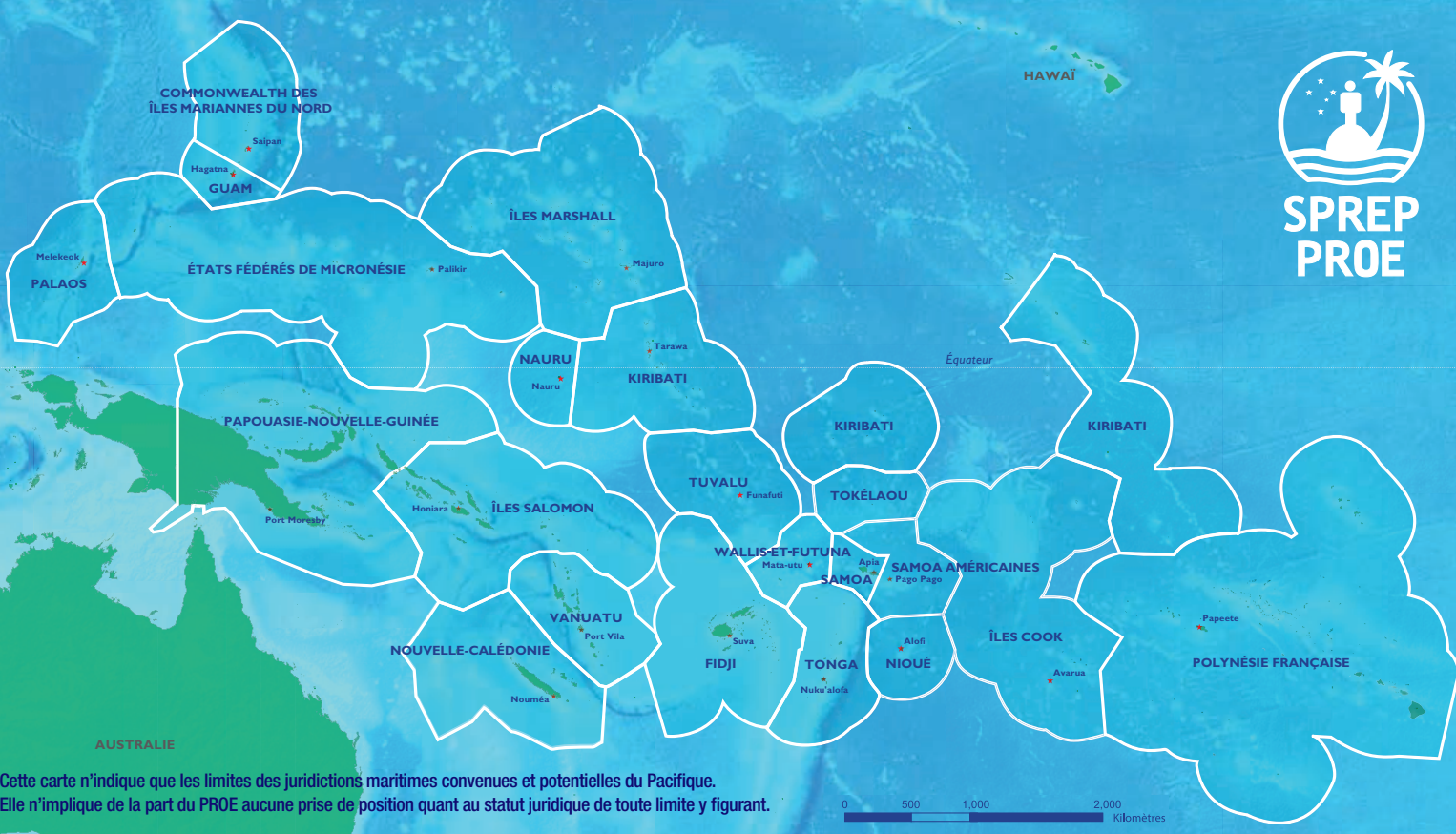
TITRE	LIEN / ISSN / ISBN	TITRE	LIEN / ISSN / ISBN
SÉRIES			
Veille pluviométrique régionale à action précoce : surveillance mensuelle des précipitations saisonnières janv-mars, fév-avr, mars-mai, avr-juin, mai-juillet, juil-sept, août-oct, oct 2022	https://bit.ly/3o73R31 2617-3565	Grapse sanguin <i>Hemigrapsus sanguineus</i>	https://bit.ly/3zQwvbr
Bulletin d'information de JPRISM : Buzz n° 12, 13 & 14	https://bit.ly/3GF35AD	Huitre américaine <i>Crassostrea virginica</i>	https://bit.ly/411pcJK
Bulletin d'information du PACRES : Vol 4, 5 & 6	https://bit.ly/3Kx3CG3	Crabe nageur du japon <i>Charybdis (Charybdis) japonica</i>	https://bit.ly/3GFbNPu
Bulletin mensuel ACP AME Vol2 : Numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7	https://bit.ly/3zV9zry	Boîte à outils pour la biosécurité marine : guide pour l'échantillonnage	https://bit.ly/3o9d1w0
Bulletin mensuel du COSPPac sur le climat, janvier-décembre 2022	https://bit.ly/3ZY54RL 2617-3557	Boîte à outils pour la biosécurité marine : orientations sur la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires	https://bit.ly/3Uyq7P1
SPREP-Tok Numéros 82, 83, 84, 85, 86, 87	https://bit.ly/41iPyqg 2311-861X	Boîte à outils pour la biosécurité marine : Stratégies de gestion des espèces marines non indigènes et cadre d'analyse des risques	https://bit.ly/3GFpspw
Bulletin d'information du PRISMSS, avril 2022	https://bit.ly/3ms9xEr	Boîte à outils pour la biosécurité marine : Guide pour l'évaluation des salissures biologiques	https://bit.ly/40VG125
SPREP-Tok : Numéro spécial, Conférence 2022 de l'ONU sur les Océans	https://bit.ly/3ULPyNO 2311-861X	Les espèces marines non indigènes dans les îles du Pacifique : étude documentaire	https://bit.ly/3AdkuwZ
DÉPLIANTS, BROCHURES ET FICHES D'INFORMATION			
Fiches communautaires : Pneus hors d'usage	https://bit.ly/41293DL 978-982-04-1048-0	Les 25 principales espèces marines non indigènes dans la région du Pacifique	https://bit.ly/3zWCziG
Série de conversations du PROE sur le Pacifique - Acidification des océans : pourquoi nous devrions tous nous en préoccuper	https://bit.ly/3L5pqKB	Aperçu du projet - Îles Cook	https://bit.ly/3oeFDDT 978-982-04-1001-5
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Îles Cook	https://bit.ly/43xrxhs 978-982-04-1057-2	Série de conversations du PROE sur le Pacifique : Qu'est-ce que l'acidification des océans ?	https://bit.ly/3oe2kZa
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Fidji	https://bit.ly/3GAh5eT 978-982-04-1058-9	Série de conversations du PROE sur le Pacifique : Notre Pacifique est spécial	https://bit.ly/3mxXo0i
Note d'information sur la gestion de l'amiante : États fédérés de Micronésie	https://bit.ly/43odXgh 978-982-04-1059-6	Série de conversations du Pacifique : Corail proie ou plastique ?	https://bit.ly/3GlpX26
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Kiribati	https://bit.ly/3o3E1Nn 978-982-04-1060-2	Série de conversations du Pacifique : Mieux comprendre l'acidification des océans	https://bit.ly/3MHBK4T
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Nauru	https://bit.ly/4098ruW 978-982-04-1061-9	Série de conversations du Pacifique : Écouter l'acidification des océans	https://bit.ly/3Uxekkw
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Nioué	https://bit.ly/3mocBkZ 978-98204-1062-6	Série de conversations du Pacifique : L'eau des océans reflète nos choix	https://bit.ly/3oe3RHs
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Palaos	https://bit.ly/3UEHbTZ 978-982-04-1063-3	Série de conversations du Pacifique : Poumons des rivages : restauration des zones humides côtières	https://bit.ly/41pe5u6
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Papouasie-Nouvelle-Guinée	https://bit.ly/4049499 978-982-04-1064-0	Série de conversations du Pacifique : De la sensibilisation à l'action	https://bit.ly/415r5VH
Note d'information sur la gestion de l'amiante : République des Îles Marshall	https://bit.ly/41mbrVV 978-982-04-1065-7	Série de conversations du Pacifique : Que nous coûtera l'acidification des océans ?	https://bit.ly/43yKss8
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Samoa	https://bit.ly/3zVreik 978-982-04-1066-4	Série de conversations du Pacifique : Qu'est-ce qui est humide et vert et qui est lié aux changements climatiques ?	https://bit.ly/3GGbcgt
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Îles Salomon	https://bit.ly/3KXdaM6 978-982-04-1067-1	Série de conversations du Pacifique : Pourquoi nos récifs ne sont pas condamnés ?	https://bit.ly/418msdM
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Timor-Leste	https://bit.ly/3GB8Lvy 978-982-04-1068-8	Lignes directrices du Pacifique pour le processus de planification de l'adaptation et le contenu des plans nationaux d'adaptation (PNA)	https://bit.ly/41miOUG
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Tonga	https://bit.ly/3zTJYPB 978-982-04-1069-5	Prix des médias Vision Pasifika 2022 - Résilience face aux changements climatiques	https://bit.ly/41pYyh
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Tuvalu	https://bit.ly/3Uzyp9C 978-982-04-1070-1	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Palaos	https://bit.ly/43DVwUR
Note d'information sur la gestion de l'amiante : Vanuatu	https://bit.ly/3KUsJ6Z 978-982-04-1071-8	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - États fédérés de Micronésie	https://bit.ly/3L7Xcig
Rapane veiné <i>Rapana venosa</i>	https://bit.ly/3GCVCC4	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - République des Îles Marshall	https://bit.ly/41h6nSX
Crabe nageur de Heller <i>Charybdis (Charybdis) hellerii</i>	https://bit.ly/3KXg57w	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Îles Salomon	https://bit.ly/3GQhIXJ
Corail soleil <i>Tubastraea tagusensis</i>	https://bit.ly/3UuvjR	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Papouasie-Nouvelle-Guinée	https://bit.ly/41hpNaf
Bryozoaire spaghetti <i>Amathia verticillata</i>	https://bit.ly/3KT7TFe	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Vanuatu	https://bit.ly/43zocyl
Télesto blanc <i>Carijoa riisei</i>	https://bit.ly/3KBdrD3	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Tonga	https://bit.ly/3mDLen3
Microcosme à écailles <i>Microcosmus squamiger</i>	https://bit.ly/3ZZ1n44	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Samoa	https://bit.ly/41CSNZM
Algue rouge <i>Kappaphycus alvarezii</i>	https://bit.ly/3zU4rUt	Profil national de gestion des déchets solides JPRISM II - Fidji	https://bit.ly/41j17UE
Algue rouge <i>Eucheuma denticulatum</i>	https://bit.ly/3GEyLpV	Conversation du Pacifique sur la Convention de Nouméa partie 2 : en savoir plus, en faire plus, ensemble	https://bit.ly/3GSyrUJ
Algue rouge <i>Acanthophora spicifera</i>	https://bit.ly/3MFlvNF	Conversation du Pacifique sur la Convention de Nouméa partie 3 : en savoir plus, en faire plus, ensemble	https://bit.ly/3A76AMA
Huitre perlière rayée <i>Pinctada imbricata</i>	https://bit.ly/43vEgRG	Conversation du Pacifique sur la Convention de Nouméa partie 4 : en savoir plus, en faire plus, ensemble	https://bit.ly/43IFcSE
Huitre creuse <i>Magallana gigas</i>	https://bit.ly/3zVfoVS	Fiche d'information sur les matières organiques : Compostage en tas en fermentation aéré	https://bit.ly/3GVICZF 978-982-04-1206-4
Éponge orange <i>Mycale grandis</i>	https://bit.ly/3KxN80q	Fiche d'information sur les matières organiques : Alimentation animale	https://bit.ly/43LpaaA 978-982-04-1208-8
Algue gracilaire <i>Gracilaria salicornia</i>	https://bit.ly/3Uuwj7	Fiche d'information sur les matières organiques : Compostage en baie	https://bit.ly/3Af1D4g 978-982-04-1192-0
Balane amphitrite <i>Amphibalanus amphitrite</i>	https://bit.ly/415y7d5	Fiche d'information sur les matières organiques : Digestion anaérobie centralisée (sec)	https://bit.ly/3mSqtE2 978-982-04-1190-6
Sargasse japonaise <i>Sargassum muticum</i>	https://bit.ly/3KyeldR	Fiche d'information sur les matières organiques : Paillis et copeaux de bois	https://bit.ly/43Lqme4 978-982-04-1186-9
Palourde croisée <i>Ruditapes philippinarum</i>	https://bit.ly/3mxD35	Fiche d'information sur les matières organiques : Compostage à petite échelle	https://bit.ly/3Latd9J 978-982-04-1182-1
Balane ivoire <i>Amphibalanus eburneus</i>	https://bit.ly/3MEbwzW	Fiche d'information sur les matières organiques : Digestion anaérobie à petite échelle (humide)	https://bit.ly/3KQshWj 978-982-04-1184-5
Crabe de vase américain <i>Rhithropanopeus harrisi</i>	https://bit.ly/3KXMIC1	Fiche d'information sur les matières organiques : Compostage en andains	https://bit.ly/3mKK9Kc 978-982-04-1180-7
Crabe chinois à mitaines <i>Eriocheir sinensis</i>	https://bit.ly/3MEF80k		
Moule noire striée <i>Mytilopsis salei</i>	https://bit.ly/3zURdq5		
Crabe bleu <i>Callinectes sapidus rathbun</i>	https://bit.ly/41kCX68		

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
ÉQUIPE DE DIRECTION			
Sefanaia Nawadra	Directeur-riche général-e	Fidji	03 avril 26
Easter Chu Shing	Directeur-riche général-e adjointe	Samoa	09 fév 24
Stuart Chape	Directeur-riche Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30 sept 24
Tagaloa Cooper-Halo	Directeur-riche, Résilience face aux changements climatiques	Nioué	30 juin 24
Jope Davetanivalu	Directeur-riche, Surveillance et gouvernance environnementales	Fidji	21 avril 25
Anthony Talouli	Directrice, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Fidji	14 avril 25
Clark Peteru	Conseiller-ère juridique	Samoa	30 sept 24
Petra Chan Tung	Directeur-riche des finances et de l'administration	Samoa	31 déc 24
Simeamativa Vaai	Directeur-riche, Ressources humaines	Samoa	31 déc 24
SOUTIEN EXÉCUTIF ET BUREAUX RÉGIONAUX			
Soutien exécutif			
Audrey Brown-Pereira	Administrateur-riche principale	Îles Cook	31 oct 23
Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjoint-e exécutive du/de la Directeur-riche général-e	Samoa	30 mai 25
Apiseta Eti	Adjoint-e exécutive du Directeur-riche général-e adjoint-e	Samoa	31 déc 24
Département juridique			
Everett Sioa	Responsable juridique	Samoa	21 fév 24
Communication et sensibilisation			
Nanette Wootton	Conseiller-ère intérimaire en communication et sensibilisation/ Responsable des médias et des relations publiques	Îles Cook	31 oct 23
Leanne Moananu	Responsable de la communication	Samoa	31 déc 25
Christine Tuioti	Responsable adjoint-e de la sensibilisation	Samoa	29 mai 25
Sosikeni Lesa	Consultant-e en communications	Samoa	26 janv 23
Audit interne			
Niraj Kumar	Audit-eur-riche interne	Fidji	30 jul 25
PROGRAMMES TECHNIQUES			
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
Foinjanacey Fesolai	Assistant-e du programme Résilience face aux changements climatiques	Samoa	1 oct 23
Filomena Nelson	Conseiller-ère en adaptation face aux changements climatiques	Samoa	8 oct 23
Timothy Breese	Conseiller-ère spécialiste des changements climatiques	Nouvelle-Zélande	5 sept 25
Ofa Kaisamy	Directeur-riche, Centre océanien sur les changements climatiques (DPCCC)	Tonga	04 oct 23
Yvette Kerslake	Conseiller-ère technique en science pour les services, PCCC	Tonga	11 avril 24
Rachel Nunn-Crichton	Conseiller-ère technique - Gestion et courtage de connaissances et d'informations, PCCC	Fidji	12 sept 24
Naoafoaga Feu'u-Foti	Responsable des finances et de l'administration, PCCC	Samoa	30 avril 24
Salesa Nihmei	Conseiller-ère en météorologie et climatologie	Vanuatu	30 avril 25
Sunny Seuseu	Chef-fe de projet par intérim / Responsable des services d'information climatiques, Projet de services d'informations climatiques pour un développement résilient (CISRD) au Vanuatu.	Samoa	10 mars 24
Connie Sewere	Assistant-e technique et des finances, Projet CISRD Vanuatu	Vanuatu	10 déc 23
Siosinamele Lui	Chargé-e des connaissances traditionnelles sur le climat, Programme d'appui au climat et aux océans dans le Pacifique (COSPPac)	Samoa	30 juin 23
Philip Malsale	Responsable de la climatologie COSPPac	Vanuatu	30 juin 23
Teuila-Jane Fruean	Assistant-e technique et des finances COSPPac	Samoa	30 juin 23
Tile Tofaeono	Coordinateur-riche des services de prévisions climatiques	Samoa	30 juin 23
Raymond Schuster	Assistant-e technique de projet, Partenariat Nouvelle-Zélande-Pacifique sur l'acidification des océans	Samoa	31 déc 23
Semi Qamese	Chef-fe de projet Intra ACP de l'AMCC+ Adaptation du Pacifique aux changements climatiques et résilience (PACRES)	Fidji	30 juin 23
Emma Arasi-Sua	Responsable de la gestion des connaissances et de l'information PACRES	Samoa	30 juin 23
Sione Fulivai	Coordinateur-riche du Cadre océanien pour un développement résilient	Tonga	30 juin 23
Fred Patison	Conseiller-ère pour la préparation au financement des changements climatiques	Îles Solomon	20 sept 23
Vanda Faasoa-Chan Ting	Conseiller-ère technique - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	31 déc 23
Florette Tuuu-Tiperia	Responsable des finances et de l'administration - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	31 déc 23
Monifa Fiu	Conseiller-ère en analyse d'impact	Fidji	15 mars 23
Dannicah Chan	Responsable des finances et de l'administration, Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA) de l'AMCC+	Samoa	03 mai 23
Gloria Roma	Responsable de l'information et de la recherche, Projet SUPA de l'AMCC+	Samoa	12 jul 23
Naheed Hussein	Responsable de projet, Projet intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées	Fidji	01 mai 26
Ofeira Faasau-Morjaan	Chargé-e de projet consultant-e, PACRES	Samoa	27 juin 23
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES			
Faasipa Tinai	Assistant-e du programme de surveillance et de gouvernance environnementales	Samoa	25 août 25
Tavita Su'a	Chef-fe de projet par intérim, Projet Inform / Analyste et développeur-se des systèmes d'information environnementale	Samoa	31 déc 22
Vani Koroisamanunu	Spécialiste des SIG environnementaux - Projet Inform	Fidji	30 juin 23
Lagi Reupena	Projet « Inform », Responsable des données environnementales	Samoa	30 juin 23
Jonathan Porter	Projet « Inform », Responsable des finances et de l'administration	Samoa	31 déc 22
Ivan Diarra	Agent-e chargé-e de l'assistance technique, Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement	Nigeria	30 juin 23
Anastacia Amoa-Stowers	Coordinateur-riche des accords multilatéraux sur l'environnement - Projet ACP AME Phase 3	Samoa	07 mars 25
Flavia Vaai	Responsable du soutien aux accords multilatéraux sur l'environnement - Projet ACP AME Phase 3	Samoa	14 fév 25
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES			
Makerita Atiga	Assistant-e du Programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques	Samoa	02 août 23
David Moverley	Conseiller-ère en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30 nov 24
Peter Davies	Conseiller-ère en écosystèmes côtiers et marins	Australie	26 avril 25
Mathilde Kraft	Coordinateur-riche du développement de projet, Initiative KIWA	France	31 mars 25
Karen Baird	Conseiller-ère sur les espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	26 avril 25
Amanda Wheatley	Conseiller-ère Biodiversité	Australie	16 déc 23
Juney Ward	Responsable des écosystèmes et de la biodiversité	Samoa	30 juin 25
Vainuupo Jungblut	Responsable des zones protégées	Samoa	31 mai 23
Kasaqa Tora	Spécialiste de l'analyse spatiale : aires protégées	Fidji	09 août 23
Jamie Davies	Chef-fe de projet, Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM)	Royaume-Uni	31 déc 22
Rohit Prasad	Responsable des finances et de l'administration, BIEM	Fidji	31 mars 23
Bradley Myer	Chef-fe de projet - Projet régional sur les espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	31 mars 23
Isabel Rasch	Coordinateur-riche régionale du FEM 6 pour les espèces envahissantes	Samoa	30 avril 24

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
Josef Pisi	Collaborateur-riche, Programme des services régionaux d'appui à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS)	Samoa	30 avril 24
Kennedy Kaneko	Coordinateur-riche national des espèces envahissantes - RIM	RMI	30 avril 24
Dominic Sadler	Gestionnaire des espèces envahissantes	Suisse	30 mars 24
James Fakaua	Responsable informatique et administratif, PRISMSS	Samoa	30 juin 24
Jordan Schuster	Responsable communication, PRISMSS	Samoa	30 juin 24
Elizur Nashon	Responsable principal des finances et de l'administration, Programme pour la biodiversité et les paysages terrestres et marins durables dans le Pacifique	Fidji	04 sept 27
Nicolas Rocle	Spécialiste de l'environnement marin et de la conservation (en détachement du ministère de la Transition écologique, France)	France	18 avril 23
William Young	Chercheur-se, programme « Écosystèmes résilients, populations résilientes » du PRISMSS, doctorant-e, université de Newcastle	Fidji	31 oct 24
Carrol Chan	Chercheur-se, programme « Ennemis naturels, solutions naturelles » du PRISMSS, doctorant-e, université de Newcastle	Fidji	31 déc 24
Siosina Katoa	Chercheur-se, programme « Un Pacifique sans prédateurs » du PRISMSS, doctorant-e, université de Newcastle	Tonga	31 déc 24
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION			
Davina Bartley-Tiitii	Assistant-e de programme, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	Samoa	25 mars 25
Mohammed Zullah	Conseiller-ère Pollution	Fidji	31 oct 25
Susana Telakau	Conseiller-ère en gestion des déchets solides	Tuvalu	07 nov 24
Julie Pillet	Coordinateur-riche technique de projet chargée de la lutte contre les déchets, Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP)	France	31 déc 23
Tooa Brown	Assistant-e technique de projet, SWAP	Samoa	31 déc 23
Joshua Sam	Conseiller-ère en gestion des déchets dangereux	PNG	15 jul 25
Bradley Nolan	Responsable de programme, PacWaste Plus	Australie	01 sept 24
Sela Simamao	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus	Tonga	01 sept 24
Crystal Schwenke	Responsable technique et administratif, PacWaste Plus	Samoa	30 juin 24
Lance Richman	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets dangereux, PacWaste Plus	É.-U.	30 juin 24
Sainimili Bulai	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets solides, PacWaste Plus	Fidji	30 juin 24
Hilary Boyes	Responsable technique Projet gestion des déchets - récupération des ressources, PacWaste Plus	Nouvelle-Zélande	30 juin 24
Nitish Narayan	Responsable communication, PacWaste Plus	Fidji	30 juin 24
Paul Irving	Responsable de projet de lutte contre la pollution marine, Plan d'urgence régional des îles du Pacifique en cas de déversement marin	Australie	14 mars 25
Andrea Volentras	Gestionnaire de projet, Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP)	Samoa	24 oct 26
Zhiyad Khan	Responsable de la communication et des relations avec les parties prenantes, POLP	Fidji	11 sept 25
Ngaira Ah Ching	Responsable principal de projet, POLP	Samoa	04 sept 25
Edward Nicholas	Chef-fe de projet, Projet de mise en œuvre d'un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement (ISLANDS) pour les enfants du Pacifique.	PNG	29 sept 27
Renee Kamu	Responsable des finances et de l'administration, Projet ISLANDS pour les enfants du Pacifique	Samoa	24 août 27
GOVERNANCE ET OPÉRATIONS			
BUREAU RÉGIONAL			
Kilom Ishiguro	Gestionnaire intérimaire / Agent-e technique et de liaison - Bureau du Pacifique Nord	RMI	31 déc 25
SERVICES D'INFORMATION			
<i>Technologies de l'information</i>			
Christian Slaven	Directeur-riche des technologies de l'information	Samoa	30 nov 24
Epeli Tagi	Ingénieur-e réseaux et systèmes des technologies de l'information	Fidji	28 fév 23
Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30 avril 23
Ainsof So'o	Développeur-se/analyste de systèmes	Samoa	31 oct 25
Charlie Reed	Chargé-e de l'appui aux technologies de l'information	Samoa	03 fév 25
<i>Gestion des connaissances</i>			
Miraneta Williams-Hazelman	Directeur-riche du Centre d'information et de documentation	Samoa	30 nov 24
Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31 déc 24
Ane Ah Poe	Responsable de la gestion des connaissances	Samoa	31 déc 23
Aleluia Seiuli	Assistant-e responsable des dossiers et archives	Samoa	08 mars 23
UNITÉ DE COORDINATION DES PROJETS			
Melanie King	Directeur-riche, Unité de coordination des projets (UCP)	Australie	27 janv 23
Rupeni Mario	Spécialiste de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets	Fidji	30 juin 24
Vitolina Samu	Responsable de la mise en œuvre des projets	Samoa	01 juin 25
Salome Tukufu	Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets	Tonga	26 juin 25
Gardenia Su'a Faolotoi	Chargé-e de projet consultant-e	Samoa	30 juin 24
PLANIFICATION STRATÉGIQUE			
Rebecca Polestico	Conseiller-ère surveillance et évaluation	Philippines	01 mars 24
DÉPARTEMENT FINANCES ET ADMINISTRATION			
Veronica Levi	Expert-Comptable	Samoa	10 avril 25
Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	05 janv 23
Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26 juin 25
Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16 juin 25
Emmaflora Ah Tong	Responsable des finances	Samoa	27 janv 23
John Fetisone	Responsable des finances	Samoa	19 sept 24
Monaicis Asiata	Responsable des finances	Samoa	19 sept 24
Pata Mase	Responsable des finances - Projets	Samoa	15 sept 25
Mercy Tausili	Responsable des finances - Projets	Samoa	19 sept 24
Valelia Iusitino	Responsable des finances	Samoa	5 juin 25
Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	4 déc 24
Faamanatu Sitiiti	Chauffeur-e / Employé-e	Samoa	05 déc 23
Cynthia Ah Loo	Agent-e de nettoyage / Préposé-e aux thés et cafés	Samoa	31 déc 23
Ivoga Sefa	Agent-e de nettoyage / Préposé-e aux thés et cafés	Samoa	05 janv 23
Pouvigina Tuai	Agent-e de nettoyage / Préposé-e aux thés et cafés	Samoa	15 août 25
Tagiilima Enele	Personne de terrain	Samoa	12 mai 23
Isaia Talaitau	Personne de terrain	Samoa	11 sept 25
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES			
Luana Jamieson	Responsable cadre aux ressources humaines	Samoa	05 janv 23
Marion Tuipulotu-Chan Chui	Responsable des ressources humaines	Tonga	08 mai 23
Roger Warren	Responsable des ressources humaines	Samoa	07 juin 23
Olivia Hogarth	Responsable des ressources humaines	Samoa	30 nov 25
Ada-Fanua Ott	Responsable des ressources humaines	Samoa	04 déc 25
Monica Tupai	Assistant-e des ressources humaines	Samoa	21 mai 25

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ABS	Accès et partage des avantages	GCCA+ SUPA	Alliance mondiale pour la lutte contre les changements climatiques et de l'initiative « Scaling Up Pacific Adaptation » (Renforcer l'adaptation au Pacifique)	PALRC	Association collaborative pour la recherche et l'apprentissage sur les aires protégées
ACP MEAs Phase III	Phase III du projet pour le renforcement des capacités financé par l'Union européenne en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	GEDSI	Égalité hommes-femmes, handicap et inclusion sociale	PCB	<i>Polychlorobiphényle</i>
ADB	Banque asiatique de développement	GEF	Fonds pour l'environnement mondial	PCCC	Centre océanien sur les changements climatiques
AFD	Agence française de développement	GEF6 RIP	Projet régional sur les espèces envahissantes du Fonds pour l'environnement mondial 6	PEBACC	Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques
AOSIS	Alliance des petits États insulaires	GEIM	Groupe chargé de l'intégration de l'inclusion sociale et de l'égalité femmes-hommes	PEP	Portail dédié à l'environnement du Pacifique
APCC	Centre de climatologie de l'APEC	GFC NDA	Autorité nationale désignée auprès du Fonds vert pour le climat	PER	Risques institutionnels prioritaires
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique	GIS	Systèmes d'information géographique	PEUMP	Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin
APCP	Partenariat de l'Australie et du Pacifique pour le climat	GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de coopération internationale allemande)	PGRSC	Conseil des Systèmes d'information géographique et de télédétection du Pacifique
APOD	A Pattern of Whales and Dolphins	GPS	Système de positionnement global	PIELA	Prix du Leadership environnemental pour les îles du Pacifique
BBNJ	Biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale	HOD	Chefs de délégation	PICOF	Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique
BIEM	Initiative de gestion des captures accessoires et des écosystèmes intégrés	IAMSLIC	Association internationale des bibliothèques et centres d'information sur les sciences marines et aquatiques	PIFS	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
BIOPAMA	Gestion de la diversité biologique et des aires protégées	ICCD	International Coastal Cleanup Day (Journée internationale de nettoyage des côtes)	PIP	Plan de mise en œuvre des performances
BMU	Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire	IFRC	Fédération internationale des organisations de la Croix- Rouge et du Croissant- Rouge	PIPAP	Portail des aires protégées des îles du Pacifique
BoM	Bureau météorologique australien	IKI	Initiative internationale sur le climat	PIRT	Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature
CBD	Convention sur la diversité biologique	ILBI	Instrument international juridiquement contraignant	PLP-ESS	Partenariat pour l'apprentissage dans le Pacifique pour les garanties environnementales et sociales
CCR	Résilience face aux changements climatiques	INC	Comité de négociation intergouvernemental en vue de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, notamment dans le milieu marin	PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
CBCRP-PCCC	Projet de renforcement des capacités en termes de résilience aux changements climatiques dans le Pacifique au Centre océanien sur les changements climatiques	Intra ACP GCCA+	Projet intra-Afrique, Caraïbes et Pacifique de l'Alliance mondiale pour la lutte contre les changements climatiques Plus	POP	Polluants organiques persistants
CESEC	Sous-comité pour la communication et l'engagement	IOE	Écosystèmes insulaires et océaniques	POPCC	Conférence sur les changements climatiques pour l'océan Pacifique
CFLI	Fonds canadien en faveur des initiatives locales	ISLANDS	Mettre en œuvre un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement	POLP	Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique
CBD-COP	Convention sur la diversité biologique à la Conférence des Parties	IUCN	Union internationale pour la conservation de la nature	PPOA	Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans
CITES	Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction	JICA	Agence japonaise de coopération internationale	PSIDS	Petits États insulaires en développement du Pacifique
ClimSA	Projet intra-ACP sur les services météorologiques et les applications associées	JPRISM	Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides dans les îles du Pacifique	PRISMSS	Programme du Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique
CLiDesc	Climate Data for the Environment Services Client (données climatiques pour le client des services de l'environnement)	MC	Micronesia Challenge (Défi de la Micronésie)	RF	Cadre de résultats
COP 26	Vingt-sixième Conférence des Parties	MEAs	Accords multilatéraux sur l'environnement	RMI	République des îles Marshall
COP 27	Vingt-septième Conférence des Parties	MEIDECC	Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, du Changement climatique et des communications (Tonga)	SCOPIC	Prévisions des climats saisonniers dans les pays insulaires du Pacifique
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019	MHEWS	Systèmes d'alerte précoce multirisques	SDG	Objectifs de développement durable
CPRT	Table ronde pour un Pacifique propre	MNRE	Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa	SEA	Évaluation stratégique de l'environnement
CREWS	Système d'alerte précoce aux risques climatiques des petits États insulaires en développement du Pacifique	MPA	Aires marines protégées	SIDS	Petits États insulaires en développement
CROP	Conseil des organisations régionales du Pacifique	MTP	Partenariat Moana Taka	SILO	Salon international du livre océanien
CSIRO	Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth	NDC	Contributions déterminées au niveau national	SIMS	Services météorologiques des îles Salomon
DDT	Dichlorodiphényltrichloroéthane	NDMO	Bureau national de gestion des catastrophes du Samoa	SRCS	Société de la Croix-Rouge du Samoa
DFAT	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	NEMS	Stratégies nationales de gestion de l'environnement	SOE	État de l'environnement
DEPC	Département de la protection et de la conservation de l'environnement de Vanuatu	NES	Service national de l'environnement des îles Cook	SOEC	Rapport sur l'état de l'environnement et de la conservation dans le Pacifique insulaire
DoWR	Département des ressources en eau de Vanuatu	NIP	Plan national de mise en œuvre	SotM	State of the Map (état de la carte)
EbA	Adaptation écosystémique	NIWA	Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère	SPC	Communauté du Pacifique
EIA	Évaluation d'impact sur l'environnement	NMHS	Services météorologiques et hydrologiques nationaux	SPTO	Organisation du tourisme du Pacifique Sud
EMG	Gouvernance et surveillance environnementales	NRH	Hôpital central national des îles Salomon	SPREP	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement
ENSO	El Niño – Oscillation australe	NOAA	Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis	SWAP	Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique
EREPA	Projet pour garantir la résilience des écosystèmes dans les aires protégées aux îles Salomon	NZAIA	Association néo-zélandaise pour les évaluations d'impact	TCC	Tonga Communication Corporation
EU	Union européenne	OACPS	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	TREDS	Turtle Research and Monitoring Database System (système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues)
EU ACPMEA2	Phase II du projet pour le renforcement des capacités financé par l'Union européenne en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	One CROP+	Le regroupement des agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et d'autres organisations	UN	Nations Unies
EU ACPMEA3	Phase III du projet pour le renforcement des capacités financé par l'Union européenne en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	OSGeo	Open Source Geospatial	UNEA-5.2	Reprise de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
FESA	Autorité des services d'urgence incendie du Samoa	OSM	Open Street Map	UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FOSS4G	Free and Open-Source Software for Geospatial (logiciel libre et gratuit de gestion des données géospatiales)	PACRES	Projet d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience dans le Pacifique	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FSM	États fédérés de Micronésie	PacWaste Plus	Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets	UNFCCC COP26	26 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
FRDP	Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (2017–2030) : une approche intégrée pour répondre aux changements climatiques et assurer la gestion des risques de catastrophes			UNFCCC COP27	27 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
GBF	Cadre mondial de la biodiversité			UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
				USP	Université du Pacifique Sud
				Van-KIRAP	Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt (nom bislama pour Projet de services d'information climatique pour un développement résilient au Vanuatu)
				VMGD	Département de météorologie et des aléas géologiques de Vanuatu
				WASH	Eau, assainissement et hygiène
				WMO	Organisation météorologique mondiale
				WMPC	Gestion des déchets et lutte contre la pollution
				WOW	Women of the Wave
				WWF	Fonds mondial pour la nature



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

Notre région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées. Les Membres insulaires du PROE sont :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- République des Îles Marshall
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis-et-Futuna

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni



SPREP

Secretariat of the Pacific Regional
Environment Programme